

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

République centrafricaine

CYCLE DE
PROGRAMME
HUMANITAIRE

PUBLIÉ EN
OCTOBRE 2021



À propos

Ce document est consolidé par OCHA RCA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires humanitaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à orienter la planification stratégique conjointe de la réponse.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Photo de couverture

Enfants déplacés du site Elevage à Bambari, Préfecture de la Ouaka. ©OCHA / S. Modola

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de faire en sorte que les obstacles empêchant les personnes affectées par les crises de recevoir de l'aide humanitaire soient surmontés. OCHA joue un rôle de chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/car

Twitter: @OCHA_CAR

Humanitarian RESPONSE

Le site web réponse humanitaire est destiné à être la plateforme centrale des outils et des services de gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres du IASC intervenant dans une crise.

<https://car.humanitarianresponse.info/>



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la fourniture de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

www.hum-insight.com



Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

<https://fts.unocha.org/>

Table des matières

4 Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés

6 Section 1: Impact de la crise et situations humanitaires

7 Partie 1.1: Contexte de la crise

17 Partie 1.2: Chocs et impact de la crise

34 Partie 1.3: Portée de l'analyse

35 Partie 1.4: Situations humanitaires et sévérité des besoins

48 Partie 1.5: La crise perçue par les populations affectées

55 Section 2: Analyses des risques et suivi des besoins

56 Partie 2.1: Analyse des risques

61 Partie 2.2: Suivi des besoins

63 Section 3: Analyses sectorielles

64 Protection

72 CCCM, Abris & NFI

75 Eau, hygiène et assainissement

78 Éducation

82 Logistique

85 Nutrition

88 Santé

91 Sécurité alimentaire

95 Télécommunication d'urgence

97 Section 4: Annexes

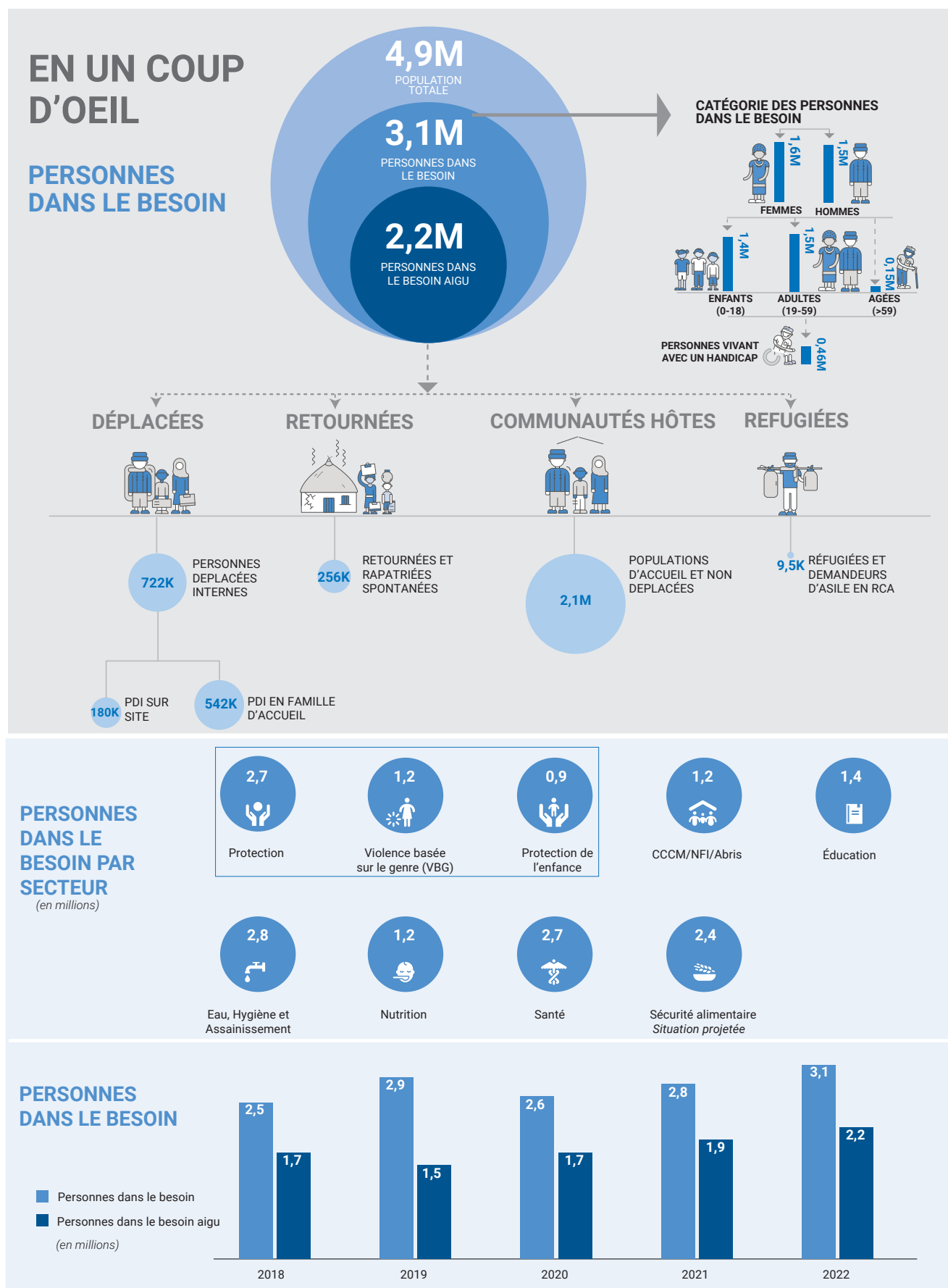
98 Partie 4.1: Source des données et lacunes d'informations

100 Partie 4.2: Méthodologie de calcul du PiN intersectoriel et de la sévérité des besoins

108 Acronymes

110 Notes finales

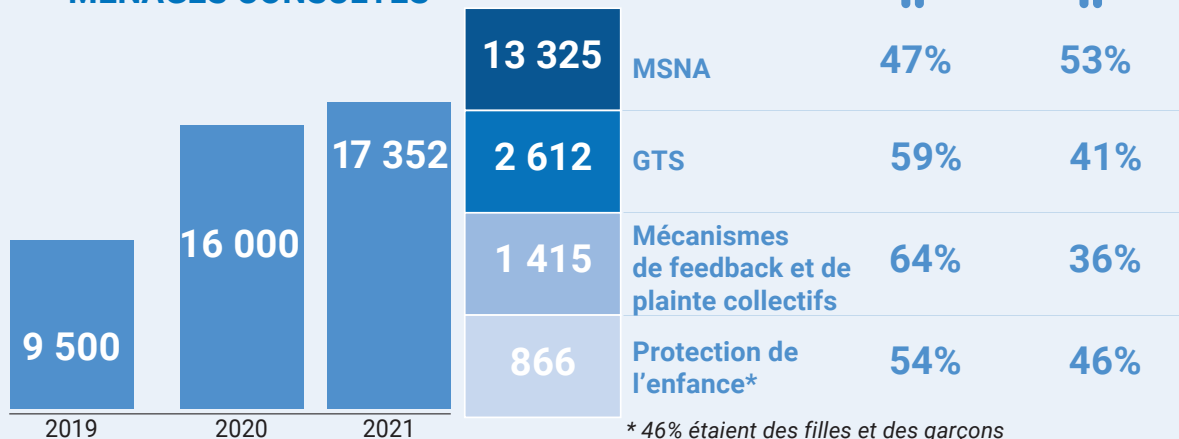
Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés



LA VOIX DES PERSONNES AFFECTÉES

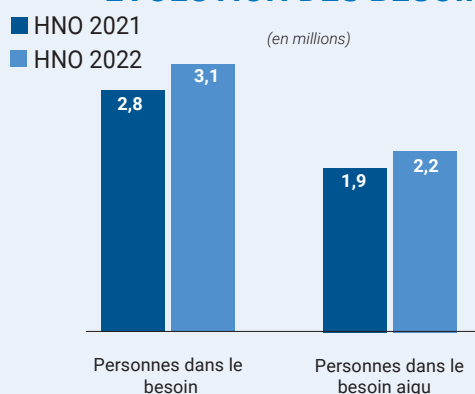
Malgré un contexte opérationnel complexe, les acteurs humanitaires ont interrogé plus de 17 352 ménages, soit 8% de plus comparé à l'année dernière.

MÉNAGES CONSULTÉS

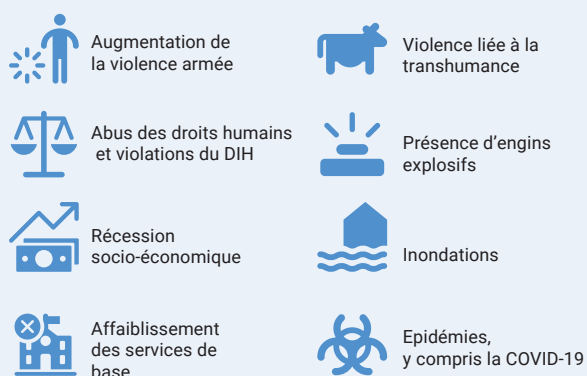


A cause de plusieurs facteurs aggravants, le nombre de personnes dans le besoin et la proportion de celles ayant des besoins aigus ont augmenté respectivement de 10,7% et 15,8%.

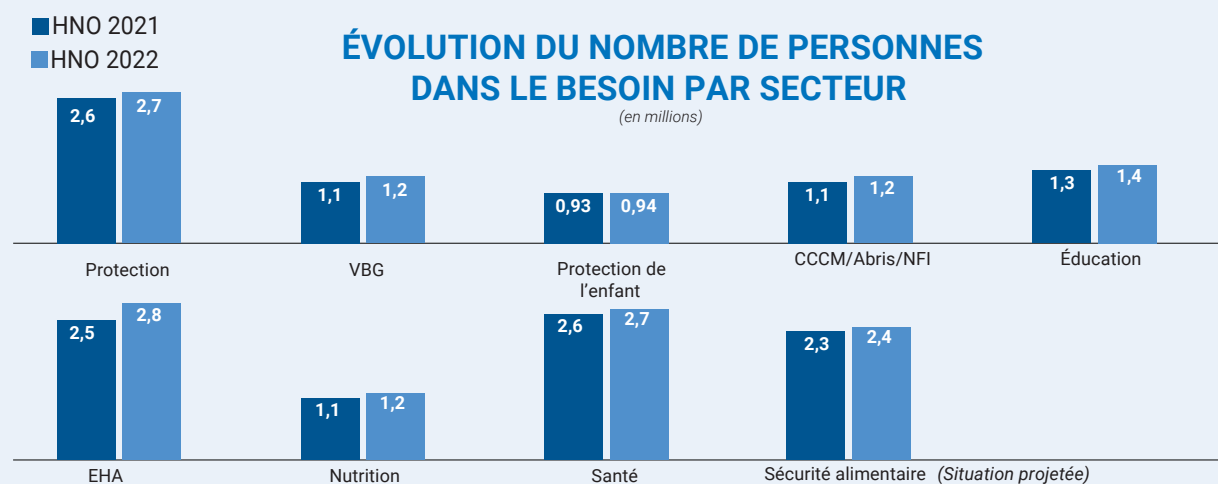
ÉVOLUTION DES BESOINS



FACTEURS AGGRAVANTS



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN PAR SECTEUR



Section 1

Impact de la crise et situations humanitaires



Batangafo, Préfecture de l'Ouham

Philomène Ngombe, 50 ans, mère de huit enfants, prépare à manger devant sa maison sur le site de personnes déplacées internes.

©OCHA / A. Surprenant

Partie 1.1

Contexte de la crise

L'équation est simple et le résultat dramatique pour la population centrafricaine : à mesure que le conflit s'est aggravé depuis décembre 2020, tous les déterminants de la crise humanitaire se sont détériorés (risques de protection croissants, accès aux services essentiels toujours plus limité, détérioration de la situation sécuritaire, multiplication des chocs violents, pauvreté croissante), entraînant la population dans leur chute. En l'absence d'une solution politique et à la lumière des vulnérabilités et risques, la crise humanitaire et de protection s'exacerbera davantage.

Démographie et facteurs socio-culturels

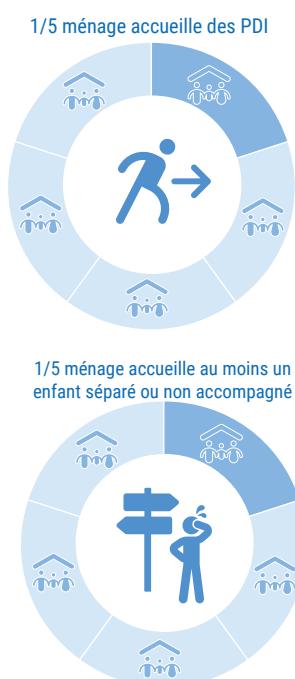
Caractéristiques principales et répartition

La population de la République centrafricaine (RCA) est estimée à 4,9 millions¹ de personnes réparties sur 623 000 km². Si la densité démographique est faible au niveau national (8,9 habitants/km²), certaines localités urbaines sont particulièrement peuplées, à l'exemple de Bangui, qui concentre plus d'1/6^{ème} de la population et où certains arrondissements concentrent plus de 20 000 habitants/km².

Les chocs successifs qui touchent le pays contribuent à alourdir la charge qui pèse sur de nombreuses familles.

Bien que la taille moyenne des ménages soit de six personnes, près de 20%² des ménages centrafricains hébergent des personnes déplacées internes (PDI). Ce ratio atteint même 43% dans la Haute-Kotto et le Haut-Mbomou.

Également, 18% des ménages accueillent au moins un enfant séparé ou non accompagné. Ce chiffre atteint 33% dans le Haut-Mbomou et 32% dans la Vakaga.



A majorité féminine et jeune, la population centrafricaine continue de croître à un taux dépassant les 2%³ par an. Près d'un ménage sur deux est dirigé par des femmes (45%).

L'espérance de vie, 52 ans pour les hommes et 56 ans pour les femmes⁴ (contre 59 et 63 ans respectivement en Afrique subsaharienne)⁵, est particulièrement basse dans le pays. Ainsi, les personnes âgées (les plus de 59 ans) représentent seulement 4,6% de la population. A l'inverse, près de 75% de la population a moins de 35 ans.

Les taux élevés de décès et de fécondité expliquent la jeunesse de la population centrafricaine. L'indice synthétique de fécondité est de 6,4 en RCA⁶ contre 4,4 au Cameroun⁷.

Cette jeunesse se traduit également au niveau de l'âge moyen des chefs de ménages (39 ans). Bien que la jeunesse de la population puisse constituer un atout, le pays n'arrive pas à tirer profit de l'augmentation rapide du nombre de personnes en âge de travailler ; cela en raison de défis liés notamment à la santé et à l'accès à l'éducation de qualité mais aussi des inégalités de sexes, qui touchent essentiellement les femmes et les filles, soit 51% de la population.

Diversité et vulnérabilités sociales

Représentant plus de la moitié de la population, les femmes et les filles centrafricaines subissent des inégalités importantes les classant parmi les catégories sociales vulnérables. Ainsi, avec un score de 0,680 pour l'indice d'inégalité entre les sexes, la RCA affiche l'un des plus faibles taux d'égalité homme-



femme au monde (159^{ème} sur 162)⁸. Le fort taux de mortalité maternelle contribue à ce score élevé, avec 890 Centrafricaines qui perdent la vie pour 100 000 naissances vivantes contre un taux moyen de 439 en Afrique.

Ces inégalités se traduisent notamment par des pratiques sociales néfastes dont les mutilations génitales féminines (MGF), le sororat et le lévrat qui perdurent dans certaines localités malgré leur interdiction ou dénonciation⁹ et d'autres types de violences y compris les violences conjugales. Jusqu'à 80% de femmes dans certaines régions légitiment la violence faite à leur égard par leurs conjoints du fait des us et coutumes¹⁰.

Les inégalités se traduisent également au niveau de l'accès à l'éducation et aux moyens de subsistance. Ainsi, le taux d'analphabétisme est de 75% chez les femmes et 53% chez les hommes¹¹ et seulement 8% des ménages dirigés par les femmes indiquent un revenu mensuel de plus de 50 000 XAF (89 \$ US) contre 12% des ménages dirigés par les hommes.¹²

Les enfants font également partie des groupes vulnérables dans un contexte avec une résurgence de la violence, de l'extrême pauvreté et de faiblesses structurelles persistantes. L'indice de capital humain (0.29) de la RCA est bien plus faible que celui des autres pays fragiles affectés par le conflit et les violences (voir tableau ci-dessous).

Capital humain en République Centrafricaine

COMPO-SANTE	INDICATEUR	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	MOYENNE ¹
 SURVIE	Probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans	0,88	0,94
 SCOLARISATION	Durée de scolarité estimée	4,6	8,64
 SANTÉ	Taux de survie des adultes	0,59	0,77
INDICE DE CAPITAL HUMAIN		0,29	0,37

1 - Moyenne des pays fragiles affectés par le conflit et la violence

Un enfant centrafricain né en 2020 ne devrait réaliser que 29% de sa productivité par rapport à ce qu'il aurait pu atteindre s'il avait bénéficié de conditions de santé optimales et d'une scolarisation complète et de qualité. Pire encore, un enfant sur 10 n'atteindra pas son cinquième anniversaire en raison d'une conjonction négative de facteurs allant des forts taux de malnutrition à une couverture vaccinale très faible en passant par

l'analphabétisme des femmes et la prévalence des grossesses précoces.

Les personnes vivant avec handicap constituent un autre groupe de population vulnérable subissant des discriminations et exclusions importantes. En l'absence de données générales sur le handicap en RCA, les acteurs humanitaires utilisent l'estimation de 15% de la population vivant avec handicap¹³. Ce ratio est dépassé dans certaines localités enquêtées (dont Alindao 17%)¹⁴. Selon une enquête effectuée par Humanité & Inclusion, 40% des personnes handicapées indiquent subir des discriminations liées à leur handicap¹⁵. Il s'agit particulièrement de manque de respect (28%), de moqueries (23%), d'insultes (19%), de rejets par certains individus (11%) ou d'accusations de sorcellerie (7%). Ces dernières concernent majoritairement les femmes de plus de 60 ans (52% contre 44% pour les hommes). Des défis importants liés à la participation des personnes handicapées aux organes de décision et aux activités communautaires demeurent. Les difficultés d'accessibilité physique, d'accès à l'information mais aussi l'attitude des communautés qui ne les incluent pas sont entre autres raisons indiquées comme sources d'exclusion.

Les minorités ethniques forment également une catégorie sociale vulnérable au sein d'une population caractérisée par sa diversité. Plus de 80 ethnies cohabitent en RCA. Certains groupes comme les autochtones Aka/pygmées communément appelés « Babinga » ainsi que les Peuls Mbororo constituent des populations minoritaires qui font l'objet de discriminations. Environ 90% des Aka vivent dans la forêt, particulièrement au sud-ouest du pays, où ils pratiquent la chasse, la pêche et la cueillette. Les industries extractives (mines, bois, etc.)¹⁶ et la poursuite des hostilités dans certaines localités impactent l'accès à leur habitat les poussant à travailler de plus en plus comme journaliers pour les autres groupes de populations.

Quant aux Peuls Mbororo (pasteurs, musulmans, nomades et semi-nomades), leurs relations avec les agriculteurs se sont détériorées au fil des années. Les tensions sont liées notamment aux migrations saisonnières des Peuls pour l'accès aux aires de pâturage pour les bovins, caprins et ovins.

Contexte politique, juridique et légal

Malgré un regain de violence armée dans plusieurs zones du pays, la formation du nouveau gouvernement et l'inauguration de la législature ont donné un élan au processus de dialogue. Le premier tour des élections présidentielles et législatives a eu lieu le 27 décembre 2020, suivi le 18 janvier 2021 de la validation des résultats par la Cour constitutionnelle annonçant la réélection du Président sortant Faustin-Archange Touadéra. Un regain de violence caractérisé par des tentatives de blocage du processus électoral, l'agression et des menaces contre plusieurs candidats, personnel électoral et électeurs¹⁷ ont toutefois sévèrement limité l'exercice des droits et libertés des populations. Seuls 37% du total des inscrits ont pu voter, tandis que 60% des bureaux de vote étaient opérationnels dans le pays et à l'étranger¹⁸. Le processus électoral a également été marqué par un faible équilibre des genres, avec une seule femme candidate sur 17 aux élections présidentielles et 16% de femmes sur les 1 507 candidats aux élections législatives¹⁹. Les réfugiés centrafricains n'ont pas été en mesure de voter.

Trois tours supplémentaires d'élections législatives ont été organisés les 14 mars, 23 mai et 25 juillet 2021, avec le soutien logistique et sécuritaire de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA) et des agences des Nations Unies. Le 30 août 2021, la Cour constitutionnelle a annoncé les résultats définitifs des élections résiduelles, clôturant ainsi le cycle électoral législatif avec les 140 sièges de l'Assemblée nationale pourvus. La place des femmes au sein de la nouvelle législature a progressé puisque 18 ont été élues alors qu'elles n'étaient que 12 à l'avoir été lors des élections législatives précédentes.

Le nouveau gouvernement composé de 32 ministres a été annoncé le 23 juin. Sept ministres sont des femmes, soit 22% de représentation féminine. Si cette proportion a augmenté par rapport aux 15% du gouvernement précédent, elle reste toutefois en deçà du quota de 35% établi par la loi sur la parité des genres.

La relance du processus politique pour la paix. Le 10 juin 2021, le Président Touadéra a annoncé le lancement d'un dialogue républicain²⁰. Un comité d'organisation a été mis en place malgré les critiques sur sa composition.

Face à l'augmentation de la violence et la faible mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR-RCA), les chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont convoqué le 16 septembre un mini-sommet auquel le Président Touadéra a participé. Une feuille de route conjointe

pour la paix en Centrafrique a été adoptée. Les chefs d'État et de gouvernement ont également demandé au gouvernement de la RCA de déclarer un cessez-le-feu le plus rapidement possible. Le Président Touadéra a décrété un cessez-le-feu unilatéral le 15 octobre.

Des années de conflit ont gravement affecté le fonctionnement du système judiciaire et favorisé l'impunité des auteurs de crimes graves. Les progrès dans le déploiement du personnel judiciaire ont été limités par rapport à 2020²¹. En septembre 2021, si 98% du personnel judiciaire était en poste à Bangui, cette proportion n'était que de 48% en province. Par ailleurs, seuls 19 tribunaux compétents en matière civile et pénale sont opérationnels sur l'ensemble du territoire national²², ainsi que sept prisons en dehors de Bangui²³. De plus, aucune session criminelle n'a été organisée depuis octobre 2019, contribuant à l'impunité d'auteurs de crimes graves.

Malgré la mise en place de la Commission Vérité, Justice, Réparations et Réconciliation (CVJRR) en décembre 2020 et l'élection d'un président, d'un vice-président et des présidents de ses quatre sous-commissions en juillet 2021, elle n'est toujours pas opérationnelle. Les Commissaires ont certes prêté serment le 2 juillet 2021 mais aucun budget n'a été alloué. Par ailleurs, celle-ci est relativement peu connue. Seuls 59% de la population ont déclaré en avoir entendu parler, tandis que 43% disait avoir confiance en elle²⁴.

En 2022, les Centrafricains devraient à nouveau se rendre aux urnes pour élire les maires, conseillers régionaux et sénateurs. Il s'agira des premières élections locales depuis 1988. L'enregistrement des votants est prévu du 2 janvier au 28 avril 2022 pour permettre aux PDI, retournés, réfugiés et jeunes adultes venant d'atteindre la majorité de participer au scrutin le 11 septembre 2022.

Contexte sécuritaire

L'environnement sécuritaire en RCA a connu des changements importants depuis la fin de 2020 dans un contexte électoral avec le déploiement de forces bilatérales et la multiplication d'attaques et d'affrontements entre les groupes armés et les Forces armées centrafricaines (FACA)/forces bilatérales dans plusieurs régions du pays. Cela a entraîné une modification de la configuration sur le terrain des aires de contrôle, avec des lignes de front fluides, ainsi qu'une fragmentation et restructuration des groupes armés et de leur chaîne de commandement. La situation s'est détériorée sur la majeure partie du pays. Par conséquent, les zones classées en priorité de protection élevée et moyenne accueillent 3,62 millions de personnes contre 2,38 millions en 2020.

Comparée à 2020, la situation sécuritaire s'est particulièrement détériorée dans les préfectures du nord-ouest (Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Mambéré).

Dès la fin de l'année 2020, une nouvelle coalition armée²⁵ a perpétré des attaques et exactions contre les installations du gouvernement et les populations afin de déstabiliser le processus électoral. De même, les opérations militaires par les FACA/forces bilatérales ont engendré des exactions importantes sur la population civile. En mars et avril, des mouvements importants de populations ont été enregistrés à Bossangoa, Nana-Bakassa et Markounda notamment à la suite des affrontements entre les groupes armés et les FACA/forces bilatérales. Les accrochages en mai entre les FACA/forces bilatérales et les forces tchadiennes à la frontière avec le Tchad ont également donné lieu à des mouvements transfrontaliers (plus de 7 800 Centrafricains se sont réfugiés au Tchad et au Cameroun) et à l'intérieur du pays (plus de 48 000 PDI) ainsi qu'à des exactions contre les civils. A l'intérieur du pays, les zones de Ndim, Bocaranga, Maitikoulou et Kabo ont été largement impactées par ces mouvements.

Dans les préfectures de l'Ouham-Pendé et la Nana-Mambéré à l'ouest, l'utilisation d'engins explosifs s'est intensifiée, entraînant des répercussions sérieuses sur l'accès des organisations humanitaires aux populations en difficulté. De janvier à octobre 2021, les incidents impliquant des engins explosifs ont coûté la vie à au moins 22 civils et en ont blessé 27 autres. En tout, les civils constituent 85% des victimes et 79% des blessés. En septembre, un personnel d'une organisation non-gouvernementale (ONG) a été tué par l'explosion d'un engin explosif au passage de son véhicule près de Bocaranga.

Les violences liées à la transhumance restent très prégnantes dans cette zone et ont également contribué à cette détérioration. Les tensions autour de l'extraction, de la taxation et du commerce illégal des ressources minières sont restées un enjeu majeur. La présence renforcée des FACA/forces bilatérales a perturbé les itinéraires et les stratégies de financement des groupes armés de la région ; les poussant souvent à compenser par des taxations et exactions sur la population civile²⁶.

Dans le centre et nord du pays, les exactions des groupes armés et la transhumance restent une préoccupation importante comme en témoignent les attaques de villages commises en juin. La reprise de certaines sous-préfectures du centre comme Kaga-Bandoro, Kabo ou Batangafo par les FACA/forces bilatérales s'est accompagnée de violences ayant donné lieu à des déplacements importants de populations. Si les centres-villes ont été repris et certains mouvements de retours ont été rapportés, l'insécurité et la criminalité persistent sur les axes.

La situation sécuritaire s'est également détériorée au centre dans les sous-préfectures de Bakala, Ippy, Bambari, Alindao et Mingala, notamment en raison de la présence de groupes armés et des affrontements avec les FACA/forces bilatérales (Alindao, Mingala, Ippy).

Le nord, l'est et le sud-est, notamment Birao, Zémio, Bria, Bakouma et Obo ont continué à être régulièrement enregistrées parmi des zones préoccupantes en matière de protection des civils. L'afflux d'hommes armés du Soudan (Birao), la présence des groupes armés et les tensions intercommunautaires (à Zémio, Rafai, Obo) ont contribué à maintenir une instabilité dans cette localité, sans compter les affrontements violents sur les axes dans le cadre des opérations militaires (Bria, Bakouma).

Malgré des tensions électorales importantes et les opérations de ratissage, Bangui est resté relativement calme au courant de l'année 2021. Cependant, la situation sécuritaire dans le 3^{ème} arrondissement, où des nouveaux arrivés en majorité des Peuls en provenance de l'arrière-pays ont été enregistré, doit être suivie.

De janvier à septembre, 344 incidents affectant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été enregistrés, contre 304 répertoriés au cours de la même période en 2020. Sur ce total, 222 (65%) étaient des cas de violence contre le personnel, biens et infrastructures humanitaires (principalement des cas de cambriolage, braquage, intrusion, intimidation, menace, meurtre et agression) contre 210 au cours de la même période en 2020.

Trois travailleurs humanitaires ont été tués et 23 blessés durant les neuf premiers mois de 2021. Par ailleurs, la dispersion des groupes armés et leur perte de contrôle de certains points de passage ont rendu les braquages et cambriolages moins prévisibles. Pour la première fois, des véhicules civils ont été intentionnellement brûlés pour empêcher la circulation sur certains axes.

Incidents ayant touché les travailleurs humanitaires



Jan - Sep 2021

Un niveau élevé de violations de l'APPR. Entre janvier et août 2021, 1 406 violations de l'APPR par les six principaux signataires ont été observées, dont 853 constituaient des attaques contre des civils ou des infrastructures, 225 des restrictions de mouvement, 231 des activités militaires interdites et 97 des entraves à l'État/ aux ONG/aux Nations Unies. En 2019 durant la même période 1 126 violations avaient été répertoriées. Outre les violations de l'APPR, un accroissement

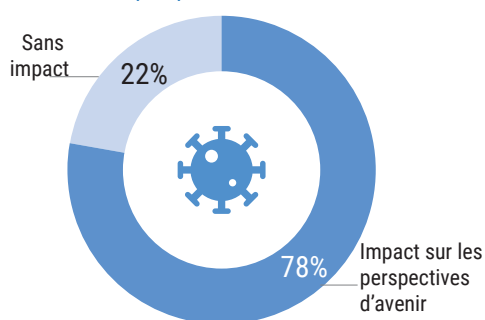
important de violations de l'accord de siège de la MINUSCA a compliqué le travail de protection de la mission. De janvier à août 2021, 56 violations de ce type ont été enregistrées par la MINUSCA.

Contexte économique

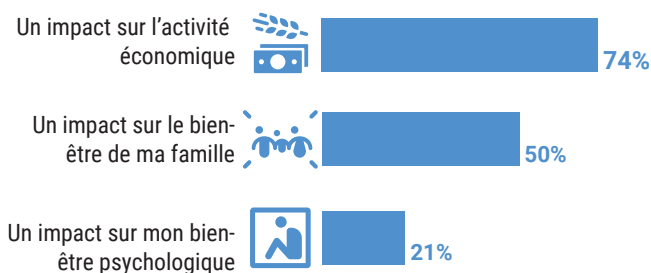
Une croissance interrompue par des chocs successifs

L'économie centrafricaine a connu deux années difficiles en raison de l'impact combiné de la COVID-19 et de la détérioration de la situation sécuritaire à partir de décembre 2020. Dès le deuxième trimestre 2020, l'activité économique a ralenti en raison des restrictions destinées à enrayer l'épidémie, notamment, les restrictions de mouvements commerciaux et de passagers à partir d'avril²⁷, y compris sur la Main Supply Route (MSR1) liant Douala à Bangui, et le ralentissement de la demande mondiale. Avec le recul de la demande extérieure, une baisse en valeur de 51% des exportations a été enregistrée au premier semestre 2020. Dans le secteur du transport, le nombre de passagers à destination de l'aéroport de Bangui a chuté de 39% au premier semestre 2020²⁸ par rapport à l'année précédente²⁹. En mars 2021, 78% de la population estimaient encore que l'épidémie de la COVID-19 avait eu un impact négatif sur leurs perspectives, en particulier sur leur activité économique³⁰.

Impact de l'épidémie de la COVID-19 sur les perspectives d'avenir



Nature de cet impact sur les perspectives d'avenir



La croissance économique a subi un deuxième choc avec la résurgence des violences armées et du conflit depuis la fin 2020. A la fermeture de la MSR1, pour des raisons sécuritaires et pour la deuxième fois début 2021, s'est ajoutée la chute de la production agricole. En 2021, la récolte agricole a diminué de 40% comparé à 2020. Cette baisse s'explique principalement par les déplacements de population, l'abandon des cultures et la diminution de l'accès aux champs comme aux intrants en raison de l'insécurité, de la pauvreté et des difficultés d'approvisionnement³¹. Dans ce contexte, les flux commerciaux et la production globale ont baissé. Après une croissance de 0,8% en 2020, l'économie centrafricaine devrait entrer en récession en 2021 avec une croissance estimée à -0,6%³². Cela correspond à une contraction du produit intérieur brut de 5,8%, affectant plus de deux millions de personnes³³.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant en 2021 devrait ainsi être semblable à celui de 2019, soit une perte de deux années de croissance du revenu par habitant en raison de la pandémie et de la crise électorale. Cette fluctuation économique au grès du conflit et de la pandémie de la COVID-19 est déplorée depuis le coup d'état de 2003. D'ici 2025, le PIB par habitant devrait être sensiblement similaire à celui de 2003. 22 années de croissance ont été perdues³⁴.

22 ans de croissance perdus en raison du conflit et de la pandémie

L'extrême pauvreté gagne du terrain

La détérioration macro-économique a lourdement impacté les familles centrafricaines. La diminution des importations et la réduction de la production ont généré d'importantes pressions inflationnistes en même temps que le pouvoir d'achat des ménages chutait. Sur les six premiers mois de l'année, 54% des commerçants ont rapporté une réduction de leur clientèle, avec un pic de 70% en janvier 2021. Ils ont majoritairement expliqué cette baisse par l'insécurité et le manque de moyens financiers des ménages pour l'achat³⁵. En un an, la proportion de personnes gagnant moins de 30 000 XAF par mois (54 \$ US) a augmenté de 30%³⁶.

La crise a également creusé l'écart de pauvreté entre les hommes et les femmes, ces dernières occupant davantage d'emplois précaires. 70% des ménages dirigés par des femmes gagnent désormais moins de 30 000 XAF par mois, contre 60% pour les ménages dirigés par des hommes. Selon les projections de la Banque Mondiale, plus de 3,44 millions de personnes, soit 70% de la population centrafricaine, devraient vivre dans l'extrême pauvreté en 2021-2022³⁷.

L'accès à la terre a diminué à mesure que le conflit progressait et que la crise économique gagnait du terrain. Le manque de semences et d'outils (63%) et de moyen financiers (48%) sont les principales difficultés rencontrées par les ménages pour pratiquer l'agriculture de manière optimale³⁸. Dans les zones bouleversées par les violences, l'insécurité est une barrière additionnelle car elle freine l'accès aux champs lors de la culture et de la récolte. Elle est considérée comme un frein à l'agriculture par plus de la moitié des ménages à Kabo (53%), Nangha-Boguila (63%) et Markounda (92%) par exemple, contre 14% de moyenne nationale. Cette situation est particulièrement problématique dans un pays où l'agriculture est la principale source de revenu des populations dans toutes les sous-préfectures du pays. Les seules exceptions sont les sous-préfectures de Bimbo et Bangui où le commerce prévaut, ainsi que Mobaye sur les rives de l'Oubangui où la pêche est la principale activité.

Dans ces conditions, les Centrafricains ont été contraints d'ajuster leurs dépenses ; souvent au détriment de leur protection et de leur bien-être. Ainsi, 30% des hommes et 24% des femmes ont réduit leurs dépenses de santé. Concernant les dépenses pour les enfants, 38% d'hommes et 34% de femmes ont déclaré dépenser moins pour les frais de scolarité³⁹. A moyen terme, le chômage et la perte de revenu risquent d'augmenter la probabilité que les populations rejoignent les groupes armés ou s'adonnent à des activités illégales, à défaut d'autres perspectives disponibles, en particulier les jeunes. Une étude qualitative publiée en février 2021 confirme que les difficultés économiques sont parmi les premières motivations pour rejoindre les groupes armés chez les adolescents, au côté du désir de revanche et de la séparation familiale⁴⁰.

Pourtant, les investissements de l'Etat dans le domaine des services essentiels restent très limités.

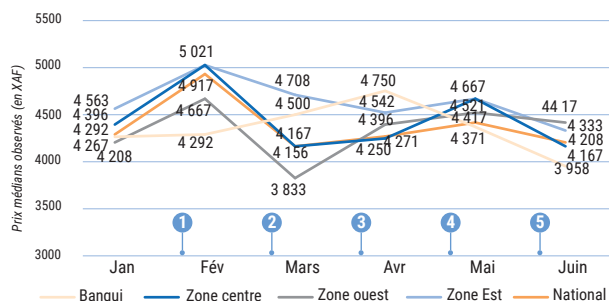
Le déficit du compte courant national a doublé entre 2019 et 2020, passant de 4,8% à 8,7% du PIB⁴¹. Or, ce surendettement s'explique surtout par la faible mobilisation des ressources intérieures et des revenus d'exportation, ainsi que les dépenses croissantes en période d'élections et de riposte épidémique ; et non pas en raison d'investissements substantiels dans le capital humain de la population. Les dépenses publiques annuelles par élève du primaire plafonnent à 17 \$ US par an en RCA, un chiffre bien inférieur à la moyenne régionale. Bien que les dépenses de santé aient fortement augmenté depuis 2012 grâce à un afflux de financement extérieur, elles restent bien inférieures à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et des pays fragiles affectés par les violences⁴².

Des marchés sous tension

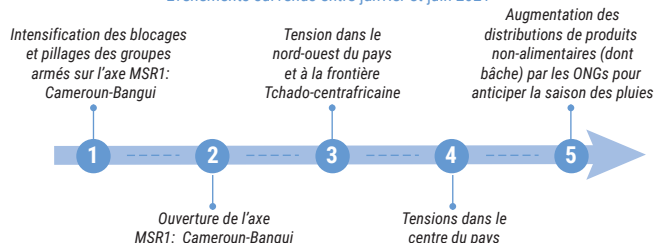
Les prix observés sur les marchés centrafricains sont structurellement variables et irréguliers. Ils fluctuent à travers le pays et à travers le temps en fonction du prix d'achat aux fournisseurs, de la disponibilité des biens, des conditions sécuritaires et logistiques sur les axes routiers pour l'approvisionnement, ainsi que de la saisonnalité et des prix de vente des autres commerçants⁴³.

Cependant, les augmentations de prix constatées depuis la crise électorale de décembre 2020 ont été exceptionnelles par leur ampleur et leur durée. Les différentes données de suivi des marchés témoignent toutes d'une hausse continue et généralisée des prix des produits, importés et locaux à partir de fin décembre 2020 et au premier trimestre 2021. L'intensification des blocages, des pillages et des attaques sur la MSR1 a fortement perturbé l'approvisionnement et le niveau des prix sur les marchés, avec des augmentations allant jusqu'à 100% pour les marchés de Bangui, Bimbo et Bégoua⁴⁴. Malgré la reprise du trafic commercial sur le corridor menant au Cameroun et le dynamisme retrouvé des chaînes d'approvisionnement, les prix des biens de première nécessité restent supérieurs à leur niveau précédent la crise de décembre six mois plus tard⁴⁵.

Évolution des prix des produits non alimentaires du PMAS par zone



Événements survenus entre janvier et juin 2021



Selon le suivi des marchés mensuel du Groupe de Travail Cash, le coût médian du Panier Minimum des Articles de Survie (PMAS) a augmenté de 20% entre les mois de janvier et de juin 2021, passant de 58 842 XAF à 70 851 XAF⁴⁶ (104 à 126 \$ US). Couvrir ces dépenses essentielles coûte donc deux fois plus que ce que gagne la majorité de la population, en particulier les femmes

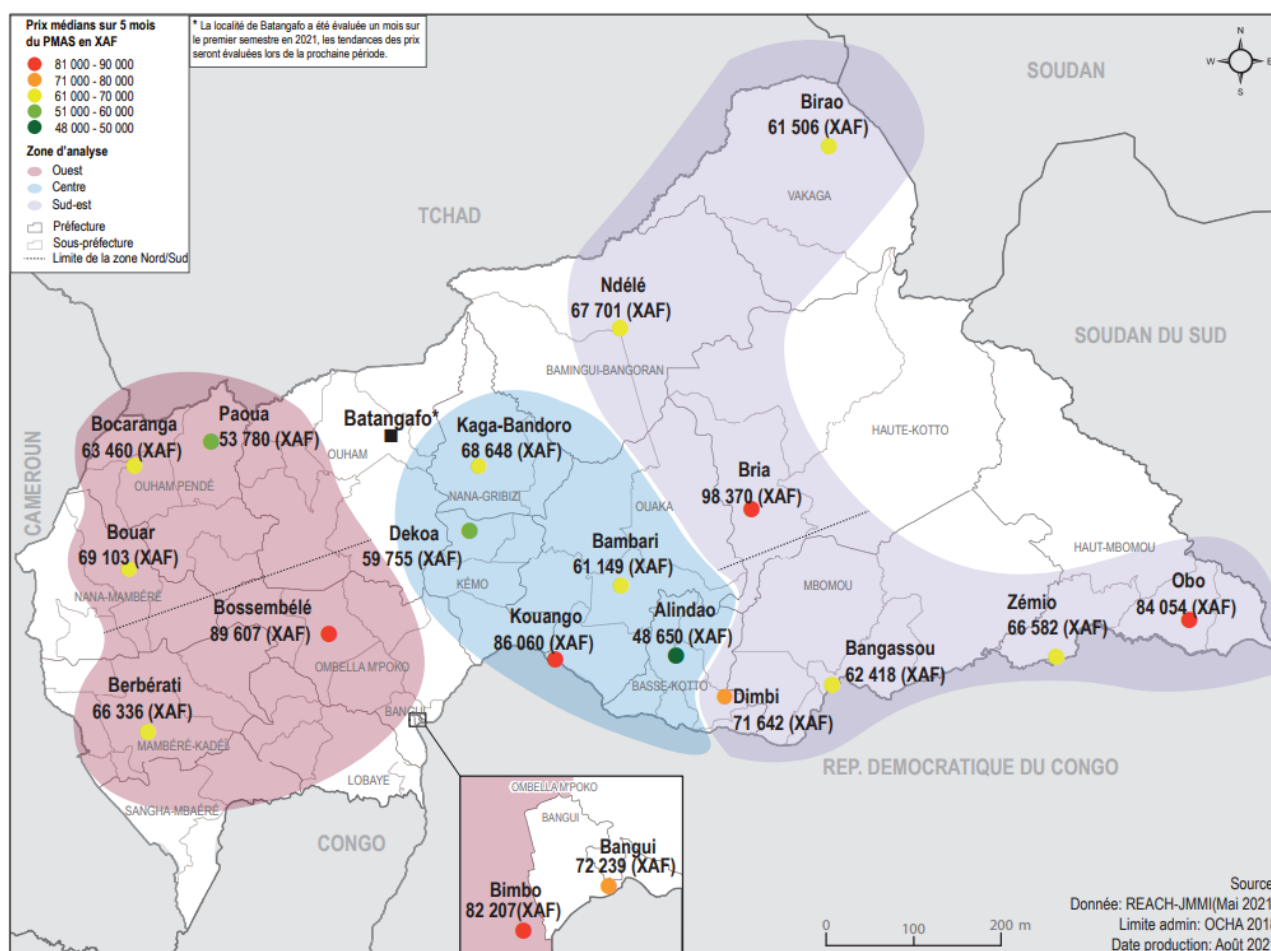
(voir page précédente). L'augmentation était de 10% uniquement sur la même période en 2020, témoignant du choc exceptionnel des événements post-électorales sur les marchés en plus des facteurs traditionnels liés à la saisonnalité (période des pluies, de semences, Ramadan etc.). Pour les produits alimentaires, une augmentation progressive a été constatée pour un grand nombre de produits pour atteindre +23% en moyenne sur six mois. Le prix médian du maïs a observé une augmentation de +103% entre janvier et mai 2021 par exemple, en raison d'une baisse de disponibilité sur les marchés.

La fluctuation du prix de l'essence tributaire des conditions sécuritaires et d'accès. Au niveau national, son prix a oscillé de 1 500 XAF le litre à 1 075 XAF (2.6 à 1.9 \$ US) en mars avant de remonter à 1 200 XAF (2.1 \$ US) en juin. Dans la ville de Bocaranga, située dans l'Ouham-Pendé, le prix de l'essence a augmenté de 60% entre mars 2021 et fin juin 2021⁴⁷. Cette forte augmentation locale témoigne de la corrélation directe entre les prix et le conflit en raison des déplacements et des violences. En effet, l'afflux de personnes déplacées

dans des villes difficilement approvisionnées a donné lieu à des hausses de prix, y compris du carburant, à mesure que la demande augmentait. A titre d'exemple, de mars à mai, le nombre de personnes déplacées a augmenté de 122% dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, passant de 23 000 à 51 169⁴⁸.

Moins de 200 kilomètres séparent les villes d'Alindao et de Bria. Pourtant, les familles doivent dépenser plus du double à Bria pour subvenir à leurs besoins vitaux par rapport à leurs voisines du sud, avec un PMAS supérieur de 102% en moyenne sur les six premiers mois de 2021. Depuis 2019, Bria a enregistré les PMAS les plus élevés de la RCA, avec un prix médian de 99 492 XAF sur six mois et jusqu'à 115 482 XAF (205 \$ US) en mars 2021. Dans cette ville de la Haute-Kotto, l'insécurité et l'enclavement physique sont les principales causes expliquant la cherté de la vie et les fluctuations de prix et de disponibilité des produits. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les habitants de Bria sont parmi les plus pauvres du pays, 85% d'entre eux gagnant moins de 30 000 XAF (53 \$ US) dont 16% sans aucune source de revenu⁴⁹.

Carte des coûts médians du PMAS par marché au premier semestre 2021



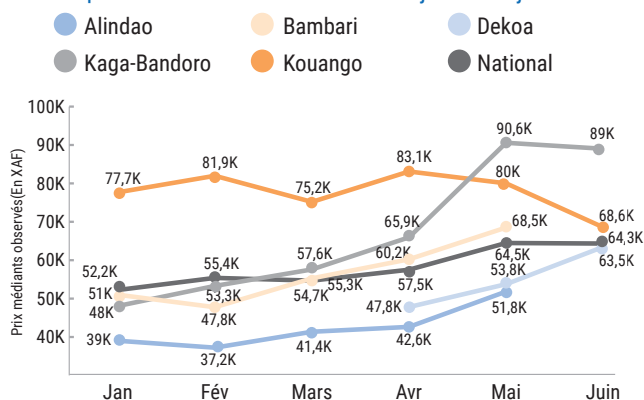
Note: les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreurs et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fonds ayant financé ces analyses de marchés.

La zone est (Bria, Ndélé Birao, Bangassou, Obo, Zémio et Dimbi) enregistre un PMAS médian supérieur à la moyenne nationale avec 67 701 XAF (120 \$ US). En plus de fortes variations de prix en raison de la crise sur l'ensemble de la zone, les marchés du sud-est ont connu d'importantes pénuries de produits essentiels en 2021. A Bangassou par exemple, l'insécurité et les pillages du début de l'année ont rendu indisponibles 5 des 6 articles du PMAS alimentaire en février.

En août 2021, le PMAS de la ville d'Obo a atteint le plus haut prix médian jamais enregistré dans le pays depuis 2019, avec 163 417 XAF (289 \$ US)⁵⁰. Cette hausse vertigineuse s'explique par les combats qui ont éclaté en périphérie de la ville et en son sein à partir du 28 juillet. Ils ont entraîné des pillages et des destructions des magasins mais surtout renforcé un peu plus l'enclavement de la ville, structurellement difficile d'accès en raison de la présence des groupes armés sur les axes et de l'état des routes en saison pluvieuse.

Le prix médian du PMAS de la zone ouest (Bossembélé, Bimbo, Berbérati, Bocaranga, Paoua et Bouar) s'établit à 67 719 XAF (120 \$ US), à un niveau bien supérieur à ceux calculés en 2019 et 2020. Largement tributaire de l'approvisionnement depuis le Cameroun et la MSR1, la zone ouest a été fortement impactée par les opérations militaires, les mouvements de population et l'insécurité en 2021. Le lien entre l'insécurité et le niveau des prix a été particulièrement visible dans les localités de Bocaranga, Bossembélé et Paoua, où les prix ont nettement augmenté entre fin mars et fin mai. A Bocaranga, 81% des commerçants considèrent que certains de leurs collègues ont dû fermer leurs boutiques depuis début juin en raison de l'insécurité.



Evolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les cinq marchés de la zone centre entre janvier et juin 2021



Enfin, en zone centre (Kaga-Bandoro, Kouango, Alindao, Dékoa, Bambari), le prix médian du PMAS est inférieur à la moyenne nationale avec 61 149 XAF (109 \$ US), contrairement aux années 2019 et 2020. Cette évolution moyenne doit cependant être nuancée en raison de la forte modification des marchés évalués par rapport aux années passées et en raison de la hausse progressive et soutenue des prix à Alindao, Bambari, Dékoa et Kaga-Bandoro. L'augmentation des prix est particulièrement visible pour les produits alimentaires (voir graphique ci-dessous), excepté pour la ville de Kouango dont les dynamiques de prix se distinguent en raison de son isolation et de ses approvisionnements transfrontaliers avec la République Démocratique du Congo.


Des prix trop élevés et des distances trop longues entravent l'accessibilité des ménages aux marchés. Le pourcentage de ménages n'ayant pas accès à un marché fonctionnel en raison de prix trop élevés a augmenté sensiblement en 2021 pour se situer entre 41 et 53% selon le groupe de population, les PDI sur les sites étant cette année encore les plus affectées. La distance constitue le deuxième facteur de non-accessibilité le plus important pour 20 à 27% de ménages enquêtés, en particulier les personnes retournées et rapatriées. A titre d'exemple, dans les zones d'accès difficile de Ouadda et Yalinga 86% à 92% des localités enquêtées rapportent une durée de marche supérieure à 1h pour rejoindre un marché fonctionnel.

Les personnes âgées de plus de 60 ans, les personnes en situation de handicap et les membres appartenant à des minorités ethniques ou religieuses sont les plus exposées aux discriminations dans l'accès aux marchés⁵¹. Ainsi, 39% de ménages de PDI sur sites rapportent une discrimination à l'encontre des minorités ethniques et religieuses et 86% des ménages dirigés par des femmes rapportent une discrimination à l'encontre des femmes âgées de plus de 60 ans pour l'accès aux marchés.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Présence des radios locales



52 radios en général
29 radios en provinces 23 radios à Bangui
42 Radios : opérationnelle
10 Radios : en projet
19 RJDH* Radio correspondant
23 RJDH Community correspondent
* Réseaux des journalistes pour les Droits de l'Homme (www.rjdhrca.org)

Types de station:

CF: Confessionnelle (09)
CMM: Communautaire (30)
COM: Commerciale (06)
PUB: Publique (0177)
INT: Internationale (04)
UN: Nations Unies (01)

En cours

Radio GUIRA Relai

Radio Ndeke Luka Relai

Radio Lengou Songo Relai

Radio Zoukpana Relai

Selon l'Association des radios communautaires en Centrafrique, il y a 28 radios communautaires dans le pays, dont cinq à Bangui. Nombreuses sont soutenues par des partenaires humanitaires.

L'accès au réseau téléphonique reste limité. Seulement 35,5% des ménages ont un téléphone (fixe ou mobile)⁵⁵. La couverture du réseau de téléphonie mobile s'étend de plus en plus dans le pays bien qu'elle reste limitée avec 1,5 million d'abonnés mobiles, soit environ 30% de la population. La couverture, y compris 3G, s'est étendue dans le sud-est mais il y a encore plusieurs localités dans l'est où les populations déplorent la qualité du réseau et d'autres qui restent complètement enclavées (par exemple Bambouti, Aïgbando, Yalinga, Ouadda, etc.). Un incendie a détruit le centre de données d'un opérateur à Bangui en mai et a complètement interrompu le réseau de cet opérateur pendant plusieurs semaines à travers le pays, démontrant par-là la fragilité et vulnérabilité des connexions en RCA, qui n'est pas encore reliée au reste du monde par la fibre optique.

La progression du nombre de connexions mobiles en RCA s'établit à +4% entre janvier 2020 et janvier 2021, traduisant un ralentissement considérable par rapport à 2019-2020 (+20%). Seulement 3,4% des ménages ont accès à internet et 2,8% à l'ordinateur⁵⁶. L'accès à internet reste limité et onéreux en raison de l'absence de lignes par fibre optique.

Profil environnemental

Un milieu naturel riche et diversifié mais fragile. La RCA dispose d'un milieu naturel composé de forêts, de montagnes, d'un réseau hydrographique ainsi que de nombreuses salines et rivières répartis sur l'ensemble du pays et propices à l'épanouissement des espèces d'animaux sauvages et aquatiques. Cependant, ce potentiel environnemental contraste avec la réalité quotidienne au regard des pratiques de gestion et d'exploitation de ces ressources traditionnelles qui entraînent une perte de plus en plus importante de la biodiversité. La perte des ressources végétales et animales est considérable. Le pays a perdu plus de 75% de ses éléphants et 100% de ses rhinocéros⁵⁷. D'autres espèces animales sont menacées d'extinction. Selon le Gouvernement, les principaux facteurs de fragilité sont entre autres le déboisement, le système de production et d'exploitation agricole avec les pratiques rurales consistant à incinérer ou rejeter dans la nature des résidus, sous-produits agricoles et sous-produits de transformation, les cultures sur brûlis, les feux de forêt et autres sources de productions de gaz à effet de serre, etc.⁵⁸

Les forêts reculent de manière considérable. Une projection documentée d'un groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat met en exergue une perte de la superficie des forêts de près de 388 km² chaque décennie depuis l'année 2000 soit 176 km² d'augmentation des savanes et 212 km² pour les cultures⁵⁹. A cela s'ajoutent l'impact croissant du phénomène des feux de forêts, l'érosion des sols surtout dans les zones de savanes, le tassement des sols lié au piétinement du bétail, les activités minières et forestières.

Partie 1.2

Chocs et impact de la crise

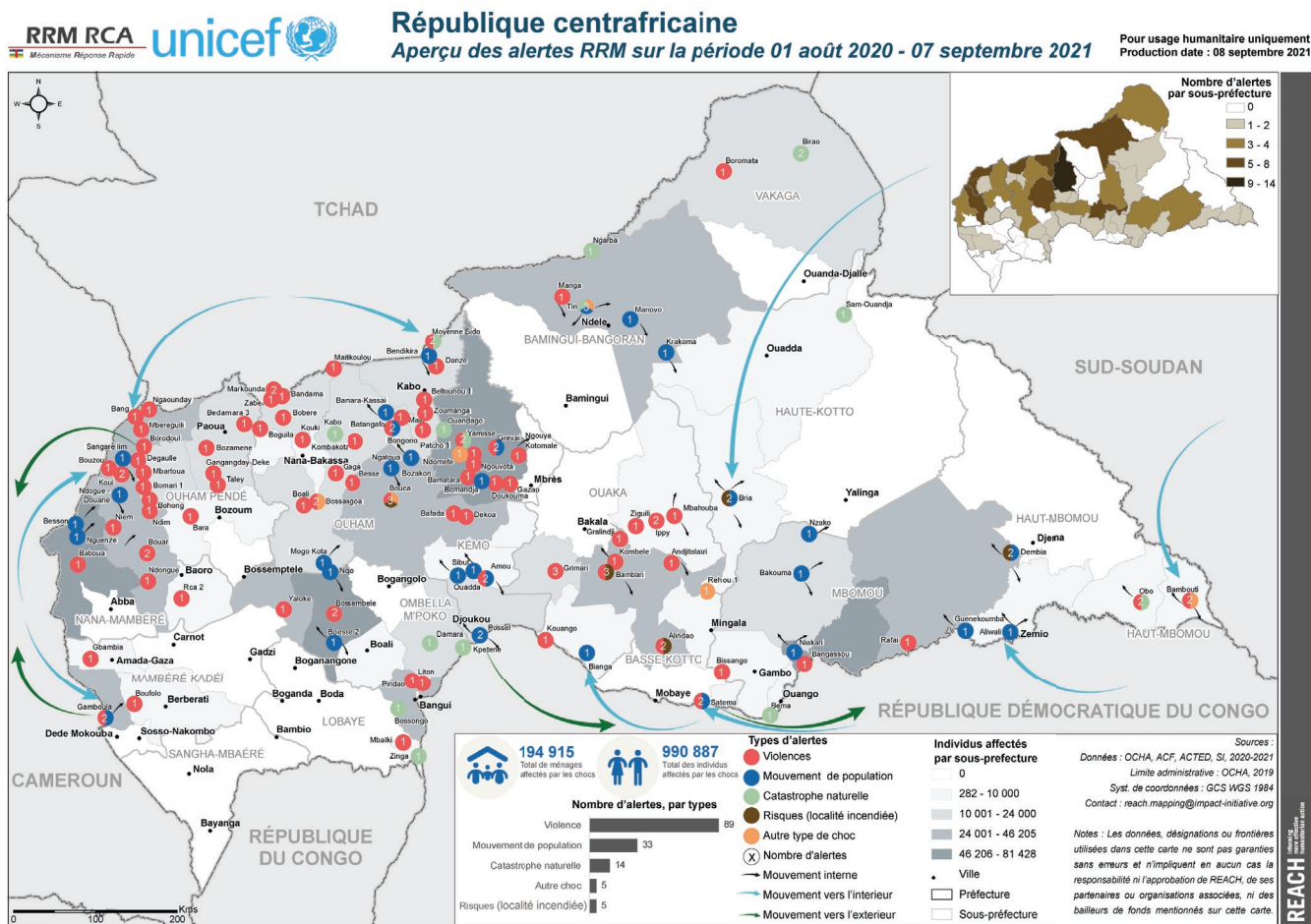


Bangui

Des femmes et des enfants prennent refuge dans l'enceinte d'une église suite à la flambée de violences de début 2021.

©OCHA / S. Modola

Chacun des risques identifiés par la communauté humanitaire en 2020 s'est matérialisé, avec des conséquences dramatiques pour la population civile. Si l'impact des catastrophes naturelles fut moins important que les deux années précédentes, les chocs liés aux conflits se sont aggravés, tant en termes de volume que d'impact. De même, les risques épidémiques ont perduré.



Des chocs plus nombreux et plus violents

Les chocs qui secouent la RCA ne connaissent ni frontière géographique ni limite à leur brutalité. Ils meurtrissent la population, les forcent à se déplacer, les traumatisent et les maintiennent dans une situation de précarité. Sur une période d'un an⁶⁰, d'août 2020 à septembre 2021, 146 chocs ont été enregistrés par le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), dont une large majorité liée aux violences et aux déplacements qu'ils entraînent (61%). La majorité de ces chocs sont survenus dans les préfectures de l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Ouaka, la Nana-Gribizi, l'Ombella M'Poko, le Mbomou et la Nana-Mambéré. Près de 991 000 personnes ont été affectées par ces chocs en l'espace d'un an. Le mois de décembre 2020 a été particulièrement brutal: 204 800 personnes ont été affectées à travers 14 chocs liés aux violences, un record sans précédent.

Les chocs liés au conflit ne se sont pas arrêtés avec la fermeture des bureaux de votes ; bien au contraire. Le conflit a entraîné une augmentation de chocs courant 2021. De janvier à mars, le nombre d'alertes liées au conflit a augmenté inlassablement dans un

contexte de confrontations armées violentes entre les forces étatiques et bilatérales contre les groupes armés. Si la saison des pluies a ralenti le rythme des opérations militaires et le nombre d'alertes liées au conflit en avril, elles ont repris à partir de mai, y compris dans de grands centres urbains comme Bambari et Alindao. Pour le seul mois de juin, près de 92 000 personnes ont dû se déplacer ou se cacher pour faire face aux violences, brutalités et activités des hommes en armes. De Ngaoundaye à Ippy en passant par Ndélé et Kobo, aucune zone ne fut épargnée. Au total, 690 600 personnes ont été touchées par les 112 alertes enregistrées par le RRM du 1^{er} janvier au 30 septembre, plus du double de personnes affectées sur la même période en 2020. L'analyse de la nature et du volume des chocs en 2021 fait ainsi ressortir deux tendances principales.

Premièrement, les chocs liés au conflit se sont étendus dans des sous-préfectures précédemment considérées comme apaisées. En 2021, une alerte sur quatre liée aux violences a été enregistrée dans les sous-préfectures du nord-ouest de Kouï, Paoua, Ngaoundaye et Markounda ; toutes les quatre avaient été définies comme des zones de convergence pour

piloter des programmes de solutions durables quelques mois auparavant. Cet exemple confirme que les aléas du conflit n'ont épargné aucune région, y compris les préfectures de la Lobaye et de l'Ombella M'Poko, frontalières de Bangui, où le nombre d'alertes a été multiplié par quatre entre 2020 et 2021.

Dans cette atmosphère conflictuelle et violente, les chocs liés aux retours des PDI et des réfugiés ont changé de nature. En 2020, la majorité des personnes retournant dans leurs localités d'origine étaient motivées par la recherche d'une vie meilleure après un déplacement prolongé dans des conditions de vie compliquées et un nombre important de retours accompagnés par les acteurs humanitaires a eu lieu. Cette année, l'augmentation des retours constatés depuis le deuxième trimestre concernent les personnes qui avaient été contraintes de fuir par anticipation ou réaction aux violences et qui ont été déplacées en brousse. Souvent, elles y ont retrouvé des environnements détruits et ravagés peu propices au relèvement. En outre, un quart des retournés n'ont toujours pas pu retrouver leurs abris d'origine parce qu'ils furent détruits.

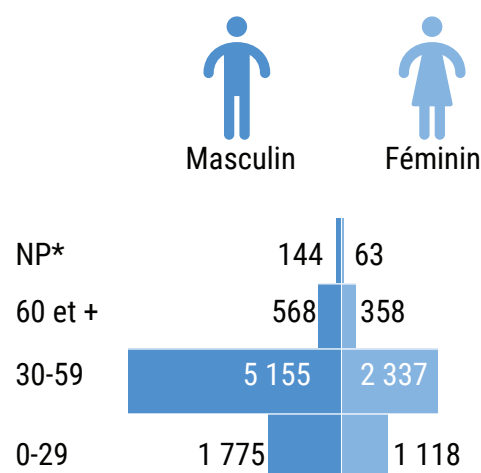
Secondement, des catastrophes naturelles ont continué de perturber le quotidien des populations, en particulier les inondations et les incendies. En 2021, plus de 5 000 personnes ont tout perdu en raison de feux domestiques non maîtrisés dans des environnements arides. Les trois quarts étaient des personnes vulnérables déplacées sur les sites à Bria, Alindao, Bambari et Bouca. Dans le même temps, la baisse de la pluviométrie et les mesures de mitigation mises en œuvre après les inondations catastrophiques de 2019 ont permis de diminuer l'impact des inondations sur les populations. Au 26 septembre, plus de 30 000 personnes sinistrées ont cependant été dénombrées à travers le pays pour la seule année 2021. Dans la plupart des cas, les personnes ont perdu leurs habitats et leurs biens essentiels en même temps que leur environnement de vie se dégradait à cause des eaux et la destruction des infrastructures d'assainissement essentielles. Les préfectures les plus à risques se situent d'une part dans le nord et nord-est du pays (Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga) ainsi que dans le sud et sud-est (Lobaye, Ombella-M'poko, Bangui, Kemo, Basse-Kotto, Mbomou)⁶¹. Bangui n'est pas épargné, avec 5 000 personnes affectées cette année dans la capitale et l'Ombella-M'poko⁶². 11% des habitants de la capitale avaient subi un choc lié aux inondations dans les 30 derniers jours lors de la collecte de l'Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) 2021, plus du double de la moyenne nationale.

Si les inondations et les incendies sont les catastrophes les plus visibles, ce ne sont pas les seuls aléas climatiques qui perturbent les moyens de subsistance de la population. L'insuffisance de pluies est d'ailleurs l'une des cinq principales difficultés pour pratiquer l'agriculture mentionnées par les ménages, avant même l'insécurité et les problèmes liés à la transhumance. Les populations les plus affectées par ces sols arides se situent souvent dans les mêmes régions que celles victimes d'inondations, témoignant de juxtapositions d'événements climatiques extrêmes dans les mêmes zones. Il s'agit des préfectures du nord-ouest (Ouham-Pendé, 32%; Ouham, 25%) du nord et du centre (Nana-Gribizi, 39%; Kemo, 59%)⁶³.

Les épidémies, un risque insidieux aux effets moins visibles mais fatals. La veille humanitaire réalisée par le RRM se concentre sur les chocs qui génèrent des mouvements de populations. Il ne capture pas un dernier choc qui a un impact considérable sur la survie et le bien-être des populations : les épidémies.

La RCA a enregistré une deuxième vague de COVID-19 au deuxième trimestre 2021. Sur les 35 districts sanitaires que compte le pays, 12 ont notifié des cas confirmés depuis début 2021. Bangui, Batangafo, Berbérati, Baboua, Bangassou et Paoua sont les plus touchés en termes de nombre de cas confirmés. Depuis la déclaration de l'épidémie par le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) le 14 mars 2020, au 20 octobre 2021, 11 518 cas ont été confirmés dont 100 décès. Au 21 octobre 318 496 personnes avaient été vaccinées.

Nombre de cas de COVID-19 rapportés au 20 octobre 2021 par tranche d'âge



* Non précisé

Couplée à l'insécurité et à l'indisponibilité structurelle des services de santé, cette résurgence de cas de COVID-19 a retardé la riposte vaccinale aux autres épidémies qui perdurent dans le pays, y compris la rougeole. Depuis janvier 2021, 2 095 cas de rougeole ont été notifiés dont 14 décès, soit une létalité de 0,7%⁶⁴. Si le nombre total des cas notifiés a diminué par rapport à 2020 à la même période, le taux de létalité ainsi que le nombre de districts touchés restent au même niveau⁶⁵. Actuellement, six districts sanitaires ont atteint le seuil épidémique : Batangafo, Berbérati, Bossembélé, Mbaïki, Sangha-Mbaéré et Vakaga. La fièvre jaune, la méningite et la variole du singe créent également des risques importants pour la population, y compris dans des districts difficiles d'accès comme Bozoum, Dimbi ou Grimari.

Enfin, le paludisme reste une cause importante de mortalité dans le pays. Selon la dernière enquête MICS, seul un quart des ménages centrafricains possèdent une moustiquaire imprégnée ; seulement 16% parmi les ménages les plus pauvres. Pourtant, l'accès aux traitements reste très faible pour les familles, faute de structure disponible, de connaissances ou de moyens financiers. Ainsi, plus de la moitié des ménages n'ont pas recherché de conseils médicaux ou de traitements (55%) lorsqu'un enfant de moins de cinq ans présentait de la fièvre lors des deux semaines passées.

1.2.1 - Impact sur les personnes

Conflits, violences et droits humains

La population centrafricaine a subi de plein fouet la montée des violences depuis décembre 2020. Plus de huit mois après, elle en paie toujours le prix. Le volume des incidents de protection a augmenté en même temps que leur nature évoluait, avec de nouveaux risques pour les populations civiles, tels que les engins explosifs ou la stigmatisation de communautés entières sur base ethnique ou religieuse. Entre septembre 2020 et septembre 2021, 585 incidents liés au conflit avec 909 victimes ont été enregistrés par ACLED, dont 129 pour le seul mois de décembre. C'est plus du double enregistré les douze mois précédents (278)⁶⁶.

Les statistiques des violations des droits humains et du droit international humanitaire (DIH) confirment cette augmentation des violences depuis décembre 2020, tant en termes de volume que de gravité⁶⁷. Deux semaines après l'instauration d'un couvre-feu le 7 janvier, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pour une période initiale de quinze jours. Il fut prolongé de six mois par l'Assemblée nationale le mois suivant⁶⁸. Son application a donné lieu à plusieurs abus et dérives, en particulier dans la ville de Bangui (contrôles renforcés et violents, meurtres, atteintes à l'intégrité physique, arrestations et détentions arbitraires).

Après un pic de 104 violations enregistrées en décembre 2020, 537 violations des droits humains ont été commises entre janvier et juillet 2021, soit plus de deux par jour. Cela correspond à 40% de plus qu'en 2020 sur la même période. Le nombre de victimes a augmenté simultanément, avec 1 045 victimes sur les sept premiers mois de l'année, contre 702 en 2020. Les violations comptabilisées incluent les meurtres, violences sexuelles, traitements cruels, inhumains et dégradants, privations arbitraires de liberté, pillages et recrutements d'enfants⁶⁹.

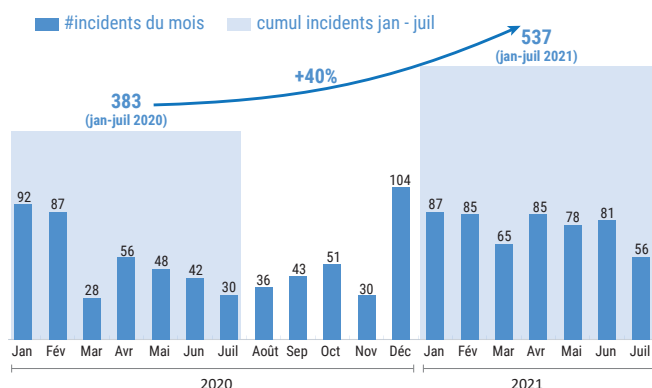


2,5
violations
des droits humains
enregistrées chaque jour

Ces chiffres sont particulièrement préoccupants quand on sait qu'ils ne représentent qu'une infime fraction des cas réels en raison de la sous-déclaration causée par la peur de représailles ou de stigmatisation par les

victimes ainsi que leur méconnaissance de leurs droits et des services disponibles.

Evolution du nombre de violations des droits humains de 2020 à 2021



Le profil des auteurs des violations des droits humains a également évolué. La majorité des violations sont toujours le fait des groupes armés. Ils commettent des exécutions sommaires, des attaques brutales sur les villages et des attaques indiscriminées contre les populations civiles ; souvent pour des raisons économiques, de contrôle du territoire ou de suspicion de connivence avec les forces ennemies⁷⁰. Néanmoins, 44% des 1 045 victimes enregistrées sur les sept premiers mois de l'année ont été victimes de violations commises par les agents de l'état (FACA/forces de sécurité intérieur, FSI) et les forces bilatérales⁷¹, notamment des exécutions extrajudiciaires et des traitements dégradants. Au deuxième trimestre 2021, 80% des arrestations et détentions illégales enregistrées par les acteurs du monitoring de protection étaient attribués aux FACA, FSI et forces bilatérales⁷². De février à juin 2021, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a constaté une nouvelle tendance inquiétante avec l'augmentation des attaques ciblées à l'encontre de la population civile de confession musulmane, en particulier dans la Ouaka, la Nana-Gribizi et l'Ouham-Pendé⁷³.

Les attributions d'associations entre des groupes armés et des communautés religieuses spécifiques peuvent avoir de graves conséquences humanitaires, comme en témoigne l'exemple de Bambari, localité centrale de la Ouaka. En février, au moins six civils sont morts lors d'affrontements entre les FACA/forces bilatérales et les éléments des groupes armés dans la ville, où les populations furent utilisées comme boucliers vivants tant sur le site de PDI Elevage que dans une mosquée, dans l'irrespect total du caractère civil des sites comme des bâtiments religieux⁷⁴. Quatre mois plus tard, plus de 8 500 PDI vivant sur le site Elevage, majoritairement des Peuls, furent contraints de quitter le site à la suite de menaces proférées par des hommes en armes et de graves violations du DIH.

Des centaines de milliers de familles continuent d'endurer la violence. Lors de la collecte MSNA 2021 de juin à août, 18% des ménages affirmaient encore qu'un incident les avait affectés durant les 30 derniers jours, près du double des chiffres de la MSNA 2020 (10%). Les PDI en sites (21%) et les personnes retournées (22%) sont les plus touchées. Les proportions deviennent affolantes dans les préfectures où les violences perdurent, à l'image de l'Ouham-Pendé (33%) et la Basse-Kotto (26%)⁷⁵; alors même que ces chiffres n'intègrent pas les données de certaines des sous-préfectures où les enquêteurs n'ont pas pu se rendre faute d'accès sécuritaire. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que les trois quarts des adultes soient préoccupés pour la sécurité des membres de leur ménage, 69% d'entre eux le sont pour celle des femmes, des filles et des hommes, et 68% pour celle des garçons. Quel que soit le risque considéré, les PDI vivant sur les sites et les personnes retournées sont de nouveau les plus affectées. Ce sentiment d'insécurité permanent est cohérent avec les informations issues du monitoring de protection réalisé par l'UNHCR et ses partenaires. En effet, parmi les 624 ménages interrogés dans 12 préfectures, 76% des répondants ont fait part de leur sentiment d'insécurité, en particulier dans les champs, les points d'eau et dans les zones communautaires⁷⁶.

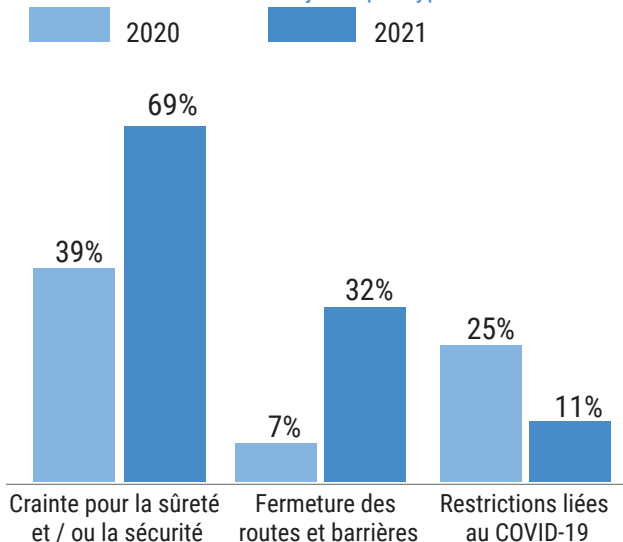
Les personnes handicapées sont particulièrement exposées aux risques de violence, de discrimination et d'abus des droits humains. Selon la dernière enquête de barrière menée par Humanité & Inclusion auprès de 2 000 personnes handicapées, 37% d'entre elles sont victimes de violences, dont 18% de violences physiques, 16% de violences psychologiques et 2% de violences sexuelles. Par ailleurs, 67% des personnes handicapées interrogées ont beaucoup de difficultés à accéder aux services de protection ou n'y accèdent pas du tout⁷⁷. Les ménages interrogés lors de la MSNA 2021 confirment également que les personnes handicapées sont parmi les groupes discriminés pour accéder aux services essentiels pour leur survie, qu'il s'agisse de l'eau (32%) ou de la santé (8%).

La liberté de circulation des populations s'est considérablement réduite en raison de l'insécurité. En moyenne, un ménage sur quatre interrogés (25%) a subi des restrictions de mouvement lors du mois passé. La proportion de ménages qui justifient ce manque de liberté par des craintes pour leur sécurité et des barrières érigées par les porteurs d'armes a considérablement augmenté depuis 2020. Les PDI sont les plus affectées, qu'elles vivent en famille d'accueil (34%) ou sur les sites (36%)⁷⁸. Cependant, la catégorie de population importe moins que la zone géographique où vivent les populations, qu'il s'agisse d'une zone de conflit actif

ou non. Les sous-préfectures les plus touchées sont les zones où les violences restent très élevées et les opérations militaires fréquentes, à savoir les sous-préfectures de Markounda (71%), Nana-Bakassa (59%), Kabo (58%), Bocaranga (55%) et Paoua (54%).

Les femmes et les filles souffrent particulièrement de ces restrictions de mouvement. Au niveau national, plus d'un tiers des ménages (37%) rapportent que les femmes et les filles doivent éviter certaines zones pour leur sécurité, plus de la moitié pour celles déplacées sur les sites (58%) et celles vivant dans des zones à forte intensité de violence comme l'Ouham-Pendé (78%) et la Haute-Kotto (65%). Les principales zones évitées sont les lieux communautaires, les points d'eau et le chemin de la collecte du bois de chauffe.

% de ménages ayant subi des restrictions de mouvement au cours des 30 derniers jours par type de restriction



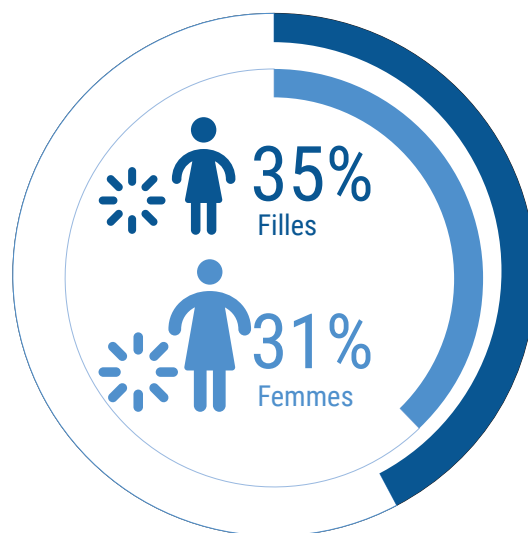
Au niveau national, le pourcentage de femmes ayant vécu un incident au cours des 30 derniers jours (19%) a doublé par rapport à 2020. Dans les sous-préfectures du nord-ouest et l'est, théâtres d'affrontements armés particulièrement violents, la quasi-totalité des ménages sont inquiets pour la sécurité des femmes et des filles⁷⁹, les violences sexuelles étant la menace principale à Markounda (92%), Ippy (83%), Bria (69%) et Nangha-Boguila (68%), Obo (66%) et Paoua (65%).

Violences sexuelles basées sur le genre

A la recherche de bois de chauffe, dans les zones communautaires ou dans leur propre foyer, les femmes et les filles risquent tous les jours d'être victimes de violences sexuelles et basées sur le genre (VBG). En 2020, la COVID-19 avait déjà eu des effets pernicieux sur leur protection avec une augmentation des cas de VBG enregistrés au fur et à mesure de la fermeture des écoles, des confinements, des restrictions à la

libre circulation et des pertes de revenu. En 2021, la résurgence du conflit, des violences, des déplacements et des exactions des hommes en armes ont généré des risques supplémentaires pour leur protection. Les violences sexuelles sont considérées comme le principal risque pour la sécurité des femmes (31%) et des filles (35%)⁸⁰.

Les violences sexuelles sont le premier risque rapporté pour la sécurité des filles et des femmes



Cette perception est cohérente avec les données collectées par la Ligne Verte 4040 de septembre 2020 à août 2021 où les VBG constituent la violence la plus rapportée avec 70% des 624 incidents rapportés par les appelants, dont une majorité de viols (301 cas).

L'analyse du monitoring de protection témoigne également de ces risques accrus de VBG et de la persistance des violences sexuelles comme une arme de guerre. En effet, 43% des 1 700 incidents de protection rapportés d'avril à juin sont des VBG, ce qui représente une hausse de 6% par rapport au trimestre précédent. La proportion de violences sexuelles attribuées aux porteurs d'armes a simultanément augmenté de 8%⁸¹.

Entre janvier et juillet 2021, 6 336 survivants de VBG ont été enregistrés dans les services de prise en charge selon les statistiques du système d'information commun des violations basées sur le genre (GBVIMS), dont 95% de femmes et de filles et 5% d'hommes et de garçons. Cela correspond à une augmentation de 30% par rapport à la même période en 2020. Un quart était des violences sexuelles (26%) et une victime sur cinq était mineure (21%). Les statistiques du GBVIMS étant collectées au niveau des services de prise en charge ne constituent pas des données exhaustives mais dépendent de la couverture des acteurs humanitaires. Dans le même temps, le mécanisme MARA a documenté

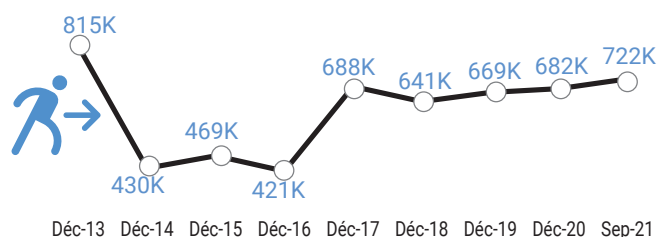
336 cas de violences sexuelles liées au conflit entre janvier et août 2021 uniquement, dont une grande majorité de viols⁸².

L'exposition des femmes et des filles aux VBG suit une courbe similaire à celle des chocs. Du 1^{er} janvier au 9 septembre 2021, les préfectures enregistrant le plus d'alertes RRM ont été l'Ouham (21), la Ouaka (13) et l'Ouham-Pendé (13). A elles seules, elles cumulent 47 alertes sur 103 presque la moitié des chocs enregistrés au niveau national, avec une aggravation à partir de mai 2021. Le nombre de cas de VBG rapportés a augmenté tout autant pour atteindre un total de 648 incidents de juin à août.

Un niveau de déplacement inégalé depuis 2014

Selon la Commission mouvements de population, 722 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays au 30 septembre 2021, soit 13% de plus qu'un an avant⁸³. Les trois quarts de la population déplacée interne (75%) vivaient en famille d'accueil et le reste dans 96 sites et lieux de regroupement informels à travers le pays. Quatre sites (PK3 à Bria, site catholique d'Alindao, site B de Kabo et site MINUSCA de Kaga-Bandoro) comptent chacun plus de 10 000 PDI et 30 sites abritent entre 1 000 et 10 000 PDI.

Historique des déplacements internes par année

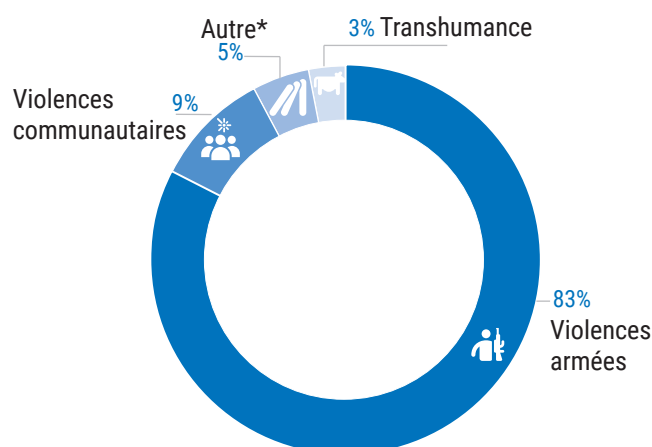


Le nombre de personnes réfugiées a suivi la même courbe ascendante. Plus de 733 000 personnes ont fui dans les pays voisins au 30 septembre, en particulier au Cameroun (45%), en République Démocratique du Congo (30%) et au Tchad (17%)⁸⁴ avec un pic pendant la période de janvier à mars 2021. Par ailleurs, le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile vivant en RCA est resté relativement stable pour s'établir à 9 222 fin septembre 2021⁸⁵. Lors de la rédaction du document, des réfugiés sud-soudanais continuaient d'affluer à Obo et Bambouti dans le Haut-Mbomou, fuyant les violences inter-ethniques à Tamboura de l'autre côté de la frontière.

Lissée sur un an, cette augmentation masque la forte fluidité des mouvements à travers la période. Le nombre de PDI a continuellement augmenté entre décembre 2020 et février 2021. Entre mi-décembre et

mi-mars, on estime que 300 000 nouvelles personnes ont été contraintes de se déplacer, avant qu'une grande partie puisse rentrer chez elles⁸⁶.

Facteurs de déplacement interne



*. Recherche de moyens de subsistance, recherche de services, autres catastrophes naturelles, je ne sais pas

Depuis lors, les flux de mouvements restent très élevés dans les deux sens. Au seul mois de juillet 2021 par exemple, 90 000 personnes ont pu rentrer chez elles mais 64 000 nouvelles PDI ont été enregistrées. On comprend dès lors que 32% des personnes déplacées interrogées lors de la MSNA 2021 soient en déplacement depuis moins d'un an et jusqu'à 97% dans la préfecture frontalière de l'Ouham-Pendé où la situation s'est continuellement dégradée depuis le dernier trimestre 2021.

La transhumance reste une source importante de conflit et de déplacement en RCA, en particulier dans les préfectures frontalières du nord et de l'ouest. Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2021, environ 20 300 personnes ont été affectées par les violences liées à la transhumance dans la Bamingui-Bangoran, l'Ouham-Pendé, l'Ouham et la Nana-Gribizi⁸⁷. Le choc le plus grave fut enregistré dans la sous-préfecture de Ndélé en juin. 3 000 transhumants armés se regroupèrent près de Ndélé, avec près de 54 000 têtes de bétail⁸⁸. Cet afflux déréglé a eu des conséquences humaines et environnementales désastreuses : des meurtres et des incendies ont poussé plus de 6 000 personnes à se déplacer depuis les villes voisines de Tiri, Dym-Faya et Manga, vidées de leurs populations à la suite de conflits entre les populations locales et les transhumants⁸⁹ ; des centaines d'hectares de parcelles de culture ont été détruits ; et l'accès des populations locales aux sources d'eau s'est considérablement restreint.

La perte de papiers d'identité est l'une des conséquences les plus nocives des déplacements forcés. En effet, l'absence de documentation civile

accentue les risques d'abus et de violations des droits humains, de dénis de ressources et de restrictions de mouvements. Moins de 13% des PDI en famille et en site disposent de papiers d'identité valides, près de trois fois moins que les personnes hôtes (32%). Dans 86% des cas, au moins un membre des ménages déplacés ne possède pas de papier en règle, une proportion qui a augmenté de 10% en un an.

Les autorités locales sont au premier rang des mécanismes de protection consultés. 80% des ménages affirment avoir accès à des mécanismes de protection, soit une légère baisse par rapport à 2020. Ces ménages se tournent en majorité vers les autorités locales, notamment les chefs de village, chefs de quartier et chefs de blocs. En revanche, les autorités administratives (préfectures, sous-préfectures, mairies) et les administrations légales (systèmes judiciaires, tribunaux) sont faiblement sollicitées, signe de la faiblesse de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire. A noter que les relais communautaires et comités de protection sont faiblement utilisés par les ménages enquêtés à l'exception des ménages PDI sur site dont un tiers y a recours⁹⁰.

Les vulnérabilités spécifiques des personnes retournées et des PDI sur site

Le caractère civil et humanitaire des sites est constamment violé à travers le pays. La présence d'hommes armés est constatée dans les principaux sites de RCA, tels que Bria, Bambari, Alindao et Kaga-Bandoro. La protection des PDI en est gravement affectée. D'une part, cette présence conduit à l'augmentation des agressions physiques et sexuelles, des pillages, du travail forcé, des restrictions de mouvements et des risques de recrutement d'enfants par les groupes et forces armées. Ainsi, les trois quarts des PDI vivant sur les sites craignent pour la sécurité de leurs enfants (69% pour les filles, 73% pour les garçons). Pour un quart des décès enregistrés chez les ménages PDI les trois derniers mois, la mort est due au conflit armé dans un quart des cas, plus du double de la moyenne nationale (12%).

D'autre part, la violation du caractère civil des sites reste un souci de protection majeur avec des tensions communautaires et des opérations d'évictions forcées. Malheureusement, l'éviction des PDI d'un site à Bambari mentionné plus haut n'est pas un fait isolé. Depuis mai 2021, les PDI vivant à Batangafo sont vigoureusement incités à regagner leurs maisons d'origine par les autorités locales, sans considération de leurs intentions ou des conditions de vie et de sécurité en vigueur dans les zones de retour.

Les 256 000 personnes déplacées internes qui ont pu retourner dans leurs localités d'origine en 2021 ont encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre des solutions durables ; et la route est semée d'embûches.

La plupart de ces personnes retournées s'étaient déplacées dans le cadre des violences post-électorales, en particulier dans le Mbomou (Bangassou, Ouango), la Ouaka (Grimari, Ippy) et la Nana-Mambéré (Bouar). 12 000 personnes sont également retournées à Bangui, dans le 3ème arrondissement, contraintes de regagner la capitale en raison des violences en province⁹¹.

Le choix de rentrer est le plus souvent motivé par la volonté de retrouver ses proches (56%), par le désir d'une meilleure qualité de vie (31%) et par les difficultés des conditions de vie dans les zones de déplacements (20%)⁹². Mais les conditions sécuritaires sont loin d'être réunies pour que les personnes retournées soient protégées et leurs conditions de vie dignes. Ainsi, plus encore que les personnes encore déplacées, ce sont celles retournées qui rapportent le plus avoir subi des incidents dans les 30 derniers jours (22%), avoir été forcées à travailler (8%) ou qui ont l'impression que les minorités ethniques et religieuses sont discriminées pour accéder à la santé (73%).

L'ampleur et la fluidité des déplacements et des retours ont accentué les tensions autour de l'accès aux logements, terres et biens (LTB). Lorsque les personnes sont en mouvement, elles peinent à accéder à un abri décent et à une parcelle de terre nécessaire pour produire de quoi se nourrir. Ainsi, la moitié des 184 relais communautaires consultés lors d'enquêtes de perception ont confirmé que les personnes déplacées vivant dans leurs communautés avaient difficilement accès à la terre⁹³. Au sujet du logement, plus d'un tiers des PDI en famille d'accueil occupent un abri prêté tandis que 9% des PDI sur site se logent dans un abri abandonné ou sans le consentement du propriétaire, soit plus de 16 000 personnes⁹⁴. Lorsque les personnes déplacées rentrent chez elles, elles cumulent alors les obstacles liés aux LTB : perte de la documentation attestant de leur propriété, destruction ou occupation des maisons et parcelles, suspicion de la communauté d'origine.

L'exemple des retournés de Sibut est l'idéal-type de ce cercle vicieux de vulnérabilités qui se cumulent au fil des déplacements. Déplacés de long-terme dans la Ouaka pour fuir les violences de Sibut, ils furent contraints de regagner la ville des années après en raison des incidents sécuritaires enregistrés à Bambari. De retour à Sibut, ces 165 personnes vulnérables, en majorité peules, ont été contraintes d'occuper un centre d'isolation COVID-19 car leurs habitations étaient désormais occupées ou détruites⁹⁵.

Protection des enfants

Les chocs brutaux de ces deux dernières années, liés au conflit ou à la COVID-19, ont démultiplié les facteurs de risque pour la survie, la protection et le bien-être des enfants. La fermeture des écoles a augmenté les risques de travail des enfants et de violences domestiques ; les déplacements forcés et les violences ont favorisé les séparations familiales, le recrutement dans les groupes et forces armés et la détresse psychologique des filles et des garçons ; tandis que la perte de revenu des parents les a parfois contraints à réduire les dépenses essentielles pour la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants, quand ces structures essentielles étaient encore disponibles et accessibles. Lors de l'enquête conjointe approfondie en protection de l'enfant réalisée dans 27 sous-préfectures, 78% des personnes interrogées estimaient que les enfants ont subi des violences physiques ou psychologiques au cours du déplacement forcé⁹⁶.

8 enfants sur 10 ont subi des violences, physiques ou psychologiques, au cours du déplacement forcé



Dans cet environnement néfaste, la violence s'est immiscée au sein des foyers. Lors de l'évaluation approfondie en protection de l'enfant, seuls 16% des adultes enquêtés considéraient qu'il n'est jamais acceptable d'utiliser la violence sur des enfants. Selon eux, les circonstances qui la justifient sont principalement la désobéissance, le refus de travailler et le vol.

D'ailleurs, les parents sont considérés comme les principaux agresseurs des enfants (38%), juste avant les adultes de la communauté (35%) et les groupes armés et bandits inconnus (21%)⁹⁷.

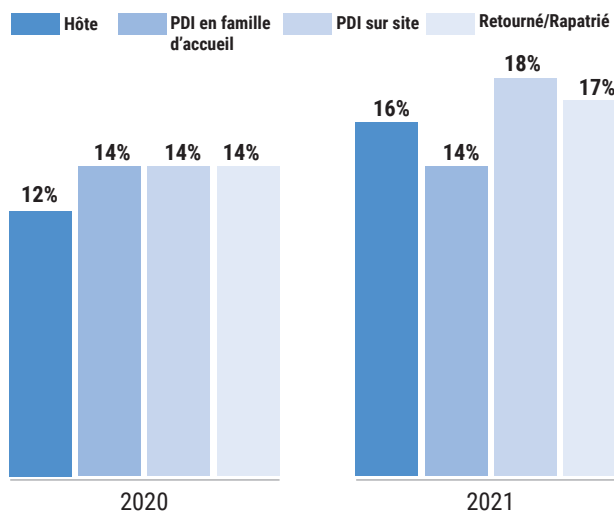
De graves violations des droits fondamentaux des enfants continuent de se produire à travers le pays, notamment le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés. Au cours des sept premiers mois de 2021, 1 694 enfants vulnérables et enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) ont bénéficié de programmes de réinsertion communautaire. La présence d'EAFGA a été signalée dans les 27 sous-préfectures enquêtées par l'évaluation

conjointe en protection de l'enfant, à l'exception de Bangui. Pour les filles, le recrutement se fait majoritairement de force (60%) ou à travers un mariage forcé (20%) et de l'exploitation sexuelle (20%). Le recrutement forcé est aussi majoritaire chez les garçons (59%) mais il est volontaire dans un tiers des cas (35%), avant d'être causé par un enlèvement (18%)⁹⁸. En outre, si la proportion d'enfants fournissant des services de soutien aux porteurs d'armes (cuisiner, aller chercher de l'eau ou du bois de chauffage) est négligeable au niveau national, elle atteint des proportions inquiétantes dans les sous-préfectures de Damara (11%), Boali (10%), Bimbo (10%), Kouango (3%), Bambari (3%) et Grimari (3%)⁹⁹.

Les déplacements, les violences et les difficultés économiques ont favorisé les séparations familiales.

Le nombre de ménages dont au moins un enfant ne vit plus dans le ménage est en nette augmentation pour les PDI sur sites, les personnes hôtes et les personnes retournées/rapatriées. La proportion de ménages touchés par la séparation familiale est particulièrement élevée dans les sous-préfectures d'Obo (44%), Bocaranga (38%) et Bakouma (37%).

% de ménages ayant des enfants qui ne résident pas actuellement dans le ménage



Travail des enfants. Seuls 41% des ménages interrogés lors de la MSNA ont déclaré que leurs enfants (5-17 ans) ne travaillent pas tandis que 25% ont affirmé qu'ils effectuent des travaux domestiques tels que le ménage ou la collecte de l'eau. Cependant, 18% ont reconnu qu'au moins un enfant de la famille travaille pour contribuer aux revenus du foyer. Plus inquiétant encore, 1% des enfants sont engagés dans la pire forme de travail, principalement dans les mines et dans la fourniture de soutien aux forces et groupes armés et l'engagement dans les combats.

Des enfants traumatisés qui ont perdu leur joie de vivre autant que le sommeil. Au niveau national, près d'un ménage sur deux (44%) compte au moins un enfant présentant des symptômes de trouble mental lors des deux dernières semaines, en particulier des troubles du sommeil, de la tristesse, une perte d'appétit et une

fatigue inexplicable. Ce sentiment de détresse touche davantage les enfants vivant dans les régions à fort niveau de violence des préfectures du nord-ouest, du centre et du sud-est¹⁰⁰.

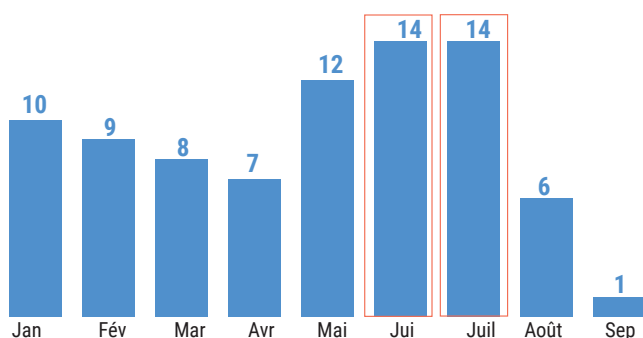
1.2.2 - Impact sur les systèmes et les services

Les infrastructures de santé continuent à être la cible des attaques d'hommes en armes provoquant ainsi leur fermeture temporaire ou la suspension des activités par les organisations ciblées. Du 1^{er} janvier 2021 au 30 septembre 2021, 81 attaques contre les infrastructures de santé ont été enregistrées en RCA au cours desquelles quatre personnes ont été tuées et 12 autres blessées. Cela représente près de 12% des attaques contre des infrastructures de santé enregistrées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au niveau mondial pendant cette période¹⁰¹. Ces données traduisent une situation inquiétante mais leur disponibilité témoigne de l'amélioration du système de surveillance des attaques contre les soins de santé. En 2020, 17 attaques avaient été enregistrées et 19 l'avaient été en 2019. Les types d'attaques les plus courants étaient le pillage des structures de santé (56%), des violences psychologiques (53%) et des violences avec des armes individuelles (44%) contre le personnel de santé et des patients.

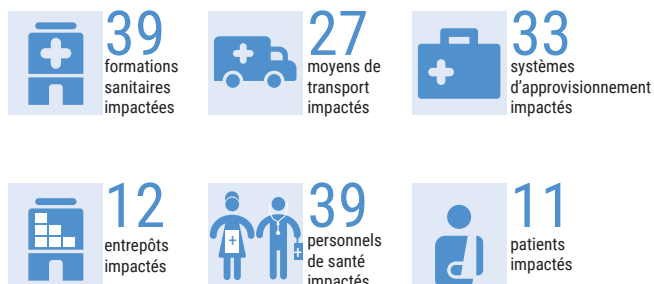
Attaques sur le système de santé (30 septembre 2021)



Nombre d'attaques sur le système de santé



Impacts sur le système de santé (30 septembre 2021)

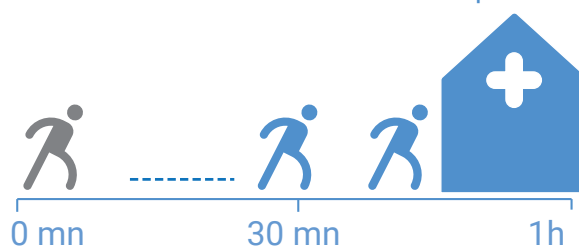


L'augmentation des attaques contre les soins de santé affaiblit un système sanitaire déjà fragile et complique l'accès aux soins de la population vulnérable. La moitié des attaques enregistrées en 2021 ont eu lieu dans un établissement de soins de santé primaire alors que la fourniture de service de santé dans le pays est déjà très faible. En effet, 56% des ménages enquêtés déclarent avoir un besoin de soins de santé non satisfait ; ce taux dépasse 90% pour les enfants de moins de 5 ans.

En raison de conflits à répétition, environ un tiers des 1 008 formations sanitaires que compte le pays ont été partiellement ou totalement détruites au cours des dernières années. En conséquence, 22% des établissements de santé sont encore dysfonctionnels aujourd'hui¹⁰². En 2019, la RCA était classée 159^{ème} sur 189 pays en termes d'indice global de sécurité sanitaire de l'OMS.

Également, les services de nutrition ont été fortement perturbés par le récent conflit. Une unité de nutrition sur cinq, soit 77, était fermée à la fin du mois de mai 2021.

1/3 des Centrafricains met plus d'une heure pour accéder à un centre de soins de santé primaire



Les personnes vivant dans les zones difficiles d'accès sont confrontées à des multiples obstacles pour accéder aux soins essentiels. Un Centrafricain sur trois doit passer plus d'une heure pour accéder à un établissement de soins de santé primaires. Dans les sous-préfectures de Kouï et de Ngaoundaye dans le nord-ouest, la durée de marche pour rejoindre un centre de nutrition excède désormais une heure de marche pour 72% et 82% respectivement des localités enquêtées¹⁰³. Isolées à cause de difficultés logistiques ou de problèmes sécuritaires, les formations sanitaires de ces localités font face à des pénuries de personnel qualifié et de médicaments, que les humanitaires peinent à combler faute d'accès. Seuls un tiers (37%) des 236 localités difficiles d'accès enquêtées par informateurs clés disposent de centres de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche. La situation est particulièrement précaire pour les habitants de la sous-préfecture de Ouadda, enclavée au nord de la Haute-Kotto, où la durée de marche nécessaire est supérieure à trois heures pour neuf des 14 localités évaluées. Pour 11 de ces 14 mêmes localités, aucun centre nutritionnel n'est disponible à moins de deux heures de marche.

Parmi les personnes handicapées interrogées lors d'une étude de barrières de l'ONG Humanité & Inclusion, 82% affirment ne pas avoir accès à des soins adaptés à leurs besoins en lien avec leur état de santé physique et/ou mental¹⁰⁴. Les barrières principales à l'accès aux soins de santé sont : ne pas pouvoir payer le coût du traitement (32%), une longue période d'attente pour le service (26%) et l'indisponibilité des médicaments, traitements ou services spécifiques (26%). Ceci explique la préférence pour la modalité de réponse humanitaire dans la provision de services (38%) et provision directe de médicaments (46%)¹⁰⁵.

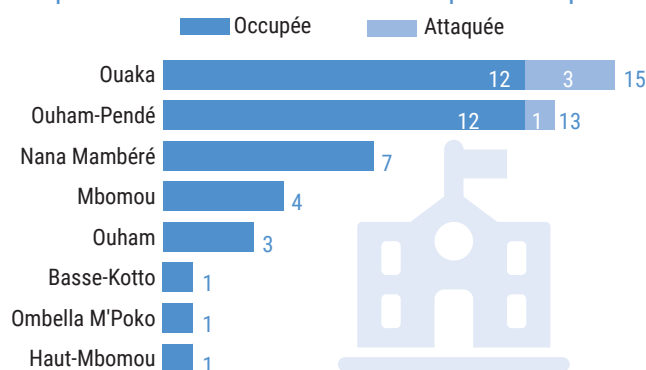
En raison du conflit, la santé mentale des populations affectées se détériore en même temps que la capacité des services à y répondre. L'unique structure publique de la RCA dispensant des soins de santé mentale est située à Bangui dans deux bâtiments vétustes du Centre national hospitalier universitaire. Des médecins et des infirmiers à l'assistance psychosociale travaillent à travers le pays, mais sans curriculum spécifique en psychiatrie et santé mentale¹⁰⁶. Selon les dernières données du système de surveillance de la disponibilité des ressources et des services de santé (HeRAMS), seuls 3% des formations sanitaires enquêtées proposent des soins de santé mentale¹⁰⁷.

Déjà fortement ébranlé en 2020 par la pandémie de COVID-19 qui avait vu la fermeture des écoles pendant huit mois, le secteur éducatif a été davantage fragilisé par les conséquences des hostilités. A partir de janvier

2021, des dizaines d'établissements scolaires ont été attaqués, pillés, saccagés et occupés par les éléments armés qui en ont fait leur base arrière et installé du matériel militaire. A cause de l'insécurité, 1 000 écoles ont été contraintes de fermer leurs portes en février, privant alors la moitié des enfants du pays d'un accès à l'éducation¹⁰⁸. En 2021, sur un total de 2 530 écoles, 27%, soit 689, ne sont pas fonctionnelles. Sur l'ensemble des enseignants titulaires, un tiers seulement est en poste.

La cartographie des écoles non fonctionnelles témoigne d'une corrélation claire entre le conflit et la fermeture des écoles. Pour l'année scolaire 2020-2021, les sous-préfectures où le nombre d'écoles non fonctionnelles est le plus élevé sont celles durement affectées par le conflit. Dans les sous-préfectures de Kouï, Gadzi, Bakala, Ippy, Batangafo, et Markounda, plus de 75% des écoles étaient non fonctionnelles. Parmi les 46 écoles répertoriées comme étant occupées ou attaquées dans les premiers neuf mois de l'année, cinq étaient encore occupées en septembre dans l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Ouaka, la Lobaye et la Nana-Mambéré¹⁰⁹.

Répartition du nombre d'écoles occupées/attaquées



En 2021, le pourcentage d'enfants de 4 à 6 ans inscrits à l'école a considérablement baissé, passant à 34% contre 51% l'année précédente¹¹⁰. Les PDI en famille d'accueil sont celles éprouvant les plus grandes difficultés à scolariser leurs enfants. Si elles invoquent dans la grande majorité (53% des ménages) le manque de moyens financiers, la fonctionnalité des écoles et l'insécurité constituent également des entraves importantes¹¹¹. La corrélation entre sécurité et scolarisation s'illustre particulièrement dans les sous-préfectures avec des contraintes sécuritaires élevées comme à Birao, Bossangoa, Kabo et Obo où le pourcentage d'enfants ayant abandonné l'école a atteint respectivement 31%, 24% et 22% pour les deux dernières pendant l'année scolaires 2020-2021¹¹². Dans le nord-ouest du pays, et particulièrement

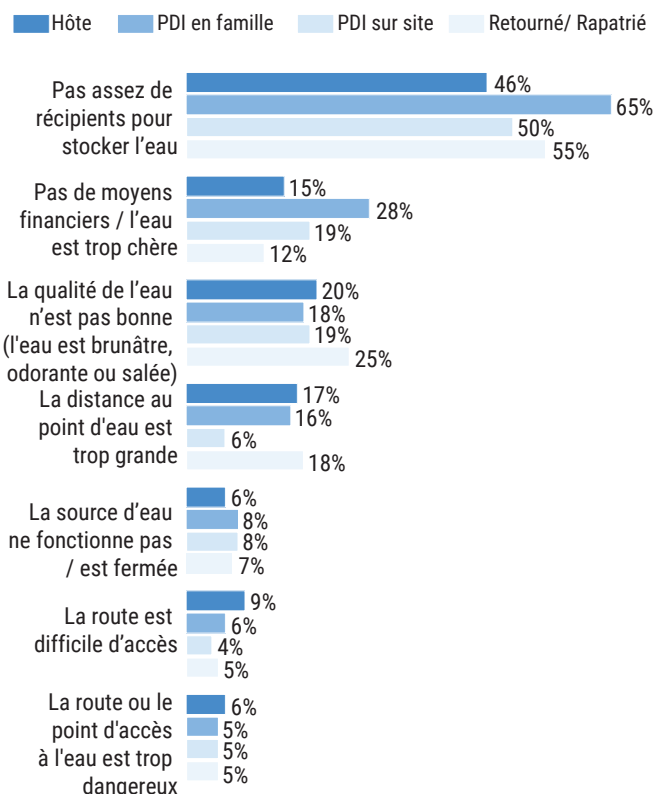
dans les sous-préfectures difficiles d'accès de Kouï et Ngaoundaye, l'insécurité est la difficulté principale à l'accès à une éducation formelle¹¹³.

Il est à craindre que l'impact des violences accentue le retard accumulé par la Centrafrique pour assurer une éducation primaire et secondaire universelle d'ici 2030¹¹⁴. Le taux d'achèvement des études y est nettement inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne¹¹⁵ tandis que le taux d'alphabétisation des adultes au-delà de 15 ans est de 37%¹¹⁶. Les dépenses consacrées à l'éducation par la RCA sont extrêmement faibles¹¹⁷. En 2019, les dépenses publiques pour l'éducation ne représentaient que 1,6% du PIB¹¹⁸.

Le gouvernement paie les salaires d'environ 37% des enseignants du primaire public, les parents et acteurs humanitaires finançant le reste du corps enseignant composé de maître-parents¹¹⁹. A cela s'ajoute la faible capacité du gouvernement à recruter et déployer des enseignants qualifiés dans les zones où les besoins sont les plus importants, notamment dans les zones difficiles d'accès du pays¹²⁰.

L'eau potable, une ressource vitale difficilement accessible. La moitié des ménages enquêtés¹²¹ estiment ne pas avoir assez d'eau pour boire, soit qu'ils ne disposent pas de suffisamment de récipients pour la stocker, que sa qualité ne soit pas bonne, la distance au point d'eau trop importante ou son prix trop élevé¹²². Ce sont principalement les PDI en famille d'accueil et les personnes retournées ou rapatriées qui font face à de telles difficultés. Mais si l'accès à l'eau est fortement limité dans l'ensemble du pays, celui-ci connaît d'importantes disparités entre les milieux urbains et les zones rurales. Le taux d'accès à l'eau potable le plus élevé est de 37% des ménages dans la capitale, suivi des autres zones urbaines (35%)¹²³. Il chute sensiblement dans les zones rurales où il atteint à peine 27% alors que celles-ci abritent pourtant plus de 60% de la population¹²⁴.

% de ménages faisant face à des difficultés d'accès à l'eau



La faible couverture vaccinale des enfants constitue un problème de santé publique dans le pays. Selon les données de l'enquête MICS, seuls 34,4% des enfants de 24-35 mois ont reçu les trois doses de vaccin pentavalent qui protège les enfants en bas âge contre les maladies comme la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et l'haemophilus influenzae. Les couvertures vaccinales contre la rougeole et la poliomyélite atteignent respectivement 45 et 26%.

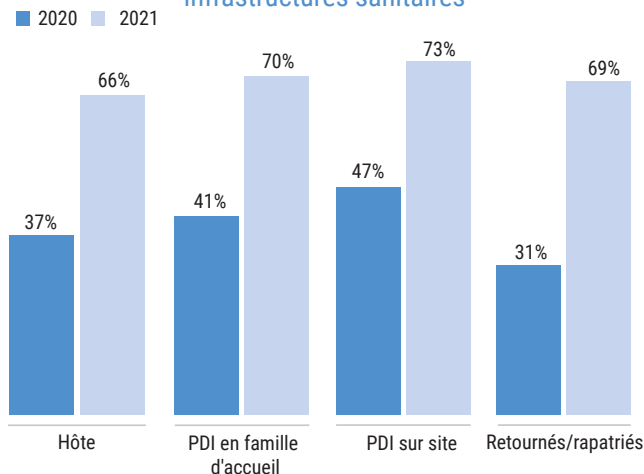
L'accès aux services de base comme l'eau et l'électricité est d'autant plus limité qu'il est fortement vulnérable aux aléas climatiques. A la suite de la tempête du 23 avril, plusieurs pylônes électriques fournissant de l'électricité depuis la centrale de Boali jusqu'à Bangui se sont effondrés, plongeant la capitale dans le noir et interrompant l'alimentation en eau pendant plusieurs semaines.

La panne d'électricité a eu de graves conséquences sur le fonctionnement des établissements de santé dans la capitale et à Bimbo. L'approvisionnement en électricité des trois quarts des principaux hôpitaux et centres de santé – 12 des 16 structures sanitaires – a été complètement interrompu ou a connu des coupures régulières, faute de carburant ou de générateurs en état de marche. L'approvisionnement en eau de la ville a également été interrompu en raison de la dépendance à l'électricité pour le traitement et la distribution de l'eau. Plus de la moitié des 16 principaux établissements de santé de Bangui et de Bimbo – neuf des 16 formations sanitaires – ont été privés d'eau.

Par ailleurs, l'accès aux infrastructures d'assainissement s'est fortement dégradé en 2021, avec une moyenne de 66% des ménages se déclarant insatisfaits contre 39% en 2020. Si la proportion de ménages partageant des latrines avec plus de 20 personnes est de 35% à l'échelle nationale, elle grimpe à 71% pour les PDI sur sites¹²⁵. Ces données sont en adéquation avec celles recueillies par l'OMS et l'UNICEF qui permettent d'estimer approximativement les taux d'accès à l'assainissement à 22% sur le plan national, dont 44% pour les centres urbains et 7% seulement en milieu rural¹²⁶.

Une gestion des déchets solides largement insuffisante. Le pays ne dispose pas d'un large tissu industriel pouvant grandement contribuer aux émissions mondiales de CO₂. Toutefois certaines pratiques portent atteinte à l'intégrité de son écosystème. En l'absence de structures de gestion des déchets, les restes alimentaires, les déchets organiques, humains, papiers, textiles, métaux, plastiques et les eaux usées sont pour la plupart déversés dans les canalisations des eaux de pluie, exposant les communautés à des inondations répétitives. A Bangui, il n'y a actuellement qu'une seule décharge municipale de déchets solides en cours d'amélioration, ce qui contribuera à atténuer l'impact environnemental et la rentabilité de l'élimination des déchets¹²⁷.

• **% de ménages jugeant insatisfaisant l'accès aux infrastructures sanitaires**



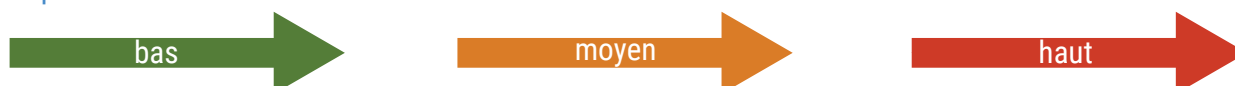
1.2.3 - Impact sur l'accès


En RCA, de nombreuses entraves à l'accès humanitaire impactent la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les personnes touchées par les crises à répétition, ainsi que la capacité des personnes affectées à accéder à l'assistance et aux services essentiels. Entre les taxations des porteurs d'armes, les opérations militaires et les graves lacunes des infrastructures de transport, tout mouvement de personnes ou de bien est compliqué, coûteux, long et dangereux. L'Equipe humanitaire pays et l'Inter-cluster ont endossé un cadre de monitoring d'accès qui permet de suivre l'évolution de l'accès dans le temps.


Contraintes d'accès : cadre de monitoring et rapportage



Impact sur l'accès humanitaire



 **Le déni de l'existence des besoins humanitaires ou des droits des populations à recevoir de l'assistance est la seule catégorie qui n'ait jamais représenté une contrainte à l'accès humanitaire dans le pays.** Les huit autres contraintes identifiées au niveau du « cadre de suivi et rapportage de l'accès » développé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) restent d'actualité.

 **Pour ce qui concerne les restrictions imposées au mouvement du personnel et biens humanitaires vers la Centrafrique,** le début de 2021 a été marqué par une situation sécuritaire extrêmement dégradée engendrant l'interruption de la circulation sur la principale voie pour l'acheminement des biens humanitaires et commerciaux

entre le Cameroun et la RCA. C'est seulement en février, et après des négociations de haut niveau avec les interlocuteurs clés et les efforts de la Coordonnatrice humanitaire pour la RCA et de la MINUSCA pour sécuriser l'axe principal, que la paralysie des transports humanitaires depuis le Cameroun a graduellement pris fin. Par rapport à l'année 2020, quand la pandémie de la COVID-19 avait sévèrement limité les voyages aériens et donc les déplacements des acteurs humanitaires vers la RCA, les vols commerciaux ont eu lieu normalement en 2021. Les travailleurs humanitaires, comme tous les autres voyageurs débarquant en Centrafrique doivent respecter les dispositions du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) en termes de tests PCR et quarantaine.

Les droits d'importation pour le matériel de communication radio et satellitaire restent très élevés et des délais importants sont constatés.



Des restrictions imposées au mouvement des personnels et biens humanitaires dans le pays ont été recensées après l'instauration de l'état d'urgence (de janvier à août 2021) et même par la suite. Une

intensification des contrôles par les forces de sécurité nationales et bilatérales a été observée. Ces contrôles ont modérément impacté les activités humanitaires. Les seules exceptions ont été enregistrées en janvier quand huit staffs humanitaires en déplacement ont été arrêtés par des forces de sécurité et détenus à Bangui pendant 24 heures et leurs véhicules confisqués. Quelques jours plus tard, cinq véhicules humanitaires ont été confisqués à Bangui, quand une équipe humanitaire a été menacée après une longue fouille à Damara et qu'une autre équipe s'est vu refuser l'accès à Mbaïki. Une piste d'atterrissage à Kabo au nord a également été déclarée fermée par les autorités avec pour conséquences la suspension des vols humanitaires vers cette destination.

Les troubles sécuritaires engendrés pendant la période électorale ont provoqué une fragmentation des chaînes de commandement des groupes armés. Ce qui a davantage compliqué les négociations pour l'accès humanitaire.

La pénurie cyclique d'hydrocarbures (carburant et JET A-1 pour les avions) que connaît la Centrafrique a donné lieu à d'importantes hausses des prix et à l'imposition de mesures de rationnement par les quelques fournisseurs existants en RCA. Cela n'a pas eu de graves conséquences sur les mouvements humanitaires par route concernant le carburant. En raison de la pénurie de JET A-1, quelques vols humanitaires ont dû être annulés et des solutions alternatives explorées.

En 2021, les acteurs humanitaires ont dû faire face à un accroissement de requêtes administratives aux niveaux national et préfectoral qui ont engendré des retards dans la mise en œuvre des activités de réponse. Cependant, un dialogue est en cours avec les autorités.



Les hostilités et les opérations militaires ont représenté une entrave majeure à l'accès humanitaire au cours de l'année. En raison de l'insécurité qui a accompagné la période électorale depuis la fin 2020,

les mouvements humanitaires sur les axes s'étaient brusquement réduits sur toute l'étendue du territoire pour reprendre graduellement depuis la fin de janvier. Pendant l'année, les opérations militaires des FACA/forces bilatérales contre les groupes armés se sont poursuivies dans plusieurs zones du pays affectant

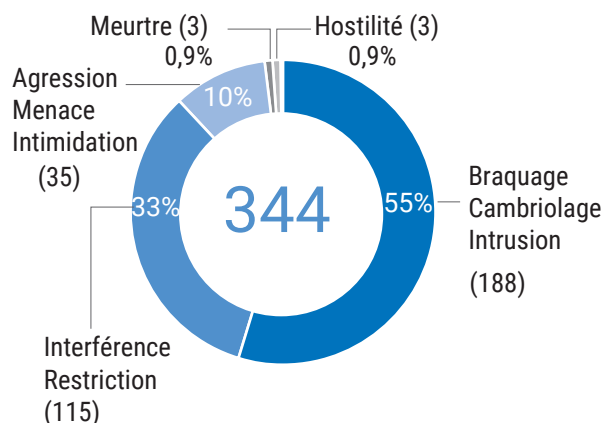
ponctuellement l'accès humanitaire. A titre d'exemple, l'axe Bambari-Alindao n'a pas pu être emprunté par les humanitaires pendant plusieurs semaines et c'est seulement en juillet que des partenaires humanitaires ont repris leurs mouvements sans escorte sur ledit axe. Des suspensions temporaires d'activités humanitaires à titre préventif ont été décidées dans plusieurs localités pendant les premiers huit mois de l'année. Ainsi, 195 humanitaires ont été relocalisés pour des raisons sécuritaires de Bangassou, Paoua, Alindao et Bouar.



De janvier à septembre 2021, 229 (67%) des 344 incidents ayant affecté les humanitaires étaient des cas de violence contre le personnel, les biens et les infrastructures humanitaires, principalement des

campriolages, braquages, intrusions, intimidations, menaces, meurtres et agressions. En 2020, sur un total de 304 incidents dans la même période, 210 cas étaient des cas de violence. Parmi les incidents recensés entre janvier et septembre 2021, trois humanitaires ont été tués et 23 blessés. Ce climat d'insécurité retarde ou limite temporairement et géographiquement la réponse humanitaire dans plusieurs préfectures comme la Ouaka, la Basse-Kotto, la Nana-Gribizi, l'Ouham, l'Ouham-Pendé ou la Nana-Mambéré.

Incidents contre les humanitaires (janv - sep 2021)



De janvier à septembre 2021, OCHA a listé 115 cas d'ingérence dans la mise en œuvre des activités humanitaires (interférences et restrictions comme confiscations, pillages, occupations, dégâts, fouilles, etc.), contre 88 cas recensés pendant la même période en 2020. Parmi les ingérences, la communauté humanitaire a dû faire face à des cas d'occupation de bases humanitaires par des forces armées, spécialement au début de l'année, et à des pillages de structures sanitaires et scolaires.

En mai, à Bang (Ouham-Pendé), l'accès d'une mission inter-agences de haut niveau a été restreint. En août,

la base d'une organisation humanitaire à Mbrès a été fouillée ainsi que les téléphones du personnel ont été confisqués par des forces armées.



L'augmentation de la présence des engins explosifs enregistrée à partir d'avril s'est poursuivie aussi dans les mois suivants. C'est surtout dans

l'ouest du pays, dans l'Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadeï, que l'utilisation condamnable des engins explosifs a restreint la liberté de circulation des populations et réduit la mobilité des acteurs humanitaires. D'après le Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS), de janvier à octobre 2021, en RCA, il y a eu 32 incidents impliquant des engins explosifs. Au cours de cette période, au moins 22 civils ont été tués par des engins explosifs. Également, 27 civils, deux FACA, deux soldats du maintien de la paix et trois membres des autres forces de sécurité ont été blessés. Au total, 85% des personnes décédées à la suite de ces incidents et 79% des blessés étaient des civils.



L'environnement physique continue d'être un défi d'accès important à la suite du manque d'infrastructures. Durant la saison

des pluies (d'avril à octobre), des zones entières du pays deviennent inaccessibles par voiture ou camions, notamment tout le nord et le sud-est. Les ponts et pistes sont rendus quasi-impraticables malgré les efforts des autorités locales, des partenaires humanitaires et de la MINUSCA pour réparer les ouvrages essentiels. Ainsi, il faut au moins deux semaines pour relier par route Bangui et Bangassou et un mois et demi pour Bangui-Obo durant la saison pluvieuse. Ces difficultés de déplacement entravent la disponibilité des biens et services. En 2021, une évaluation d'accès de la route fluviale en saison des pluies a été achevée, ce qui a permis aux partenaires humanitaires d'ouvrir une alternative importante pour acheminer l'aide humanitaire de Bangui à Bangassou en saison des pluies.



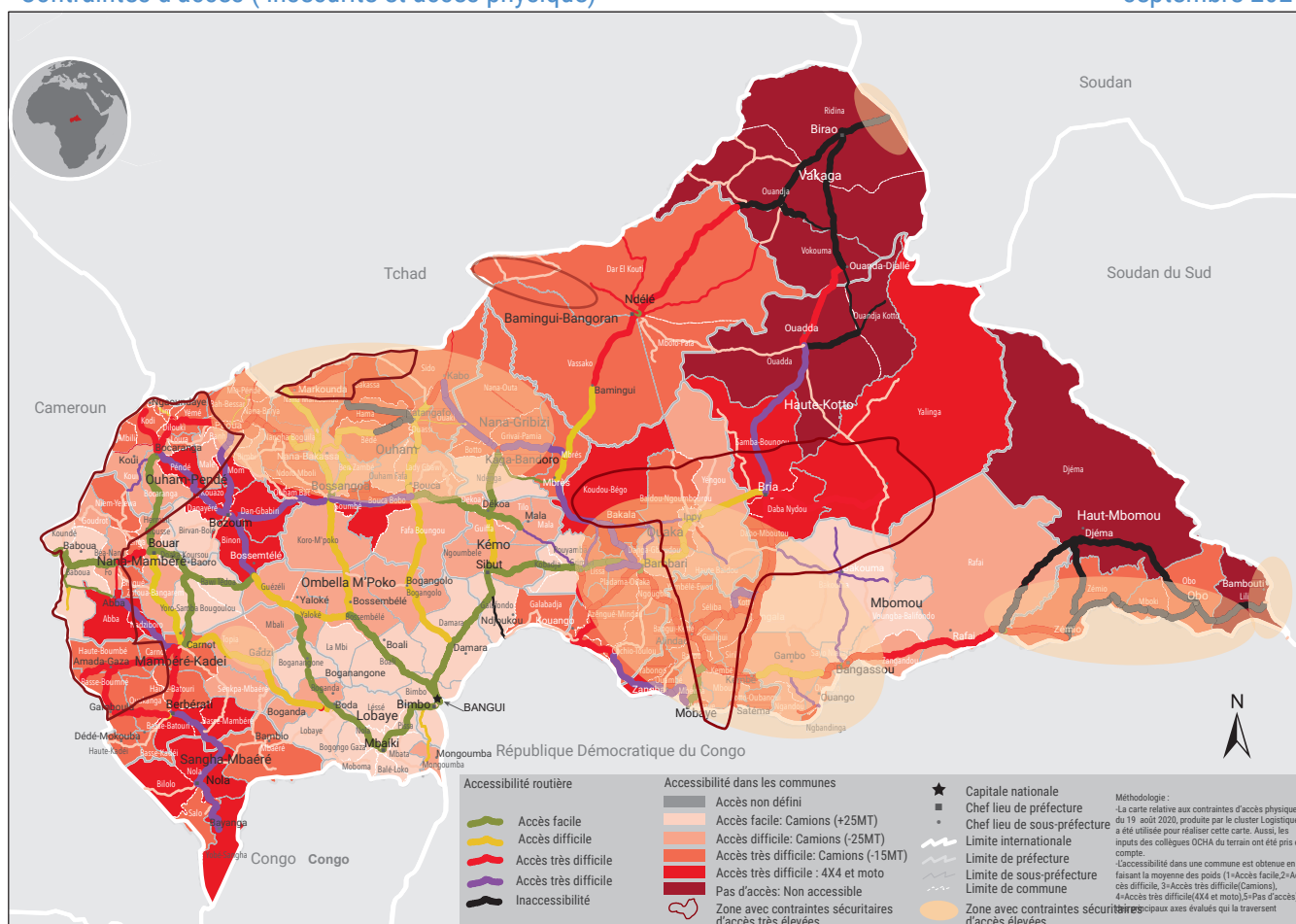
Enfin, les contraintes limitant la capacité des populations touchées à accéder à l'aide humanitaire découlent principalement de l'insécurité et des difficultés d'accès.

En effet, plus d'un quart des ménages rapportent des barrières pour accéder à l'aide humanitaire. Pour un peu plus d'un tiers d'entre eux (37%), le problème est que la zone n'a pas été couverte par les humanitaires tandis que 10% considèrent que la route vers les points de distribution est trop dangereuse ou non praticable¹²⁸. Des difficultés d'accès aux services sont également rapportées pour l'éducation et la santé (attaques, occupations ou pillages d'écoles et de structures sanitaires par des hommes en armes). Dans au moins trois circonstances, des hommes en armes ont également essayé ou réussi à récupérer des patients qui étaient en train d'être soignés.

La population locale continue de subir les taxations illégales qui, dans certaines zones, l'empêche de se déplacer pour bénéficier de l'aide humanitaire ou des services de base. Des hommes en armes continuent d'être présents à proximité de ou même dans les sites de déplacés et exercent des pressions et menaces lors des distributions. Au niveau national, une grande majorité des bénéficiaires se sentent en sécurité quand ils reçoivent de l'aide (68%). Cette proportion est moins élevée dans certaines sous-préfectures affectées par les violences ou les tensions communautaires comme Bocaranga (54%), Bossangoa (57%), Bossemptélé (45%), Sibut (40%), Yaloké (43%), Bamingui (38%), Bozoum (31%) et Gamboula (31%).

Contraintes d'accès (insécurité et accès physique)

septembre 2021



Partie 1.3

Portée de l'analyse

L'aperçu des besoins humanitaires 2022 couvre l'ensemble des 72 sous-préfectures de la RCA et les huit arrondissements de la capitale Bangui. Chacune est affectée par la crise humanitaire à des degrés divers en fonction de l'ampleur des chocs enregistrés et des vulnérabilités socio-économiques, infrastructurelles et communautaires dans lesquels ils se produisent.

En accord avec le gouvernement, les nouvelles circonscriptions administratives n'ont pas été utilisées dans le cadre de la présente analyse. Malgré l'étroite collaboration menée entre le Groupe de travail de gestion de l'information (IMWG) et la Direction nationale des collectivités territoriales (DNCT), la délimitation de certaines communes n'est pas encore achevée par le gouvernement. De ce fait, le découpage administratif et les dénominations utilisées (préfectures, sous-préfectures, communes) dans cette analyse sont identiques aux Aperçus des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview, HNO) précédents, facilitant la comparaison et l'analyse des tendances par rapport aux années passées.

Conformément au cadre décidé par le groupe de coordination Intercluster (ICCG), l'analyse étudie les besoins et vulnérabilités en croisant trois paramètres principaux :

La zone géographique : La nature et la sévérité des besoins humanitaires varient fortement d'une sous-préfecture à l'autre, même au sein d'une unique préfecture. La fragilité face aux risques (conflits, tensions politiques, catastrophes naturelles, épidémies), la position géographique (enclavement géographique, proximité des frontières, accessibilité physique) et la présence des acteurs (humanitaires, étatiques, armés) sont les principaux facteurs des dynamiques observées.

Les catégories de populations selon le statut de déplacement : Les personnes hôtes, les personnes déplacées internes sur les sites, les personnes déplacées en famille d'accueil et les personnes retournées et rapatriées peuvent être impactées différemment par la crise humanitaire. Ces quatre groupes de population constituent l'unité démographique principale de l'analyse. Les données collectées spécifiquement

auprès des bénéficiaires à travers les mécanismes de feedbacks collectifs et les enquêtes de perception sont également représentatives pour ces quatre groupes.

Les personnes et communautés les plus vulnérables :

Par zone géographique et statut de déplacement, une attention particulière est accordée aux besoins spécifiques des filles, des garçons, des hommes, des femmes, des personnes handicapées et celles vivant dans les zones reculées difficiles d'accès. Cette année, l'analyse a mis en évidence un nouveau groupe de population aux vulnérabilités différenciées. Il s'agit de communautés ethniques et religieuses, tels que les Peuls et les musulmans qui font face à des risques et discriminations spécifiques de manière croissante.

Les informations disponibles (voir section « Source de données ») ont permis aux partenaires humanitaires d'effectuer une étude approfondie des besoins selon ces trois différents paramètres.

L'analyse conjointe a révélé que les situations humanitaires des populations varient davantage selon les zones géographiques, les chocs subis et l'assistance fournie que selon le statut de déplacement.

Chaque catégorie de population est évidemment sujette à des risques et besoins spécifiques. Les personnes vivant sur les sites craignent davantage pour la sécurité de leurs filles, par exemple, et les personnes retournées sont celles qui doivent le plus fréquemment marcher plus de deux heures pour parvenir à un marché fonctionnel. Néanmoins, les variations sont beaucoup plus significatives selon qu'une famille vit dans une zone d'opération militaire de l'ouest, au carrefour de couloirs de transhumance à Ndélé dans le nord ou à la frontière de la République Démocratique du Congo dans le sud-est ; peu importe qu'elle soit déplacée ou non.

Dans ce contexte, les partenaires humanitaires ont décidé d'analyser chaque situation humanitaire (bien-être physique et mental ; conditions de vie ; mécanismes de survie) et de faire ressortir les besoins spécifiques des groupes de population quand cela est pertinent, au même titre que les autres facteurs de vulnérabilités.

Partie 1.4

Situations humanitaires et sévérité des besoins



Site Lazare, Kaga-Bandoro.

Magnou, femme déplacée interne récemment blessée lorsqu'elle allait chercher des fruits à l'extérieur du site Lazare.

@NRC/ T. Peyre-cosa

Bien-être physique et mental

Une protection des civils bafouée, une disponibilité aux services essentiels en chute libre et un accès humanitaire qui se complique - tous les déterminants du bien-être physique et mental des populations se sont dégradés lors des douze derniers mois. L'aide humanitaire n'a pas suffi à compenser l'ampleur des chocs, le déclin des services essentiels disponibles et la dégradation de l'environnement de protection. 2,2 millions de personnes ont désormais des besoins humanitaires sévères. C'est 14% de plus que l'année précédente où un niveau d'urgence sans pareil depuis cinq ans était déjà déploré. Sur la ligne de front malgré eux, les civils subissent coup à coup les conséquences humanitaires du conflit.

La cartographie du conflit et des priorités de protection se superpose trait pour trait à celles des besoins humanitaires les plus sévères. De Ngaoundaye à Bambouti en passant par Kobo, une convergence des besoins s'est créée dans les zones meurtries par les violences. Le conflit a contraint les personnes à boire de l'eau impure et les a empêché de produire de quoi se nourrir. Lors de l'enquête approfondie de la sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) d'août 2021, les 3/4 des personnes interrogées identifiaient l'insécurité comme la cause principale de l'insécurité alimentaire¹²⁹. En même temps, le conflit a diminué leur accès aux infrastructures essentielles, que ce soit les marchés en raison de l'inflation ou les formations sanitaires à cause des attaques et des pillages à répétition. Les préfectures de la Nana-Gribizi (+62%), de la Ouaka (+37%) et de l'Ouham-Pendé (+28%) sont les plus gravement affectées par ce changement d'échelle de la crise. A elles seules, ces trois préfectures ont encaissé plus d'un quart des chocs violents enregistrés sur l'année¹³⁰. Par conséquent, c'est désormais elles qui hébergent un tiers des personnes qui ont des besoins liés à leur bien-être physique et mental, soit 680 000 personnes.

La survie de nouvelles poches de population est désormais en danger. Il s'agit tout d'abord des personnes forcées de se déplacer précipitamment plusieurs semaines pour fuir les affrontements armés et dont les conditions de survie en brousse restent peu connues par les acteurs humanitaires. Ensuite, les personnes non déplacées n'ont pas été épargnées par les tourments du conflit. Accueillant de nouvelles personnes déplacées, en 2021 elles ont souffert davantage une pression croissante sur les ressources qui accompagne ces arrivées, qu'il s'agisse des points d'eau, des places à l'école ou des biens essentiels sur les

marchés. Ce sont elles qui font face à plus de difficultés sécuritaires pour accéder à l'eau par exemple¹³¹.

A l'inverse, le conflit a immobilisé des communautés entières, principalement dans l'ouest du pays (Abba, Ngaoundaye, Kouï, Niem, Yelewa) mais aussi dans le centre (Grévaï) et à l'est (Bakouma). Incapables de se déplacer à cause des injonctions directes de porteurs d'armes, des opérations militaires ou des engins explosifs, elles ont vu leur accès aux services et leur liberté de circulation s'effondrer. Dans l'Ouham et la Nana-Gribizi, les personnes hôtes sont celles qui ont subi les plus de restrictions de mouvement par crainte pour leur sûreté, avec les trois quarts d'entre elles. Enfin, un nombre croissant de personnes ont été ciblées et discriminées en raison de leur appartenance présumée à l'une ou l'autre des parties au conflit, y compris pour des raisons ethniques ou religieuses. Les Peuhls et les musulmans ont été les principales victimes de ces associations dangereuses et des abus des droits humains conséquents.

Les personnes qui avaient déjà les besoins les plus aigus, telles que les survivant(e)s de VBG, les personnes handicapées, retournées ou celles vivant dans les zones difficiles d'accès, n'ont pas connu d'amélioration sensible. Prenant l'exemple des personnes vivant dans les zones difficiles d'accès, des incidents sécuritaires ont été rapportés par les informateurs clés dans chacune des 32 localités de la sous-préfecture de Kouï notamment, tout comme en 2020. Dans cet environnement enclavé et instable, le nombre localité où les principales sources d'eau sont des sources non aménagées et de l'eau de surface a été multiplié par 10 en un an, passant de 4% à 59%¹³². Quelques rares sous-préfectures font exception car l'intensité du conflit fut moindre et l'assistance humanitaire a pu faire la différence, à l'image de Bria où le niveau de sévérité a diminué.

L'écart se creuse entre le bien-être physique et mental des populations urbaines et rurales.

La distinction entre les difficultés de survie dans les principales villes du pays et dans les zones reculées n'est pas nouvelle. Cependant, elle s'est accentuée depuis le conflit post-électoral et le lot de violences qui l'ont accompagné en région. La dernière enquête MICS témoignait déjà de cet écart, en particulier pour les enfants et les femmes¹³³. Le quotient de mortalité infantile est presque deux fois plus élevé dans les milieux ruraux (73 décès pour 1 000 naissances) qu'urbains (48 décès pour 1 000 naissances). Considérant les femmes et les filles, elles sont deux fois plus nombreuses à avoir subi une forme quelconque de mutilations génitales féminines dans les zones rurales (28%) qu'urbaines (12%).

Les données de la MSNA collectées en 2021 confirment cette césure. Dans la majorité des localités des sous-préfectures difficiles d'accès de Bambouti, Ouanda-Djallé et Yalinga, les trois moins peuplées du pays, aucune campagne de vaccination infantile n'a été organisée durant l'année précédente, mettant en péril la santé de plus de 5 000 enfants qui y vivent¹³⁴. Les quatre sous-préfectures où les besoins de santé de la population sont les moins satisfaits, à plus de 80%, sont les zones rurales d'Obo, Markounda, Bocaranga et Baboua. Si Obo est traditionnellement enclavée en raison de son emplacement géographique à l'extrême sud-est du pays, les trois autres ont été de facto coupées

du pays en raison du conflit, des engins explosifs, des déplacements et de l'insécurité sur les routes. Enfin, la mortalité est souvent plus importante dans les zones rurales touchées par les violences où l'accès aux services comme aux humanitaires est limité. Ainsi, ce

sont les habitants de Grimari (52%), Kouango (48%) et Ippy (41%) qui ont le plus rapporté avoir perdu un membre de leur famille dans les six derniers mois, que ce soit un décès lié à une maladie ou au conflit¹³⁵.

Le bien-être des populations mis à mal par l'effondrement de l'accès aux services essentiels et à la nourriture.

Devenue la première priorité mentionnée par les ménages, les besoins en Eau, hygiène et assainissement (EHA) sont ceux qui ont le plus augmenté parmi tous les secteurs, avec une hausse de 12%. Le conflit et les déplacements ont directement causé cette détérioration à cause de la panne d'ouvrages d'eau potable dû au vandalisme ou du manque d'entretien, à la perte des récipients pour recueillir l'eau, à la condamnation de puits contaminés par des dépouilles, ainsi qu'à l'insécurité qui restreint l'accès aux points d'eau encore fonctionnels.

Les risques de maladies et de malnutrition augmentent aussi vite que l'accès à l'eau et à l'alimentation diminue.

Or les civils ont vu leur accès à la santé de base et à la nourriture diminuer en même temps que celui à l'eau, créant une dangereuse juxtaposition de vulnérabilités. En effet, la sécurité alimentaire s'est réduite à cause du manque d'accès aux champs, des perturbations des marchés et de la réduction de la production agricole, principale moyen de subsistance des populations. Dans des sous-préfectures telles que Kabo, Mingala ou Mbrès, plus de la moitié des personnes ont un score de consommation alimentaire limité ou pauvre (FCS) et plus d'un ménage sur dix est en phase 4 ou 5 sur l'échelle de la faim (HHS)¹³⁶. Dans ces mêmes sous-préfectures, des cliniques mobiles ont été suspendues et des formations sanitaires occupées alors même que les populations survivaient uniquement sous perfusion d'aide humanitaire. L'exemple de l'Ouham-Pendé témoigne de la causalité directe entre la réduction de l'accès des populations aux humanitaires, aux services et aux champs et la détérioration du bien-être. En un an, sa population a subi le plus grand nombre de chocs violents du pays et le nombre de personne n'ayant pas un accès suffisant à l'eau a triplé¹³⁷. Quatre de ses six sous-préfectures seront en phase d'urgence alimentaire (IPC

4) en 2022¹³⁸. Les opérations militaires, les exactions violentes et les engins explosifs ayant considérablement restreint la capacité des humanitaires à répondre à ces besoins nouveaux, 58 000 nouvelles personnes ont développé des problèmes critiques liés à leur bien-être.

La sécurité alimentaire de la population s'est détériorée sous le poids des violences armées, de la détérioration des moyens d'existence et de la paupérisation des ménages.

Selon le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de septembre 2021, 2,4 millions de personnes seront en insécurité alimentaire aiguë en 2022. La corrélation spatiale entre les conflits, l'accès et l'insécurité alimentaire est évidente. De Ngaoundaye à Obo en passant par Batangafo et Ippy, l'ensemble des sous-préfectures en phase d'urgence (IPC 4) ont été durement affectées par le conflit.

Dans ces conditions, l'état nutritionnel des filles et des garçons s'est considérablement appauvri.

En 2022, 221 000 enfants auront besoin d'une prise en charge nutritionnelle, dont 69 000 enfants atteints par la malnutrition aiguë sévère (MAS) et 152 000 autres par sa forme modérée (MAM). La dégradation de la situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante dans la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou au sud-est où six sous-préfectures (Mobaye, Zangba, Satema, Mingala, Djema et Zémio) devraient basculer en phase nutritionnelle critique (4) en 2022 lors du pic de paludisme et de la période de soudure¹³⁹. Dans l'ensemble de ces sous-préfectures, l'accès à l'eau pèse tant sur l'état de santé et nutritionnel que l'EHA est systématiquement considéré comme le premier besoin des ménages¹⁴⁰. En septembre 2021, l'IPC nutritionnel classait déjà les deux tiers du pays (46 sous-préfectures) en phase 3 (situation sérieuse). Le nombre d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes ayant besoin de traitements nutritionnels d'urgence a augmenté de 31% en un an.

Troubles de santé mentale et détresse psychologique, les blessures invisibles de la crise.

Plus difficiles à appréhender et à soigner que les lésions physiques, les dégâts de la crise sur la santé mentale des populations sont pourtant bien réels.

Dans la majorité des ménages centrafricains, une personne au moins présente des symptômes de trouble mentaux, en particulier des insomnies, une fatigue inexpliquée

et des maux de tête chroniques. Par ailleurs, dans la moitié des ménages, au moins une fille ou un garçon de plus de 5 ans est touché (44%)¹⁴¹.

Fortement exposées aux violences et ayant souvent de perspectives d'avenir plus sombres, les PDI vivant sur les sites (67%) et les retournés/rapatriés (59%) sont les plus sujets à la détresse psychologique. La menace croissante d'évictions forcées n'augure rien de bon pour leur santé mentale. En juin 2021, une étude réalisée auprès des personnes déplacées expulsées du site Elevage de Bambari a mis en lumière l'ampleur de leur détresse, de leur stress et de leur sentiment d'impuissance. La moitié des personnes interrogées risquaient de développer un état de stress post-traumatique et 83% d'entre elles présentaient des symptômes d'anxiété modérée à sévère¹⁴².

La relation causale entre la sévérité de la crise et la souffrance morale des communautés ne fait aucun doute. Les deux préfectures qui enregistrent les plus hauts taux de personnes dans le besoin aigu, la Nana-Gribizi et le Haut-Mbomou, sont également celles où la détresse mentale est la plus importante. Plus de 8 personnes sur 10 sont concernées dans chacune. Dans le Haut-Mbomou, les populations sont prises en étau entre l'enclavement géographique, les tensions transfrontalières, l'absence de services essentiels et les exactions sporadiques des groupes armés. Plus au centre du pays, la Nana-Gribizi est non seulement le terrain de jeu de plusieurs groupes armés mais aussi au cœur des routes de transhumance. Dans ce contexte, les déplacements, les violations des droits humains et les VBG sont une réalité quotidienne depuis des années. Avec plus de 200 incidents documentés par le monitoring de protection pour chacune, ces deux préfectures sont celles qui en ont enregistré le plus grand nombre en 2021 avec la Nana-Mambéré¹⁴³.



Siwa, Préfecture du Mbomou

Il n'y a qu'une source d'eau, brune, pour toutes les personnes déplacées et villageois sur le site de déplacés internes de Siwa.

©OCHA / A. Surprenant

Conditions de vie

En 2022, 3,1 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire et de protection. La paupérisation des ménages et la dégradation des services essentiels ont considérablement impacté leurs conditions de vie. Désormais, les deux-tiers de la population lutte au quotidien pour se soigner, se nourrir, se loger, envoyer leurs enfants à l'école ou s'approvisionner en eau potable. Les besoins humanitaires liés aux conditions de vie ont franchi les frontières de nouvelles sous-préfectures comme Kouï, Bozoum ou Bossangoa, considérées comme stables il y a un an à peine.

Un accès aux soins sous pression des prix et de la disponibilité de services.

La santé, un bien précieux que de nombreuses familles ne peuvent plus s'offrir. Après la hausse des prix des denrées alimentaires, les dépenses irrégulières de santé sont le principal choc vécu par les populations, en particulier les personnes retournées ou rapatriées et les PDI en famille d'accueil, qui ont un moindre accès aux soins gratuits dispensés par les humanitaires¹⁴⁴. Les personnes handicapées et les femmes rencontrent le plus de barrières financières aux soins. 82% de personnes handicapées ont affirmé ne pas avoir accès à des soins adaptés pour des raisons financières¹⁴⁵. A Markounda par exemple, 100% des ménages affirment ne pas pouvoir acheter de médicaments¹⁴⁶. Dans cette sous-préfecture, les femmes placent la santé en première priorité faute de maternité disponible sans se rendre sur des routes dangereuses où pullulent les taxations des groupes armés et les risques de violence¹⁴⁷.

Outre un appauvrissement croissant, les opportunités de soins ont diminué en raison l'indisponibilité globale des services. Environ un tiers des 1 008 formations sanitaires que compte le pays, ont été partiellement ou totalement détruites pendant les périodes de conflits. En conséquence, 22% des établissements de santé sont dysfonctionnels¹⁴⁸. A la fin du mois de mai 2021, 77 unités de nutrition, soit 1 sur 5, avaient été fermées.

Dans les formations sanitaires encore ouvertes, l'éventail de services fournis et les conditions d'hygiène ne permettent pas toujours de préserver la santé des malades. 79%¹⁴⁹ des formations sanitaires (FOSA) ne disposent pas de paquet minimum EHA, exposant les populations à des risques accrus de contracter la COVID-19 ou d'autres épidémies. Par ailleurs, les mauvaises pratiques d'hygiène dans les formations sanitaires exposent les enfants malnutris qui y sont pris en charge à des risques de complication médicale importants.

La scolarisation de centaines de milliers d'enfants compromise.

La proportion d'enfants de 4 à 6 ans inscrits à l'école est passé de 52% en 2020 à 33% en 2021¹⁵⁰. Les PDI en famille d'accueil sont celles éprouvant les plus grandes difficultés à scolariser leurs enfants, 52% des ménages invoquant le manque de moyens financiers comme entrave à la scolarisation de leurs enfants¹⁵¹. En moyenne, la moitié des ménages rencontrent des barrières financières et 20% d'entre eux évoquent la fonctionnalité des établissements. Quelque 27% d'écoles ne sont pas fonctionnelles en RCA, soit parce qu'elles sont trop endommagées, qu'elles ne disposent pas d'enseignants ou qu'elles sont situées dans des zones à haut intensité de conflit. Dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, huit enfants sur 10 des familles non déplacées, retournées ou rapatriés ne vont plus à l'école. Cette déscolarisation importante

des enfants non déplacés du nord-ouest témoigne bien que l'affaîssement des conditions de vie ne concerne plus uniquement les personnes qui ont dû fuir mais aussi celles qui sont restées ou rentrées dans des zones difficiles.

La déscolarisation des enfants s'accompagne de risques de protection accrus. A Bocaranga, un tiers des populations dans le besoin en éducation ont des besoins extrêmes. 44% de ménages¹⁵² ont fait travailler leurs enfants pour subvenir aux besoins de la famille. Les communautés et les enfants eux-mêmes considèrent d'ailleurs la scolarisation comme l'une des trois principales mesures pour que les enfants ne rejoignent pas les groupes armés.¹⁵³

Un environnement toujours précaire et insalubre pour les plus vulnérables.

Les conditions de vie des personnes déplacées se sont détériorées par rapport à l'année dernière. Seuls 7% des ménages déplacés sur les sites habitent dans une structure permanente et plus de la moitié d'entre eux vivent dans des abris inadéquats ou sans aucun toit pour les protéger, sept fois plus que la moyenne nationale. La concentration démographique, la promiscuité et la fragilité de habitats affectent plus particulièrement les populations déplacées sur les sites et celles retournées-rapatriées. Les seules familles qui ont vu leur habitat

s'améliorer significativement entre 2020 et 2021 sont celles vivant où la présence humanitaire s'est renforcée, à savoir Birao et Batangafo¹⁵⁴.

En moyenne, 61% de la population rencontre des problèmes d'étanchéité de leurs abris liés aux fortes pluies, une proportion qui atteint huit ménages sur dix chez les PDI en site. Qu'il s'agisse d'un déplacement préventif de courte durée ou de longue date, les personnes ayant pris le chemin du retour sont souvent dans l'incapacité de retrouver leurs maisons. Un quart

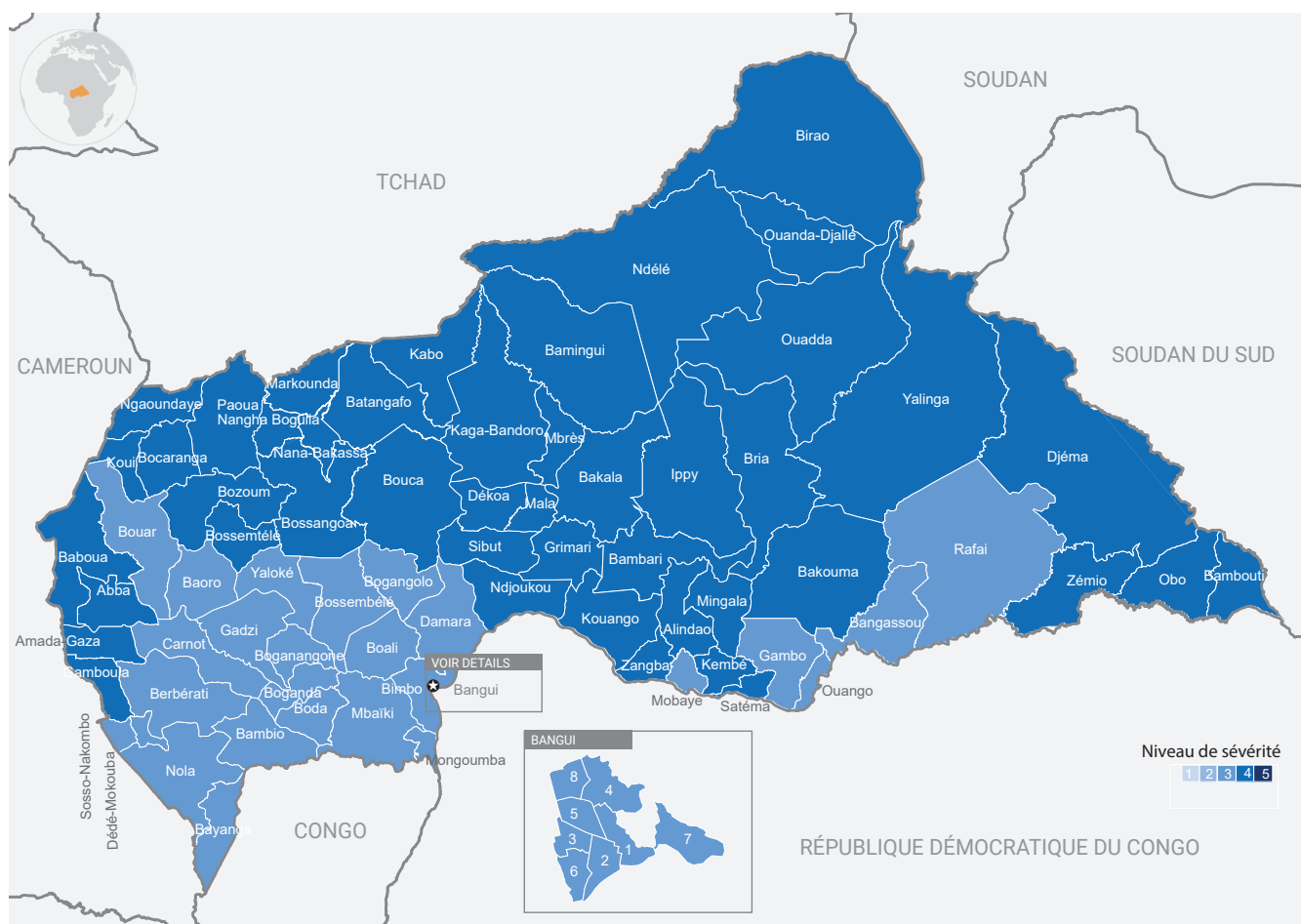
des personnes retournées n'ont pas pu rejoindre leur abri d'origine parce qu'il a été détruit, qu'il est occupé ou qu'elles sont traumatisées d'y retourner.

A la fragilité de l'habitat s'ajoute le manque d'eau potable, de douches et de latrines, qui s'est accentué pour toutes les catégories de population. 1,3 million de personnes utilisent une source d'eau non aménagée au quotidien et 70% de la population est insatisfaite des infrastructures d'assainissement dont elle dispose, contre 39% en 2020. Dans ces conditions, 900 000

personnes sont obligées de pratiquer la défécation à l'air libre. Les personnes déplacées, sur site ou en famille d'accueil, sont les plus affectées par cette pratique (31% pour les premières et 33% pour les secondes) à cause du manque de latrine dans les zones de déplacements et de l'insécurité pour y accéder quand elles existent¹⁵⁵.

SÉVÉRITÉ DES BESOINS INTERSECTORIELS PAR SOUS-PRÉFECTURE

Septembre 2021





Ndongo, Préfecture de la Mambéré-Kadeï

Des enfants retournés gardant la maison dans la journée pendant que les parents sont au champ.

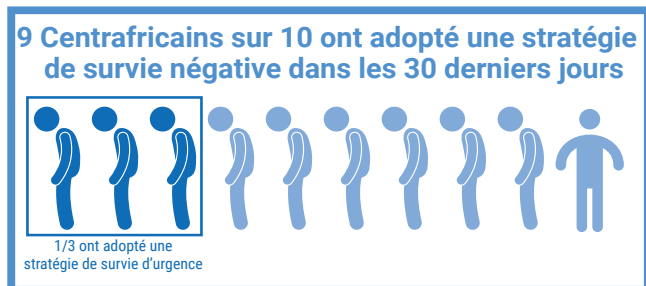
©OCHA/V. Bero

Mécanismes de survie

89% de la population centrafricaine utilise des stratégies de survie négatives pour faire face à la dégradation de ses conditions de vie et de son bien-être. Plus effrayant encore, un tiers adopte des stratégies d'urgence les mettant en danger. Pour ces femmes, hommes et enfants, mendier, vendre sa maison ou s'adonner à des activités illégales sont devenues les seules options possibles pour maintenir la tête hors de l'eau. La résilience des populations s'est érodée sous le poids des crises successives, de la récession économique et de l'affaiblissement des mécanismes de solidarité. Or, quand envoyer ses enfants à l'école et payer des frais de santé n'est plus considéré comme une dépense essentielle, les opportunités de développement humains se réduisent autant que la dépendance à l'aide humanitaire se renforce.

L'adoption de stratégies négatives est devenue plus courante et leur gravité plus sévère.

Neuf Centrafricains sur 10 ont adopté une stratégie négative pour préserver leurs moyens d'existence dans les 30 derniers jours. Parmi eux, plus d'un tiers a eu recours à des stratégies d'urgence tel que mendier, vendre sa maison ou faire travailler ses enfants. Cela représente 10% de plus qu'en 2020, témoignant du désarroi croissant de la population.



Une fois encore, la fréquence et la sévérité des stratégies adoptées fait écho aux dynamiques du conflit et à la sévérité des besoins humanitaires. Par exemple, le nombre de ménages forcés de s'engager dans des activités illégales ou dangereuses comme la prostitution ou les travaux pour les groupes armés est le double en Basse-Kotto par rapport à la moyenne

nationale. Dans l'Ouham-Pendé, les personnes déplacées en famille d'accueil ont tant perdu que la moitié des ménages incluent au moins un membre qui a dû mendier, contre 10% à l'échelle de la RCA. Les stratégies sont également corrélées aux vulnérabilités spécifiques des catégories de populations. Ainsi, les personnes retournées et rapatriées, très touchées par les problèmes LTB, sont plus nombreuses à avoir vendu leurs maisons, parcelles ou terrain (14%) que les autres groupes de population.

Ces pratiques réduisent durablement les opportunités futures des populations, sur les plans économiques et humains. En effet, les stratégies de survie les plus adoptées au niveau national sont la consommation des semences (58%) et l'utilisation de l'épargne (56%). L'emprunt d'argent et de nourriture (38%) ainsi que les ventes d'actifs non productifs (37%) et productifs (30%) constituent également des mécanismes d'adaptation largement utilisés par les communautés. Face aux difficultés, les ménages réduisent aussi leurs dépenses non alimentaires essentielles. Plus d'un tiers des ménages (40%) rapportent avoir réduit les dépenses liées à l'éducation, à la santé ou pour l'acquisition d'articles d'hygiène féminine, et 17% ont retiré leurs enfants de l'école¹⁵⁶.

Une symétrie préjudiciable entre les vulnérabilités et l'adoption de stratégies de survie négatives

Un cercle vicieux s'établit entre le conflit, les vulnérabilités et l'adoption de stratégies délétères. Par exemple, l'accès à la terre est souvent impossible dans les zones à haute intensité de conflit où des déplacements récents ont été enregistrés, ce qui poussent les ménages à s'adonner à des activités dangereuses. L'exemple de Markounda est saisissant. Cette sous-préfecture frontalière du nord de l'Ouham a subi quatre chocs liés aux violences entre mars et août 2021 et les humanitaires n'ont pu y accéder pendant de longs mois. Il s'agit de la sous-préfecture du pays où le plus de ménages rapportent avoir vécu un choc lié aux déplacements (35%) et la deuxième où les restrictions de mouvements sont les plus importants (71%). Par conséquent, c'est aussi la sous-préfecture où le plus de ménages disent qu'ils ne peuvent pas pratiquer l'agriculture faute de sécurité (80%) et ils classent la nourriture comme premier besoin prioritaire. Pour parer à ce manque d'alimentation, davantage de familles ont eu recours à des activités dangereuses pour leur survie : 87% des ménages ont consommé des semences et 28% se sont adonnés à la mendicité ; des chiffres parmi les plus élevés du pays.

Ces pratiques nuisibles exposent davantage les populations aux risques de protection. Le sexe de survie et d'autres pratiques néfastes sont mis en œuvre par toutes les catégories de population. Plus de 5% des ménages ont confirmé avoir marié de force un enfant ou un adulte du foyer. Les ménages de PDI en sites sont les plus exposés (13%), en particulier ceux dirigés par les femmes (16% contre 11% dirigés par les hommes). Le travail des enfants est particulièrement élevé pour les PDI vivant sur les sites (29%) et celles en famille d'accueil. La précarité socio-économique des personnes déplacées contribue à expliquer cette prévalence supérieure de mécanismes de survie dangereux.

Qu'elles soient survivantes de VBG, vivant avec un handicap ou déplacées sur les sites, ce sont les personnes déjà très vulnérables qui adoptent le plus fréquemment des stratégies négatives pour survivre. Une étude menée auprès de 212 survivantes prise en charge dans un centre spécialisé à Bangui témoigne de l'utilisation significative de stratégies de survie d'urgence par les survivantes. Ces stratégies de survie

concernent non seulement l'alimentation (62%), mais aussi les moyens de subsistance tels que dépenser l'épargne (66%), emprunter de l'argent (48%) et mendier (3%). Elles créent toutes des risques supplémentaires pour les personnes et diminuent leurs capacités à subvenir à leurs besoins de base non alimentaires comme la santé ou l'éducation¹⁵⁷.

Les personnes handicapées adoptent aussi des stratégies d'urgence de manière disproportionnée.

80% des personnes handicapées interrogées lors la dernière étude de barrière d'Humanité & Inclusion estimaient que leur situation de handicap avait un impact négatif sur leur ménage, 56% expliquant que cela provenait du fait qu'ils ne pouvaient pas travailler et 46% estimant qu'ils représentent une charge financière supplémentaire pour leur ménage¹⁵⁸. Ce manque de ressources financières est souvent dû à la discrimination et au manque d'accessibilité des services, qui engendre des coûts additionnels. La majorité des ménages interrogés lors de la MSNA a d'ailleurs reconnu que les personnes handicapées sont discriminées pour accéder aux marchés et près d'un ménage sur dix reconnaît qu'ils rencontrent des barrières pour accéder aux soins (8%). Cette précarité socio-économique explique que les ménages incluant au moins un membre handicapé adoptent davantage des stratégies d'adaptation d'urgence¹⁵⁹.

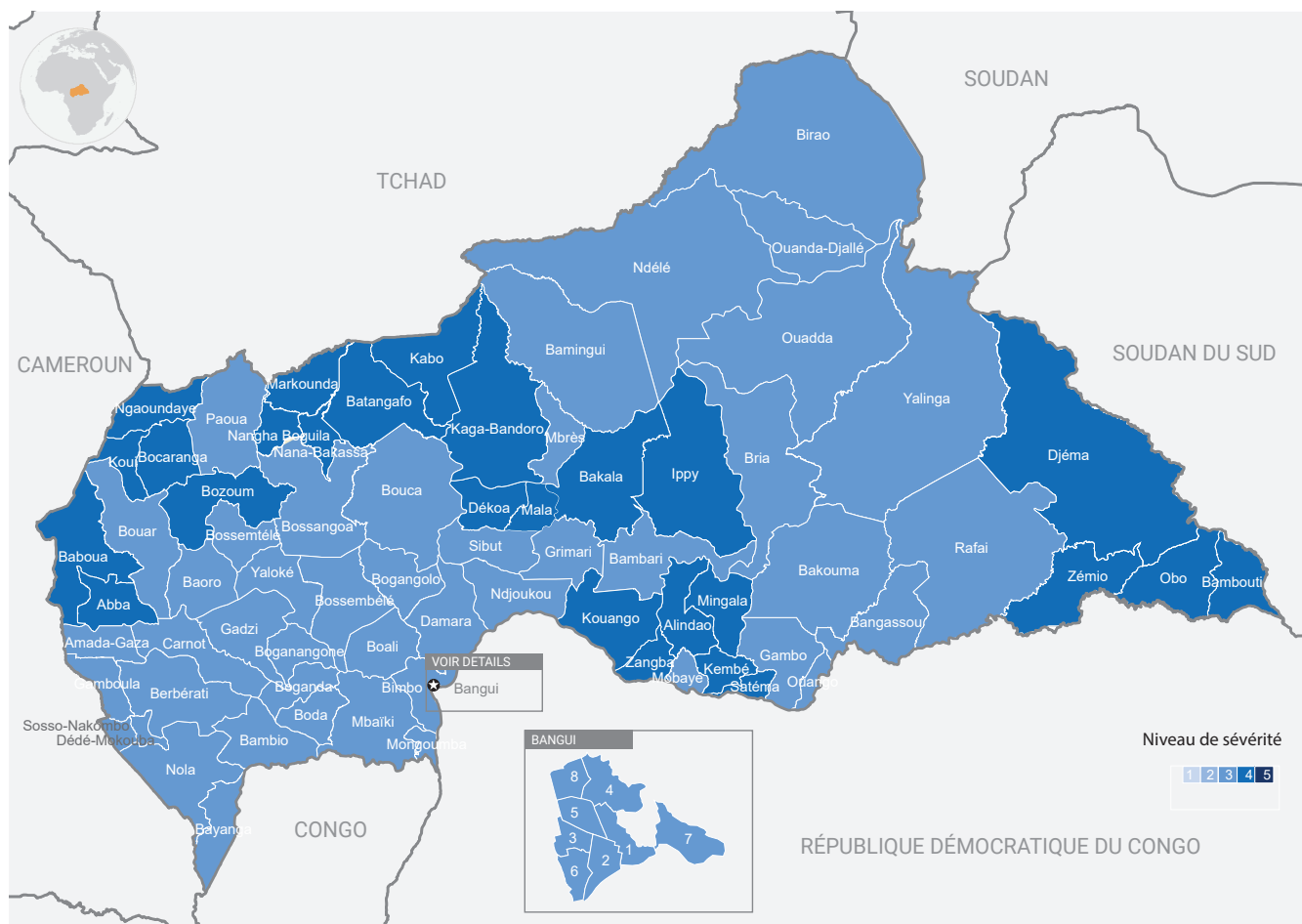
L'aide d'urgence est l'unique bouée de secours pour cette population à la dérive.

Fragmentés et difficilement coordonnés, les quelques programmes de protection sociale existant ne permettent pas d'atténuer l'impact de la crise sur les populations¹⁶⁰. Seuls 0,7% des femmes et 0,4% des hommes sont couverts par une assurance maladie¹⁶¹. Rarement un recours pour les populations, les fonctionnaires du gouvernement sont considérés comme la principale source d'information de confiance pour 2% de la population seulement, bien derrière les chefs communautaires ou religieux et les humanitaires. En l'absence d'un état capable de les écouter, de leur fournir de l'information et de les protéger, la population en détresse ne peut compter que sur elle-même et les acteurs humanitaires. Dans certaines sous-préfectures comme Birao, Bria et Obo, plus des trois-quarts de la population confirment avoir reçu une assistance d'urgence dans les six derniers mois. Dans chacune, la proportion de ménages ayant eu recours à des stratégies de survie d'urgence est légèrement moins élevée qu'à l'échelle nationale¹⁶².

Sévérité des besoins

SÉVÉRITÉ DES BESOINS INTERSECTORIELS AIGUS PAR SOUS-PRÉFECTURE

Septembre 2021



Depuis la fin de l'année 2020, le conflit a changé de nature et la situation humanitaire s'est transformée avec lui au détriment de la population civile. Le nombre de personnes dans le besoin humanitaire a atteint un nouveau seuil de 3,1 millions. Parmi elles, 2,2 millions ont des besoins si variés et sévères que leur bien-être physique et mental est mis en jeu. De rares sous-préfectures ont cependant connu une amélioration lorsque l'accès humanitaire fut maintenu et que l'assistance changea les choses.

Deux-tiers des sous-préfectures du pays restent classées en sévérité 4 concernant les conditions de vie (45 sur 72), suite à la dernière vague de violence.

De nouvelles populations ont sombré dans la détresse humanitaire. La sévérité des besoins est montée d'un cran dans plusieurs sous-préfectures du nord-ouest et du centre sous l'effet du conflit et de la réduction de l'accès humanitaire, à l'image de Bozoum, Kouï et Dékoa. La convergence des besoins aigus s'est renforcée sous le poids des hostilités armées dans les préfectures

déjà très fragiles de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, de la Ouaka, de la Nana-Gribizi. Au total 941 000 personnes luttent pour conserver leur intégrité physique et mentale dans ces quatre préfectures, 26% de plus que l'année précédente. Les seules régions relativement épargnées sont situées à l'ouest du pays, dans le giron de la MSR1 reliant la capitale au Cameroun ; et dans le sud-est, où la réponse humanitaire a stimulé l'amélioration des conditions de vie dans plusieurs sous-préfectures du Mbomou et de la Basse-Kotto.

L'Ouham-Pendé. Au cœur de la tempête, les violences font basculer des milliers de personnes dans le besoin.

L'Ouham-Pendé est la préfecture qui enregistre la plus grande augmentation des besoins humanitaires. En un an, le nombre de personnes chassées de chez elles par le bruit des balles a augmenté de plus de 374%* et 79 000 personnes ont été affectées par des chocs violents. En déplacement ou immobilisées, 100 000 personnes additionnelles souffrent maintenant de la crise et ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

La préfecture bat de tristes records. Parmi les préfectures du pays, c'est dans l'Ouham Pendé que la population rapporte le plus avoir vécu des incidents de protection dans les trente jours passés (36%), être victime de restrictions de mouvement (50%) et avoir subi un choc lié à l'insécurité (29%). Cette violence permanente restreint considérablement la capacité des populations à prendre soin d'elle-même et à accéder aux services essentiels. Un quart de la population ne peut accéder au marché à cause de l'insécurité, le plafond national ; le nombre de personne devant marcher plus de 30 minutes pour atteindre la source d'eau principale a doublé ; et trois nouvelles sous-préfectures sont tombées en insécurité alimentaire d'urgence (IPC 4).

Kaga-Bandoro. Des chocs continus au détriment de la population.

La sous-préfecture de Kaga-Bandoro enregistre invariablement une sévérité aigue (4), tant pour les conditions de vie que pour le bien-être mental de ses populations. Carrefour de routes de transhumance dérégulées et faisant l'objet de nombreuses convoitises par les groupes armés ou criminels opportunistes, la Nana-Gribizi est un environnement difficile pour la protection des civils comme des humanitaires. D'une part, elle est la troisième sous-préfecture qui a enregistré le plus d'incidents contre les humanitaires à travers le pays en 2021**. D'autre part, c'est elle qui a souffert du plus grand nombre de chocs depuis août 2020, avec plus d'une alerte par mois et 81 000 personnes affectées par les déplacements forcés, les violences et les inondations. Ce contexte d'instabilité permanente éprouve tous les jours des milliers de personnes en compliquant leur accès aux biens et services essentiels. Par exemple, plus de la moitié des habitants de la sous-préfecture sont forcés de pratiquer la défécation à l'air libre (59%), et près d'un tiers d'entre eux a vu sa récolte pillée ou son bétail volé dans les trente derniers jours (30%).

* Comparaison entre les chiffres de la CMP de septembre 2020 (13 451) et septembre 2021 (63 744)

**OCHA, « Aperçu des incidents ayant touchés les acteurs humanitaires » janvier-septembre 2021, la Nana-Gribizi compte 32 incidents et se classe après Bossangoa et Bangui sur les 72 sous-préfectures du pays

Bangui. Les transferts monétaires à usage multiple changent la donne pour la capitale.

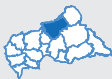

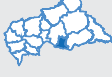
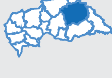
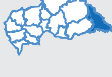
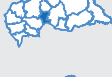
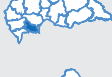
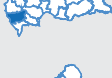



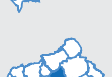
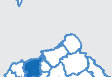
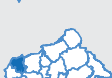
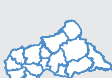
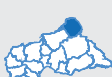

Dans la capitale, le nombre de personnes dans le besoin a diminué de 19% en un an. Rompus aux conflits, les Banguissois ont fait preuve d'une incroyable résilience pour compenser l'inflation, la perte de revenu et la montée des risques de protection. L'assistance humanitaire a soutenu ce développement positif grâce à la mise à l'échelle des programmes de transferts monétaires dans la capitale. Durant les six premiers mois de l'année 2021, plus d'un quart de la population de Bangui a reçu une assistance en transferts monétaires, avec 260 000 personnes. Cet impact positif se perçoit notamment dans la modalité préférée exprimée par les citoyens de la capitale : 64% veulent une assistance en espèce pour couvrir leurs besoins alimentaires, le plus fort taux du pays après Mobaye. Plus significatif encore, le nombre de personnes forcées de mettre en œuvre à des stratégies de survie négatives a diminué, passant de 79% à 64%.

Bria. L'assistance permet d'atténuer la gravité des besoins mais la situation reste fragile.

Soutenu par la consolidation de l'assistance humanitaire, le niveau de vulnérabilité des habitants de Bria s'est réduit entre 2020 et 2021, passant d'une sévérité 4 à 3 pour les besoins liés au bien-être. Malgré des besoins persistants et les forts risques de protection qui les entourent, leur bien-être général s'est amélioré grâce à un accès soutenu aux soins, à l'eau et à la nourriture. Ainsi, 91% des PDI sur site de Bria utilisent une source améliorée pour son eau de boisson, près de 20 points de plus que la moyenne nationale. Alors que 92% de la population locale a des difficultés à pratiquer l'agriculture faute de semence, de moyen ou de sécurité ; l'assistance humanitaire a permis d'améliorer leur consommation alimentaire. Durant l'année écoulée, le pourcentage de personnes ayant une consommation alimentaire acceptable (FCS) est passé de 30 à 44 entre les MSNA 2020 et 2021. La corrélation entre cette amélioration et la présence humanitaire est certaine. 6 personnes sur 10 de la sous-préfecture confirment avoir reçu de l'aide dans les 6 derniers mois, le troisième plus fort taux du pays ; et jusqu'à 87% des PDI vivant sur les sites.

Néanmoins, les populations restent dans une situation socio-économique très précaire et le niveau de sévérité lié aux conditions de vie est inchangé. La conservation de conditions de vie dignes semble largement conditionnée au maintien de l'assistance humanitaire quand l'on sait qu'un tiers de la population compte sur l'aide alimentaire pour se nourrir (36%), soit le triple de la moyenne nationale. Cette dépendance est compréhensible car près de 9 personnes sur 10 gagnent moins de 30 000 XAF par mois alors même que les prix sont les plus hauts du pays depuis 2019, concurrencés uniquement par Obo.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN (PiN) DE 2021 À 2022

PRÉFECTURE	PiN 2021	PiN 2022	ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2021
Bamingui-Bangoran 	50K	45K	↓ -10%
Bangui 	330K	269K	↓ -19%
Basse-Kotto 	266K	255K	↓ -4%
Haute-Kotto 	106K	108K	↑ 1%
Haut-M'bomou 	75K	73K	↓ -2%
Kémo 	100K	98K	↓ -3%
Lobaye 	115K	115K	— 0%
Mambéré-Kadeï 	265K	354K	↑ 34%
M'bomou 	172K	194K	↑ 12%
Nana-Gribizi 	131K	119K	↓ -9%
Nana-Mambéré 	101K	118K	↑ 17%
Ombella-M'Poko 	203K	117K	↓ -42%
Ouaka 	257K	315K	↑ 23%
Ouham 	302K	340K	↑ 13%
Ouham-Pendé 	280K	376K	↑ 34%
Sangha-Mbaéré 	50K	123K	↑ +100%
Vakaga 	38K	34K	↓ -12%

Partie 1.5

La crise perçue par les populations affectées



Bambari, Préfecture de la Ouaka.

Jeune patiente de soins en réadaptation intégrée.

©Humanité & Inclusion / T Mayer

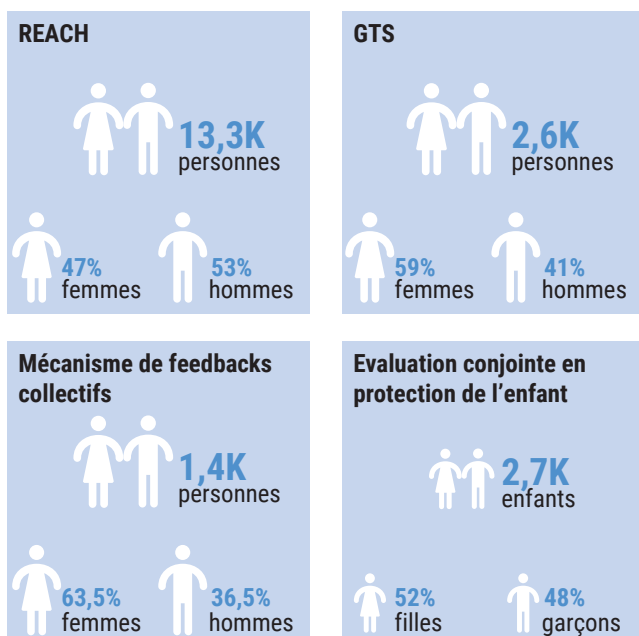
Grace à une stratégie de consultation et de participation des communautés multiforme et de grande ampleur sur leurs besoins et leurs perceptions, les humanitaires sont parvenus à comprendre comment la crise affecte différemment les ménages et leurs priorités en fonction de leurs zones géographiques, de leurs groupes d'appartenance et de leur genre. Elle a aussi mis en lumière leurs mécanismes d'adaptation ainsi que les facteurs qui déterminent leur relation avec les acteurs humanitaires et leur appréciation de ceux-ci.

La voix des populations affectées au cœur de l'analyse des besoins

Les populations affectées ont été impliquées à la base du processus d'évaluation à travers des enquêtes ménages, des groupes de discussion, des entretiens individuels et des dialogues communautaires ouverts, y compris avec des enfants. En 2021, plus de 13 000 ménages ont été consultés lors de la MSNA et plus de 2 600 autres à travers les enquêtes de perceptions réalisées par Ground Truth Solutions (GTS). Pour ne laisser personne de côté, les humanitaires se sont efforcés d'étudier les vulnérabilités, les besoins et les perceptions des populations vivant dans des zones difficiles d'accès dans lesquelles les enquêteurs ne pouvaient pas se déployer. En 2021, 638 informateurs clés ont été interrogés sur les conditions de vie des populations de dix sous-préfectures, pour lesquelles l'isolement et la vulnérabilité au conflit créent des besoins distincts.

Parce que les adultes ne sont pas toujours en mesure de ressentir ou d'exprimer les besoins spécifiques des enfants, 23 organisations humanitaires ont uni leurs forces pour mener une évaluation conjointe en protection de l'enfant dans 27 sous-préfectures. En plus des 1 700 adultes interrogés à cette occasion, 1 405 filles et 1 320 garçons ont été directement consultés sur leur situation, leur perspective et les risques de protection qui les affectent.

Populations évaluées par type d'évaluation



Pour boucler la boucle et assurer une interprétation des résultats guidée par les populations elles-mêmes, GTS a conduit une série de dialogues communautaires pour présenter aux communautés les résultats des enquêtes et les inviter à formuler des recommandations. Des réunions de dissémination ont été organisées et des fiches d'information (en langue nationale sango) ont été distribuées dans les lieux clés. Ces efforts ont été suivis d'organisation de réunions communautaires avec les autorités locales et le personnel humanitaire sur le terrain.

En 2021, la communauté humanitaire a mis en œuvre des stratégies innovantes pour palier la fatigue des évaluations, exprimée par la communauté, tout en assurant une disponibilité de données fiables et robustes sur les besoins pour informer une planification de qualité. En effet, un tiers de la population (32%) regrette le fait que des évaluations aient été conduites dans leur zone sans qu'une réponse soit organisée par la suite¹⁶³. Forts de ce constat, les humanitaires se sont engagés à mieux documenter et utiliser l'ensemble des informations collectées auprès de la population. Pour la première fois en RCA, l'analyse du HNO tire profit des tendances des retours/feedbacks issues des mécanismes collectifs installés dans plusieurs centres humanitaires clés comme Bangui, Bambari, Bria, Obo, Zemio, Bangassou et Kaga-Bandoro pour la période de mai à août 2021. Au total, les plaintes, feedbacks et demandes d'informations de 1 400 personnes ont été analysés, dont une majorité de femmes.

Des besoins prioritaires qui fluctuent au grès des chocs et des conditions de vie des populations

L'accès à l'Eau, hygiène et assainissement (EHA), aux soins de santé et à la nourriture est désormais perçu comme besoins prioritaires par les communautés en RCA à l'échelle nationale¹⁶⁴.

Besoins humanitaires par priorité sectorielle



Derrière ce classement national, les préférences des populations ont évolué dans le temps et dans l'espace, de concert avec les dynamiques conflictuelle et les chocs vécus. Dans la sous-préfecture d'Alindao par exemple, classée en sévérité quatre sur cinq au niveau intersectoriel, l'accès aux champs et aux services s'est considérablement dégradé en raison des tensions militaires autour de la ville et de la réduction temporaire forcée des activités humanitaires sur les axes. Des dizaines de points d'eau sont tombés en panne ou ont été détruits suite à une réduction de l'assistance humanitaire. Alors que les besoins vitaux en EHA n'étaient pas mentionnés par les populations en 2020, ils sont désormais leur première priorité¹⁶⁵.

Ces corrélations entre chocs et préférences sont également perceptibles pour les populations exposées aux catastrophes naturelles. Pour les habitants de Birao par exemple, l'accès aux abris n'était pas une priorité l'année dernière. Il l'est désormais après que des vents violents et de fortes pluies aient considérablement dégradé l'état de leurs habitations, affectant plus de 5 000 personnes¹⁶⁶ et que des possibilités de retour apparaissent pour les personnes déplacées. De manière générale, l'accès aux abris reste parmi les trois besoins prioritaires exprimés par les PDI, qu'elles vivent en famille d'accueil ou sur les sites. Malgré l'assistance fournie par les humanitaires, 54% des PDI en site et 8% des PDI en famille d'accueil vivent encore dans des abris inadéquats¹⁶⁷.

Le choix des modalités préférées d'assistance est également influencé par les spécificités de la zone, en particulier en termes de protection et d'accès aux marchés. Aux confins du nord-ouest de la RCA, la préfecture de l'Ouham-Pendé a été parmi les plus affectées par le conflit ces derniers mois. Elle est la préfecture qui a enregistré le plus grand nombre de chocs liés aux violences en un an, avec 18 alertes liées au conflit, affectant 112 000 personnes¹⁶⁸. Elle abrite maintenant le plus grand nombre de personnes dans le besoin sévère de toutes les préfectures du pays.

270 000 Centrafricains et Centrafricaines y survivent difficilement en raison de problèmes critiques liés à leur bien-être physique et mental. Dans ce contexte délétère, la nourriture et l'eau sont restées des priorités pour les familles mais la santé a remplacé les biens non-alimentaires tant le conflit a aggravé le bien-être physique des personnes et diminué leur accès aux soins. Les marchés ont périclité simultanément à cause des ruptures de stocks, du difficile approvisionnement routier et de la montée des prix. Un quart de la population de l'Ouham-Pendé (24%) affirme ne pas pouvoir accéder aux marchés faute de sécurité, le taux le plus haut du pays. Ne pouvant acheter de quoi survivre sur les marchés, il est compréhensible que les personnes souhaitent recevoir une aide d'urgence directe et non en transferts monétaires. En 2020, la majorité des personnes désirait des transferts monétaires pour couvrir leurs besoins alimentaires (65%) ; en 2021, ils sont moins d'un tiers (32%)¹⁶⁹.

Cette année, l'ampleur du conflit et des déplacements ont considérablement réduit l'accès des populations aux infrastructures essentielles d'EHA¹⁷⁰. La contamination des sources d'eau par des cadavres a été signalée dans plusieurs localités à la suite des affrontements armés. Ce problème a été signalé à travers les mécanismes collectifs de feedbacks par les populations à Zémio, alors privées d'accès à leur principal point d'eau. Ainsi, la moitié de la population de la sous-préfecture de Zémio (50%) n'a pas accès à suffisamment d'eau pour boire, cuisiner et se laver ; contre 33% de moyenne nationale.

Même lorsque l'eau potable est disponible en quantité suffisante, les ménages font face à de multiples barrières pour y accéder en sécurité. Le temps d'attente aux points d'eau est jugé trop long par une majorité des communautés même s'il est conforme aux standards du cluster EHA (moins de 30 minutes pour les trois quarts des populations). De fait, l'attente aux points d'eau, comme le chemin pour s'y rendre, est souvent propice à des incidents tels que des bousculades, des pugilats et d'autres épreuves de force physique. Les communautés considèrent que les filles (56%) et les personnes âgées (44%) sont celles qui font le plus face aux discriminations pour accéder à l'eau. Après les sites de collecte de bois et les zones communautaires, les points d'eau sont les zones que les filles et les femmes éviteraient le plus par crainte pour leur sécurité¹⁷¹.

L'accès à la santé a souffert de la même dégradation que l'accès à l'eau, ce qui explique son importance dans les besoins prioritaires exprimés par les ménages. Il s'est amenuisé au fur et à mesure de la fuite du personnel

de santé, des pillages des formations sanitaires et des difficultés d'accès sécuritaire pour les personnes malades. La santé est également la première priorité des familles dans des sous-préfectures relativement épargnées par les violences en 2021, mais qui ont subi une brutale réduction de leur pouvoir d'achat à cause de l'augmentation des prix et de la baisse des revenus, telles que Mbaïki et Bimbo. De fait, les dépenses irrégulières de santé sont les seconds chocs récents vécus par les ménages après l'augmentation des prix des biens alimentaires. Selon la population, ce sont les enfants qui rencontrent le plus de discriminations pour accéder aux soins. Une perception inquiétante et nouvelle concerne les discriminations à l'accès aux soins pour les minorités ethniques et religieuses. Les trois quarts des PDI sur sites estiment que ces minorités subissent des discriminations pour accéder aux services de santé.

Les discriminations et les barrières d'accès aux services essentiels démontrent l'importance de concevoir l'assistance avec les communautés. Sans mobilisation communautaire, l'assistance risquerait non seulement de ne pas répondre aux besoins réels, mais aussi d'être source de tension et de discrimination. Présentement,

même si les trois quarts des bénéficiaires confirment avoir été consultés concernant la programmation humanitaire, seuls 38% considèrent que leurs points de vue ont réellement été pris en compte.

Enfin, la sécurité alimentaire reste prioritaire ; un choix que l'on comprend aisément en raison de la montée de l'insécurité alimentaire, des prix et des barrières à l'agriculture en 2021. Disposant de revenus moindre et d'un accès aux moyens de subsistance plus limité, les PDI classent la nourriture au premier rang de leurs besoins prioritaires. Une corrélation est également perceptible entre le choix pour la nourriture et les prix sur les marchés. Dans les sous-préfectures d'Obo et Bria, où les prix des biens essentiels sont les plus élevés du pays¹⁷², l'aide alimentaire directe est la modalité préférée car les populations peinent à acheter de quoi survivre sur les marchés. En revanche, lorsque les prix sont abordables et les marchés correctement approvisionnés, les populations favorisent une assistance en transferts monétaires pour couvrir leurs besoins en sécurité alimentaire, y compris 70% de la population de Mobaye et 63% à Bangui.

Une demande d'information diversifiée et croissante

Un quart des personnes interrogées lors de la MSNA 2021 a rapporté avoir reçu de l'assistance humanitaire au cours des six derniers mois. Cette perception est cohérente avec les données du suivi de la réponse du premier semestre 2021 qui informe que 1,4 million de personnes ont été assistées, soit 29% de la population totale ¹⁷³. Parmi les bénéficiaires, 75% estiment être traités avec respect par les humanitaires¹⁷⁴.

Parmi les principaux obstacles à l'assistance humanitaire, les ménages citent le manque d'information sur le calendrier des opérations d'identification (15% n'étaient pas présents le jour de ciblage), la mécompréhension des critères d'enregistrement pour l'aide (29% ne savent pas pourquoi leurs ménages n'étaient pas ciblés), ainsi que les critères de ciblage géographique (35% de ménages ne savent pourquoi les humanitaires ne sont pas dans leurs zones). Sans considérer qu'il ait reçu de l'aide ou non, un ménage sur dix estime qu'il n'y a pas une bonne communication entre les acteurs humanitaires et les bénéficiaires¹⁷⁵.

En 2021, le besoin d'informations sur les activités des organisations humanitaires s'est considérablement accru comparé à 2020. La principale information souhaitée demeure de recevoir des nouvelles sur ce qui

se passe dans la zone en général, mentionnée par 40% des ménages contre 61% l'année passée. La demande d'informations humanitaires a augmenté en parallèle, en particulier pour l'enregistrement sur les listes de bénéficiaires et l'accès à certains services comme l'EHA (18%), l'assistance alimentaire (20%) et les abris (19%). Les PDI en famille d'accueil et sur les sites sont les plus demandeurs d'informations humanitaires surtout dans la Bamingui-Bangoran où plus de 87% des ménages en famille d'accueil et plus de 77% des ménages déplacés vivant sur les sites ont besoin d'information sur l'accès à l'eau, à la nourriture et sur les critères d'identification des bénéficiaires.

Un fait remarquable sur la demande d'informations est qu'elle fait écho aux besoins prioritaires des communautés. Par exemple, les PDI vivant sur les sites sont les plus demandeuses d'informations sur comment obtenir une assistance en abris car elles vivent dans les abris les plus précaires : 51% vivent dans des abris d'urgence en paille ou en bâche. En outre, les habitants de Bria sont 17% à désirer savoir comment trouver du travail, le double de la moyenne nationale. Une demande d'information compréhensible quand l'on sait que 15% de sa population n'a aucune source de revenu, le taux le plus haut du pays après Kouango et Grimari.

Près de 70% des ménages interrogés par GTS confirment recevoir l'information au sujet de l'aide¹⁷⁶. Ce chiffre est en recul comparé à 2020 où il se situait à plus de 80%. La lacune identifiée dans l'offre d'informations humanitaires est en lien avec des informations opportunes sur le moment des distributions (48%), la

modalité d'accès à l'aide financière (47%) et l'information sur comment déposer sa plainte après avoir reçu de l'aide humanitaire (24%). Cette baisse pourrait être liée aux multiples relocalisations du personnel humanitaire suite à l'insécurité.

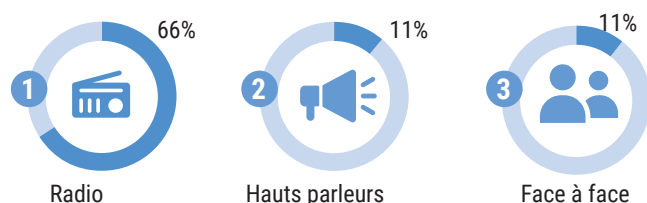
Une offre d'information encore insuffisante

1. Canaux préférés

La radio reste le moyen de communication préféré par les ménages (66%) pour recevoir des informations.

Toutefois la proportion de ménages qui souhaitent aussi recevoir les informations à travers des haut-parleurs ou le face à face a augmenté en 2021. Dans les zones où les stations de radio sont opérationnelles, les ménages préfèrent recevoir leurs informations par cette voie comme dans la Sangha-Mbaéré où plus de 86% des ménages favorisent la radio. Cependant dans les localités où les stations de radio ne sont pas opérationnelles, les ménages recourent au face à face. Dans la Basse-Kotto, 35% des ménages préfèrent le face à face et 12% souhaitent l'utilisation de haut-parleurs pour recevoir les informations dont ils ont besoin.

Les trois canaux préférés pour recevoir l'information



Qu'elle soit diffusée par radio ou par haut-parleur, il est essentiel que l'information soit effectivement comprise par les populations cibles.

Pour la première fois en RCA, des données fiables ont été collectées sur les langues les plus communément parlées dans les foyers et celles favorisées pour les communications écrites et orales. Comme illustrée sur la première carte (page suivante), la langue nationale, le sango, est la plus utilisée à l'échelle nationale ; tant au sein des familles (63%) que pour les communications écrites (56%) et orales (88%). Néanmoins, dans l'ouest, le nord-ouest et le sud-est cette prédominance du sango est concurrencée par une dizaine de langues. A l'échelle des sous-préfectures, une incroyable diversité linguistique existe quand l'on considère la première langue parlée à l'exclusion du sango (seconde carte). Dans la Nana- Bakassa, les trois quarts des populations utilisent une des trois formes de Gbaya ; à Ouango, 70% parlent le Yakoma tandis que la majorité des habitants de Markounda s'expriment en Kaba ou en Peul. Miroir de l'hétérogénéité ethnique de la population, cette diversité doit être comprise et mise

en pratique par les humanitaires pour être sûrs que les messages qui sauvent des vies soient compris de tous, sans discrimination ou laissé pour compte..

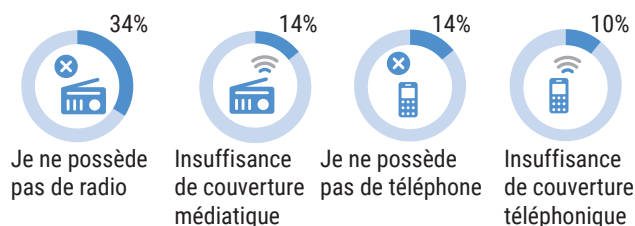
Qu'elle soit diffusée par radio ou par haut-parleur, il est essentiel que l'information soit effectivement comprise par les populations cibles. Pour la première fois en RCA, des données fiables ont été collectées sur les langues les plus communément parlées dans les foyers et celles favorisées pour les communications écrites et orales. La langue nationale, le sango, est la plus utilisée à l'échelle nationale ; tant au sein des familles (63%) que pour les communications écrites (56%) et orales (88%). A l'échelle des sous-préfectures, une incroyable diversité linguistique apparaît. Dans la Nana- Bakassa, les trois quarts des populations utilisent une des trois formes de Gbaya ; à Ouango, 70% parlent le Yakoma tandis que la majorité des habitants de Markounda s'expriment en Kaba ou en Peul. Miroir de l'hétérogénéité ethnique de la population, cette diversité doit être comprise et mise en pratique par les humanitaires pour être sûrs que les messages qui sauvent des vies soient compris de tous, sans discrimination ou laissé pour compte.

2. Accès et barrières d'information

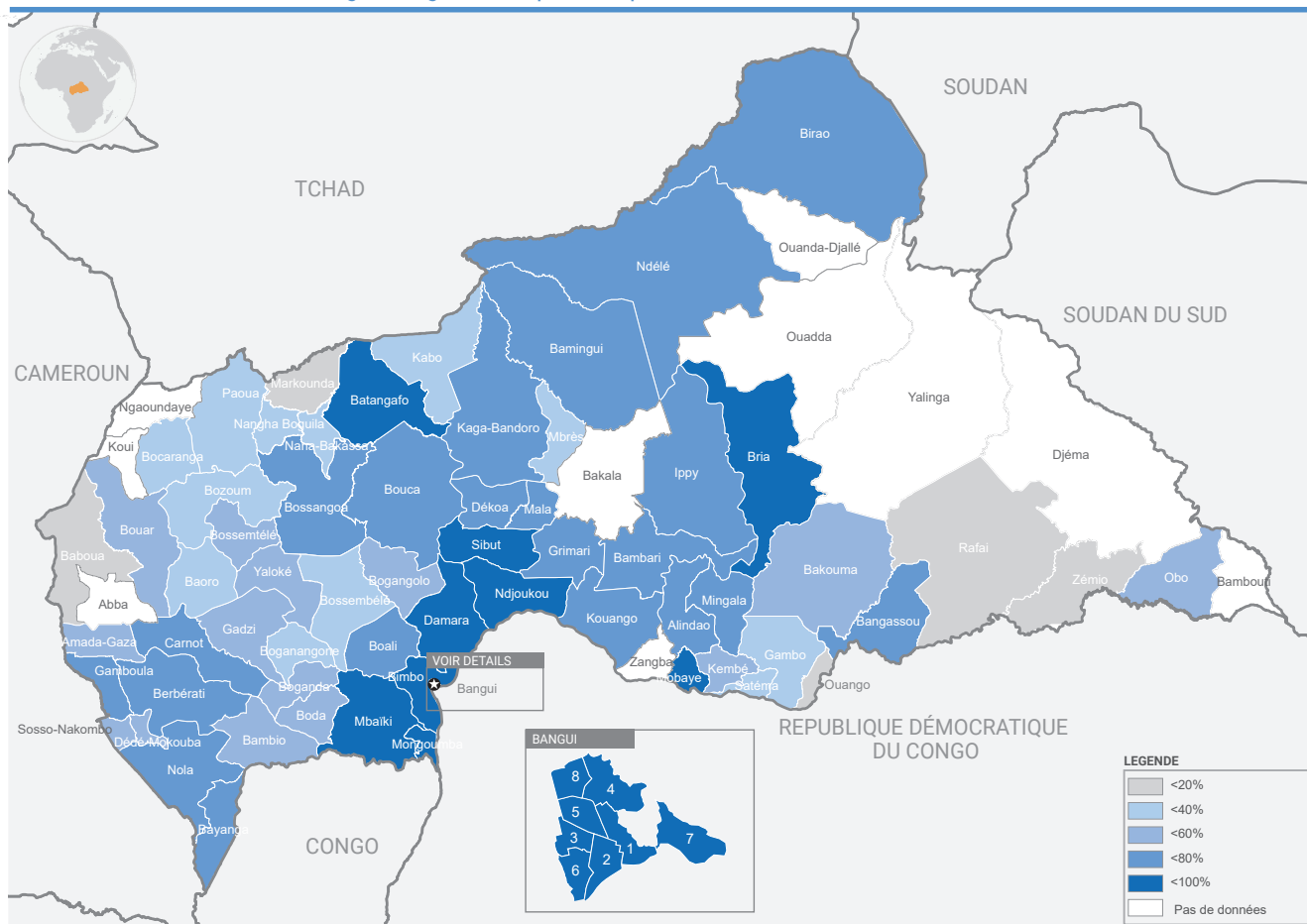
Une majorité de ménages interrogés (52%) ne rencontrent aucune barrière pour accéder aux informations dont ils ont besoin. Parmi les ménages qui ont signalé des obstacles pour accéder aux informations, les principales barrières sont la faible couverture médiatique (14%) et téléphonique (10%).

Une importante partie des ménages témoignent qu'ils ne possèdent pas de radios (34%) et/ou de téléphone (14%), ce qui limite grandement leur accès aux informations dont ils ont besoin.

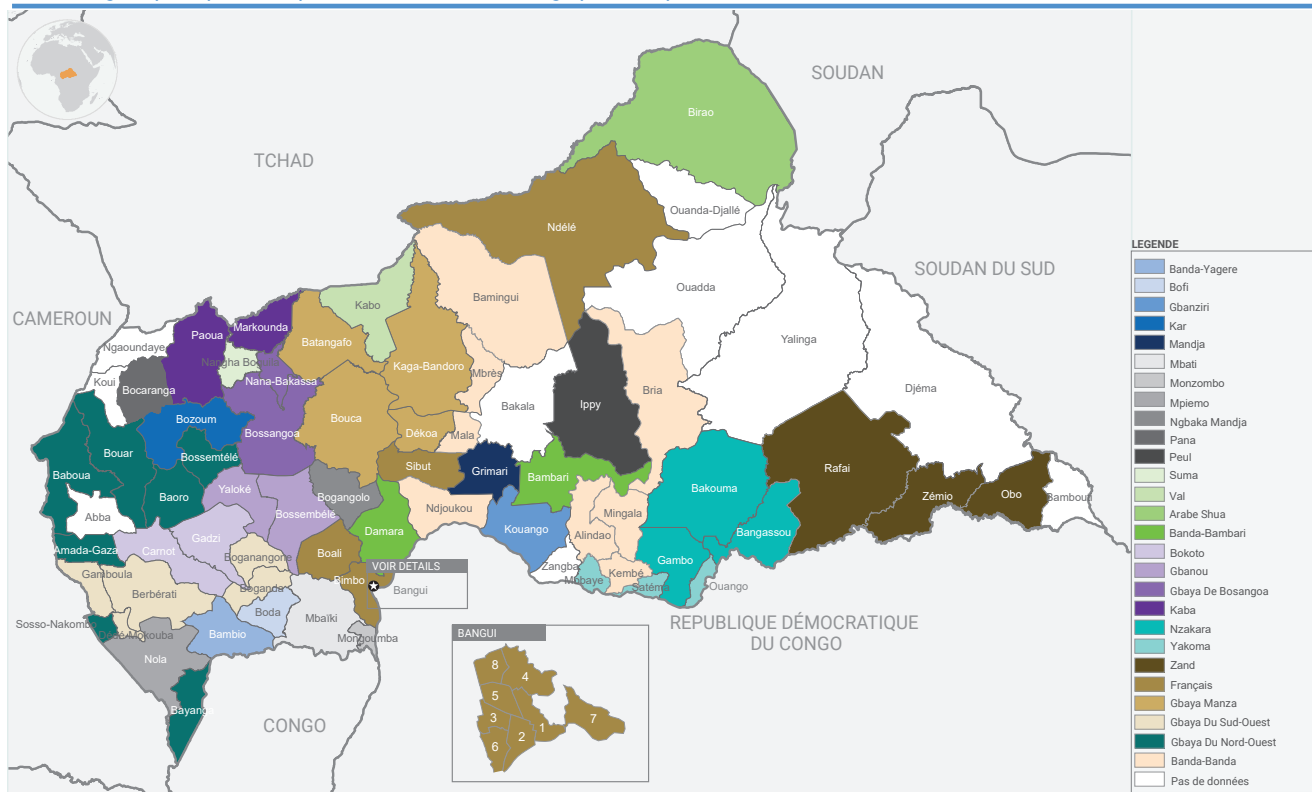
Couverture médiatique et moyen d'accès



Niveau de connaissance de la langue Sango en RCA par sous-préfecture



Autres langues principalement parlées en RCA sans le Sango par sous-préfecture



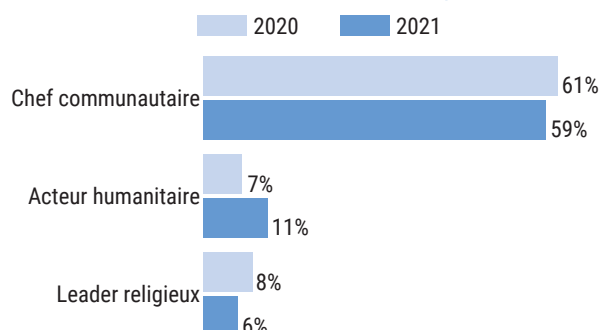
3. Niveau de confiance des principales sources

Les chefs communautaires sont perçus comme la principale source d'informations crédibles (59%) par les communautés affectées. Les acteurs humanitaires arrivent en deuxième position (11%), avant les chefs religieux (6%). Ces préférences concernent toutes les préfectures à l'exception de la Vakaga où l'indice de confiance des acteurs humanitaires est plus élevé (51%) que celui des chefs locaux (18%). Cette singularité de la Vakaga peut s'expliquer par l'importance du volume de l'assistance humanitaire. En effet, 81% des personnes interrogées ont reçu une assistance dans les six derniers mois, le plus fort taux du pays.

Cette corrélation positive entre la présence humanitaire et la confiance en eux se confirme par l'étude des tendances entre les groupes de population. Les PDI

vivant sur les sites sont à la fois celles qui affirment recevoir le plus d'aide humanitaire et celles qui ont le plus haut degré de confiance dans les informations fournies par les humanitaires. Un PDI sur site sur cinq cite les acteurs humanitaires comme principale source d'informations de confiance.

Evolution des sources d'informations préférées



Mécanismes de feedbacks et de plaintes

En 2021, 89% de l'ensemble de la population n'a pas déposé de plaintes ou feedbacks auprès des acteurs humanitaires¹⁷⁷. Pourtant, il existe plusieurs centaines de mécanismes de feedbacks et de plaintes à travers le pays, dont la répartition géographique varie en fonction de la présence opérationnelle des acteurs humanitaires.

Mécanismes de feedbacks préférés par les populations



54%

Réunion communautaire



50%

Face à face à la maison avec le travailleur humanitaire



25%

Face à face dans un bureau ou autre avec le travailleur humanitaire

Ainsi, plus de 141 mécanismes ont été répertoriés à Bangui, 94 dans la Ouaka et 75 dans l'Ouham mais uniquement 17 dans la Sangha-Mbaéré où les besoins humanitaires sont bien moindres¹⁷⁸. La disponibilité de mécanismes de plaintes au sein des communautés ne détermine donc pas leur utilisation par les populations affectées.

Ce faible taux d'utilisation des mécanismes en place s'explique tout d'abord par le manque de connaissance des populations sur leur existence et leur usage. La dernière enquête de perception conduite par GTS révèle que 74% des bénéficiaires ne savent pas faire des suggestions ou se plaindre des services humanitaires. Ce déficit d'informations pourrait provenir d'un manque de sensibilisation ou de son inadaptation avec les pratiques, rythmes et langues des populations (présentation des mécanismes en sango plutôt qu'en langue locale par exemple ou en journée lorsque les personnes vaquent à leurs occupations).

Les perceptions sont également liées à la capacité d'accès des groupes vulnérables aux mécanismes existants. Parmi 48 organisations humanitaires interrogées lors de l'exercice de cartographie, 83% ont estimé que toutes les populations ne peuvent pas y accéder facilement. Les partenaires humanitaires estiment que les personnes rencontrant le plus de barrières sont les femmes âgées, les personnes handicapées, les personnes illettrées et celles vivant dans les zones difficiles d'accès¹⁷⁹.

La sous-utilisation des plaintes et feedbacks est due à l'inadéquation entre les mécanismes et les préférences des populations. En effet, l'exercice de cartographie indique que les mécanismes de feedbacks les plus fréquemment utilisés par les organisations sont les boîtes à suggestions (63%), suivies des réunions communautaires (56%), des enquêtes de suivi post-distribution (54%), des comités de plaintes (52%) et des enquêtes de sortie/satisfaction (52%)¹⁸⁰. Pourtant, seuls 6% de ménages mentionnent les boîtes à suggestion comme leur mécanisme de plaintes et de feedbacks privilégié à l'échelle nationale¹⁸¹.

La confiance dans l'utilisation des mécanismes existant est impactée par la capacité des acteurs humanitaires à donner suite aux préoccupations, questions et plaintes que les populations expriment. Seuls un tiers des bénéficiaires qui ont déposé des plaintes ont reçu un retour de la part des humanitaires¹⁸². Ce taux chute de moitié lorsque l'ensemble des ménages, bénéficiaires ou non, sont interrogés (18%)¹⁸³. Les préfectures enregistrant les taux de réponse aux feedbacks les plus élevés sont aussi celles où l'indice de confiance en faveur des humanitaires est élevé. Il atteint ainsi 56% dans la Vakaga, où le taux d'utilisation des mécanismes en place est d'ailleurs le plus haut du pays (40% pour les familles hôtes, 30% pour les PDI en familles d'accueil, 31% pour les PDI sur les sites).

Section 2

Analyses des risques et suivi des besoins



Dékoa, Préfecture de la Kémo

Rosalie, veuve, assise dans sa parcelle en train de décortiquer les courges.

©OCHA/V. Bero

Partie 2.1

Analyse des risques

Fortement exposée aux catastrophes causées par la main de l'homme et par les chocs climatiques, la RCA dispose d'un tissu socio-économique, structurel et institutionnel faible ne lui permettant pas de les surmonter. Avec un score de 7,8 sur l'Indice INFORM, la RCA se classe au sixième rang mondial en termes de vulnérabilité face aux risques. Les conflits, conjugués aux changements climatiques, à l'environnement politique et au contexte épidémique, participent à l'érosion de la capacité de résilience des populations centrafricaines.

Conflits et insécurité



Toutes les régions du pays sont exposées à d'importants risques liés à l'insécurité et aux conflits. Si les dynamiques et protagonistes diffèrent, le contrôle des ressources naturelles constitue un enjeu commun.

Dans le nord-ouest et le centre, les affrontements armés pour le contrôle des mines d'or et de diamants continue d'être un facteur de risque majeur, associés au recours aux engins explosifs, au pillage des populations locales, à l'occupation des écoles et centre de santé et aux taxations illégales par les hommes en armes.

Ce contexte sécuritaire de plus en plus volatile favorisera la recrudescence des actes criminels opportunistes aussi bien dans les centres urbains qu'en zones rurales.

Transhumance



Les couloirs de transhumance seront de plus en plus le théâtre de conflits communautaires entre éleveurs et agriculteurs.

L'afflux de bétail sur le territoire centrafricain s'est intensifié à mesure que les pâturages et ressource en eau se sont raréfiés au Soudan, au Tchad et au Cameroun voisins. Les pressions exercées sur les ressources naturelles seront sources de vives tensions entre agriculteurs et éleveurs. Par ailleurs, le regain d'instabilité s'accompagne du non-respect des couloirs de transhumance et de l'abandon des règles traditionnelles qui guidaient les solutions à l'amiable entre agriculteurs et éleveurs.

Des opérations de sécurisation par les forces armées nationales et forces bilatérales du couloir de transhumance entre la RCA et le Tchad, également emprunté par les trafiquants d'armes, sont également hautement probables.

Changements climatiques



La RCA est classée à l'avant dernière place sur l'indice ND-Gain¹⁸⁴ qui évalue la vulnérabilité des pays au changement climatique et leur capacité à y faire face.

Au-delà de la corrélation entre la désertification des pays sahéliens et l'insécurité en Centrafrique dans le cadre de la transhumance, l'impact des changements climatiques en RCA se manifeste par des aléas climatiques de plus en plus fréquents.

Les tendances prévues du changement climatique en RCA devraient entraîner des précipitations extrêmes intenses, des périodes de sécheresse prolongées et une hausse des températures. Ces facteurs auront un impact sur la sélection et la productivité des cultures, les pratiques agricoles et exerceront une pression accrue sur les agriculteurs pour qu'ils élargissent leurs terres cultivées en forêts¹⁸⁵.

L'insécurité, la dégradation avancées des infrastructures et l'absence de service météorologiques ne permettent pas à la Centrafrique d'affronter et de se remettre des catastrophes naturelles. Il n'existe aucun poste pluviométrique sur l'ensemble du territoire alors qu'il y en avait 170 avant la crise. Seules trois stations hydrologiques sont fonctionnelles alors qu'il y en avait 42 auparavant¹⁸⁶.

Processus électoral



Les élections municipales en RCA sont prévues en 2022 dans un contexte où les autorités ont adopté une nouvelle loi fixant un nouveau découpage administratif.

Les élections locales n'ont pas été organisées depuis 1988 et les autorités communales actuelles sont pour la plupart nommées par les autorités nationales et non choisies par leurs administrés.

L'analyse des risques laisse présager des tensions en période électorale débouchant sur des violences localisées. Ces tensions se produiraient avant, pendant et après le vote, exacerbées par le défi d'acceptation du nouveau découpage administratif pour certaines communautés ethniques dans les sous-préfectures actuelles de Birao et Kabo, par exemple.

Des tensions seraient susceptibles de surgir autour des ressources naturelles et activités socio-économiques (chasse, pêche, mines, etc.). L'exploitation artisanale des ressources naturelles dans les zones affectées pourrait se faire sur des bases communautaires ou ethniques ou soumises à des taxations illicites selon les cas.

Epidémies



La faiblesse structurelle des installations d'hygiène et d'assainissement et l'accès de plus en plus limité aux services de santé auront un impact accru sur la propagation des maladies et des maladies infectieuses émergentes¹⁸⁷.

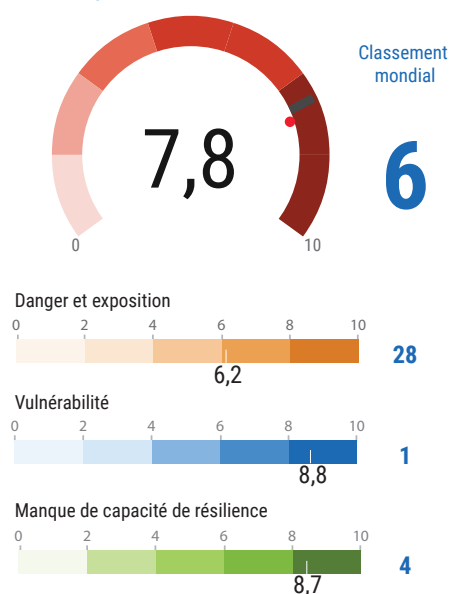
Les maladies diarrhéiques, qui représentent déjà un fardeau de santé publique important en RCA, sont susceptibles d'augmenter¹⁸⁸ compte tenu de l'accès limité de la grande majorité de la population à l'eau potable et à l'assainissement.

En cas de résurgence de la maladie à virus Ebola en République Démocratique du Congo, la RCA serait particulièrement exposée à la propagation de la maladie en raison de mouvements transfrontaliers importants conjugués à la faiblesse du système de surveillance et de soins.

Enfin, la RCA prend la tête des pays les plus vulnérables à la pandémie COVID-19 sur l'index INFORM de 2019.

Malgré ces risques épidémiques importants, la RCA obtient un score de préparation très bas de 26 points sur le ReadyScore Index qui calcule le niveau de préparation aux épidémies de chaque pays¹⁸⁹.







Risques - Index INFORM 2021



Analyse des risques en un coup d'œil.





CONFLITS ET INSÉCURITÉ

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque	Zone de risque
Criminalité	3	5	15	 Tout le pays
Opérations militaires	5	4	20	 Zones minières et frontières (Nord et Ouest)
Attaques et exactions sur les civils	5	5	25	 National
Attaques sur les objectifs civils (hôpitaux, écoles, ponts)	5	3	15	 Zones d'opérations militaires
Engins explosifs	4	4	16	 Nord Ouest et Centre
Restructuration des groupes armés (GA)	4	3	12	 Centre, Sud-Est etc
Indicateurs à suivre	# d'alertes liées aux violences enregistrées par le mécanisme UNICEF/RRM; # d'incidents contre le personnel humanitaire; # d'incidents contre l'infrastructure civile ; # de violations de l'APPR; # d'axes inaccessibles pour raisons sécuritaires; # de zones de priorité de protection collectées à travers l'outil 2P d'OCHA.			



TRANSHUMANCE

	Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque	Zone de risque
	Conflits croissants entre éleveurs et agriculteurs et changement des couloirs de transhumance traditionnels	4	5	20	 Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Kemo, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Ouaka
	Abandon des règlements à l'amiable et tensions croissantes autour des ressources	5	4	20	
	Risques de ciblage et stigmatisation	5	4	20	
	Hausse de VBG	5	5	25	
Indicateurs à suivre		# d'incidents liés à la transhumance à travers le protection monitoring; % d'individus forcés de se déplacer à cause des tensions liées à la transhumance; % d'individus retournés qui s'étaient initialement déplacés à cause des tensions liées à la transhumance; % de localités disposant de mécanismes de gestion des conflits/ médiation pour prévenir et apaiser les tensions liées à la transhumance; % de localités où des cas de VBG ont été rapportés lors de tensions/ conflits liés à la transhumance.			




CHANGEMENT CLIMATIQUE

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque	Zone de risque
Inondation	3	4	12	Bangui, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Basse-kotto
Incendie	2	3	6	Site de PDI, zone de chasse/agricole associées aux couloirs de transhumance
Déforestation	1	2	2	Lobaye, Mambéré-Kadei, Sangha-Mbaéré
Sécheresse (risque de propagation à l'intérieur de la RCA)	4	4	16	Les frontières tchadiennes, soudanaises et camerounaises
Indicateurs à suivre	# d'incidents dus aux catastrophes naturelles enregistrés par le mécanisme UNICEF/RRM (incendies et inondations); Evolution du niveau d'eau de l'Oubangui; # de PDI sur sites affectées; Cartographie des risques (REACH).			



PROCESSUS ELECTORAL

	Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque	Zone de risque
	Tensions communautaires et/ou ethniques localisées	3	4	12	 National
	Non acceptation du nouveau découpage administratif/tensions autour du contrôle des ressources naturelles/taxation	3	3	9	
	Augmentation des interlocuteurs pour les acteurs humanitaires	2	3	6	
	Mouvement de population à petite échelle	3	3	9	
Indicateurs à suivre		# Incidents contre les civils; # Contenu et tendance médiatiques (déclarations, désinformation, incitations aux violences); # Tensions, manifestations et violences localisées; # de mesures sécuritaires prises par les acteurs humanitaires (réduction du personnel, évacuations sécuritaires, hibernation).			



EPIDÉMIES

Risque	Impact	Probabilité	Niveau de risque	Zones de risque
COVID-19	4	5	20	Bangui et centres urbains, sites de PDI, zones difficiles d'accès où les cas seraient difficilement dépistés et traités
Ebola	5	4	20	Bangui, Bimbo, Mbaiki, Mougoumba
Paludisme	4	5	20	National
Choléra et maladies hydriques	3	5	15	Sites de PDI, rives de l'Oubangui et sous-préfectures à risque d'inondations
Maladies évitables par la vaccination (MEV), y compris rougeole, poliomyélite et méningite	3	5	15	Sites de PDI et zones difficiles d'accès
Rage	2	4	8	National
Variole du singe	1	5	5	National
Indicateurs à suivre	# de cas et décès liés à la COVID-19 enregistrés sur les sites de PDI; # cas et décès des enfants liés à la rougeole; # nature des alertes transmises par les 31 sites de notification de surveillance épidémique; Saturation des capacités hospitalières et heurts dans les FOSA; Renforcement des mesures de riposte COVID-19.			

Echelle (Niveau de probabilité X Niveau d'impact)	Niveau de risque
1 à 7	Faible
8 à 15	Moyen
16 à 25	Elevé

Partie 2.2

Suivi des besoins

Tableau des indicateurs de suivi

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence	Source
CCCM/Abris/NFI	# de ménages vivant en famille d'accueil (désagréé par sexe et âge du chef de ménage) ayant bénéficié de kits d'hygiène	Trimestrielle		MSNA/UNICEF-RRM/Partenaires
	# de personnes (désagréé par sexe et âge) vivant dans les sites et lieux de regroupement ayant bénéficié d'abri d'urgence (kit)	Trimestrielle		MSNA/UNICEF-RRM/Partenaires
	# de personnes (désagréé par sexe et âge) vivant sur les sites et lieux de regroupement bénéficiant d'une assistance CCCM	Trimestrielle		MSNA/UNICEF-RRM/Partenaires
Education	% des enfants inscrits à l'école en fin d'année scolaire (inscrits dans un établissement en début d'année scolaire et n'ayant pas abandonnés en cours d'année scolaire)	Annuelle	55%	MEPS
	% d'enfants fréquentant l'école de manière régulière	Annuelle	37%	MEPS
	% d'écoles fonctionnelles	Annuelle	73%	MEPS
	Ratio élèves inscrits/enseignant	Annuelle	1/100	MEPS
	% de maîtres-parents	Annuelle	66%	MEPS
EHA	% de ménages ayant accès à une quantité d'eau suffisante par jour et par personne	Annuelle	60%	Cluster/ MSNA
	% de ménages ayant des problèmes liés aux infrastructures sanitaires	Annuelle	60%	Cluster/ MSNA
	% de ménages se lavant les mains avec de l'eau ou de la cendre aux 3 moments clés	Trimestrielle	75%	Cluster/ MSNA
Nutrition	# de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS)	Trimestrielle		MSNA/SMART SNAPS
	# de cas de malnutrition aiguë modérée (MAM)	Trimestrielle		MSNA/SMART SNAPS
	# de cas de femme enceinte et femme allaitante (FEFA MAM)	Trimestrielle		MSNA/SMART SNAPS
	MAG chez les enfants de 6-59 mois et les FEFA	Annuelle	12,2% (SMART 2019)	SMART
	Malnutrition chronique	Annuelle	42,3% (SMART 2019)	SMART
	Pratique d'allaitement maternel optimal exclusif	Annuelle	49,6% (SMART 2019)	SMART

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence	Source
Protection	# d'incidents de protection collectés et vérifiés, désagregés par typologie	Mensuelle	2 777	Monitoring de protection
	% de ménages qui ont déclaré avoir accès à une distance de marche aux mécanismes communautaires de protection	Semestrielle	20%	MSNA
	% de ménages ayant subi des incidents affectant des membres du ménage au cours des 30 derniers jours	Annuelle	18%	MSNA
	% de ménages comprenant au moins un membre en détresse psychosociale, par âge et genre	Annuelle	55% adultes 58% enfants 5 ans+	MSNA
	% de ménages dont au moins un des adultes du ménage ou le chef du ménage ne se sent actuellement pas en sécurité dans sa localité, son environnement et sa situation par raison	Annuelle	71% hommes 69% femmes	MSNA
	% de ménages dont les adultes se sentent préoccupés pour la sécurité de leurs enfants (moins de 18 ans) par raison	Annuelle	68% garçons 71% filles	MSNA
	% de PDI vivant dans les communautés d'accueil par rapport à la population totale	Trimestrielle	16%	CMP
AoR Protection de l'enfance	% de ménages ayant des enfants de moins de 18 ans qui ne résident actuellement pas dans le ménage par raison	Annuelle	16%	MSNA
	# d'ENA et ES identifiés	Trimestrielle		SCPE
	% de ménages dans lesquels les adultes se préoccupent pour la sécurité de leurs enfants (moins de 18 ans), par raison	Annuelle	71% filles 68% garçons	MSNA
	# d'EAFGA sortis et libérés des forces et groupes armés	Trimestrielle	1 694	SCPE
AoR VBG	# d'incidents de VBG déclarés	Trimestrielle	6 336	VBG
	# de services de prise en charge VBG par type et lieux	Trimestrielle	1 007	VBG
Santé	Taux d'utilisation des services curatifs	Mensuelle	1.5/Consult/an	Cluster
	# de décès sur 10 000 habitants par jour	Trimestrielle	<1 décès / 10 000	Cluster
	# de cas de santé mentale référés	Mensuelle	> 30/100 000 habitants	Cluster
Sécurité alimentaire	Score de consommation alimentaire	Mensuelle/ Trimestrielle		Cluster SA / Enquêtes (ENSA, EFSA, mVAM)
	Index de stratégie de suivi (rCSI)	Mensuelle/ Trimestrielle		Cluster SA/ Enquêtes (ENSA, EFSA, mVAM)
	% ménages ayant un accès aux intrants/animaux	Semestrielle		Cluster SA/ Enquêtes (PDM)
	Indice de fonctionnalité des marchés et suivi des prix	Mensuelle/ Trimestrielle		mVAM, Groupe de Travail Cash

Section 3

Analyses sectorielles



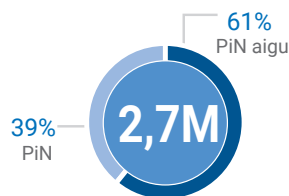
Bambari, Préfecture de l'Ouaka

Femmes déplacées à la mosquée de Bambari.

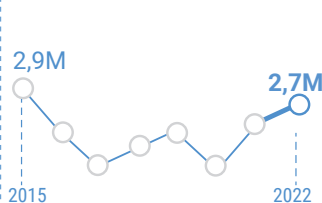
©OCHA/E. Schneider

Protection

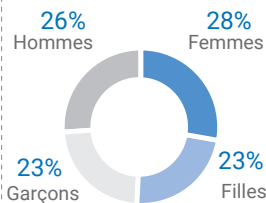
Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire



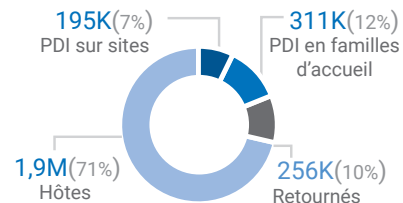
Evolution des besoins humanitaires (2015-2022)



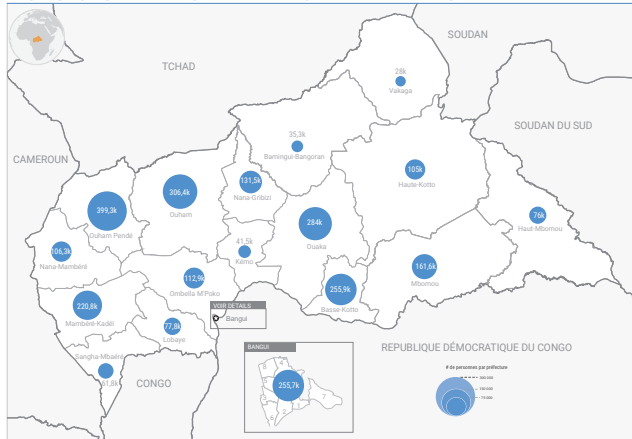
Besoins humanitaires par genre/âge



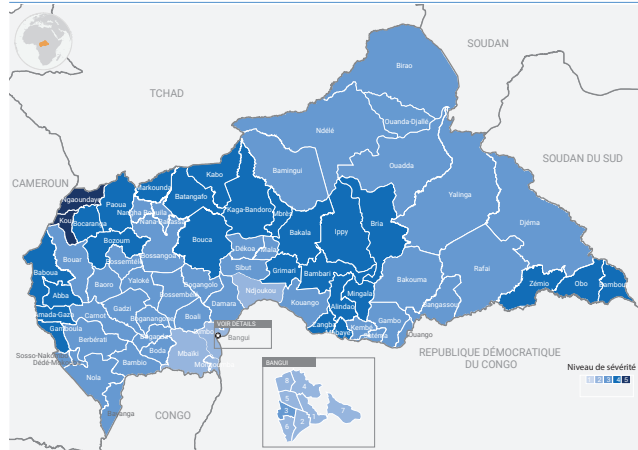
Besoins humanitaires par groupe de populations



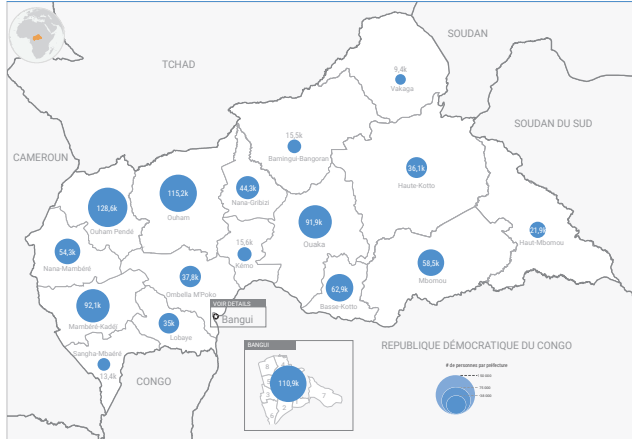
PROTECTION GÉNÉRALE - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



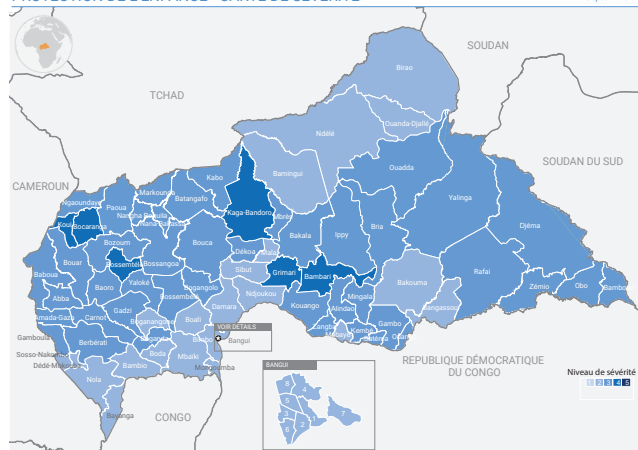
PROTECTION GÉNÉRALE - CARTE DE SÉVÉRITÉ



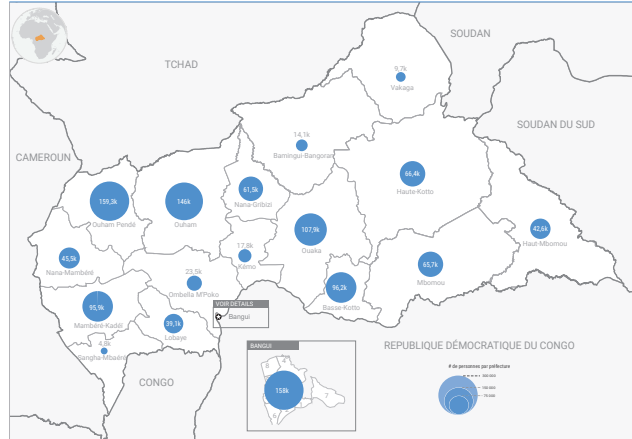
PROTECTION DE L'ENFANCE - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



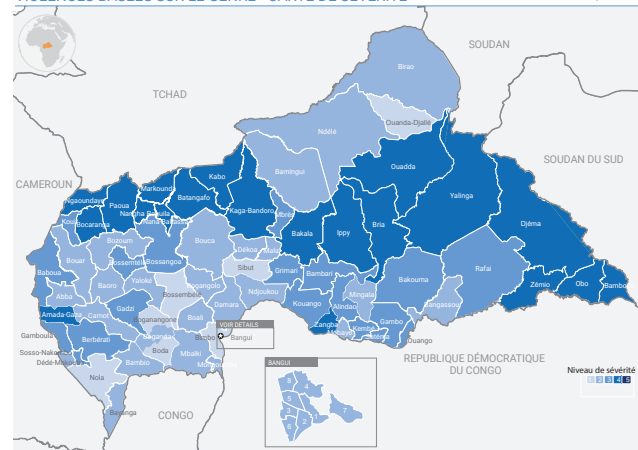
PROTECTION DE L'ENFANCE - CARTE DE SÉVÉRITÉ



VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE - CARTE DE SÉVÉRITÉ

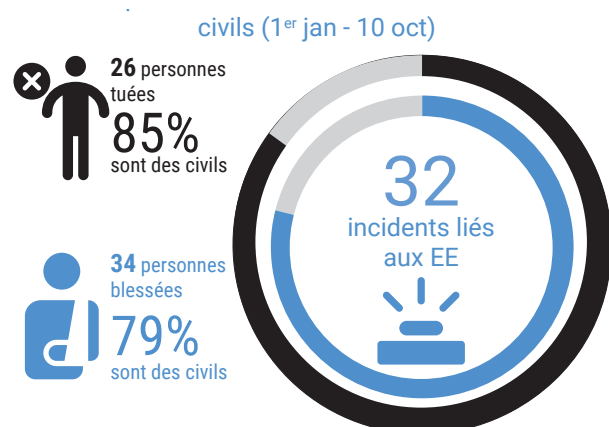


Aperçu des besoins

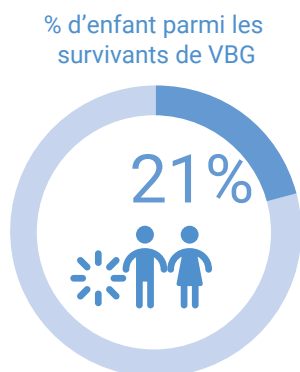
La crise de protection en RCA, marquée par de graves violations des droits de l'homme, s'est détériorée en 2021. La mobilisation des groupes armés et les opérations militaires lancées par les forces armées centrafricaines (FACA) et le personnel de sécurité bilatéral, y compris dans les zones qui avaient acquis une certaine stabilité, ont eu un impact considérable sur la population civile.

Au premier semestre 2021, le monitoring de protection a documenté 2 777 incidents de protection, soit en moyenne plus de 15 incidents par jour. Les cas de violences sexuelles ont particulièrement augmenté en 2021. Ainsi, 6 336 cas de VBG ont été rapportés par le GVBIMS dont 26% de violences sexuelles, contre 4 002 pour la même période en 2020, soit une augmentation de 58%. La poursuite des hostilités s'est également accompagnée d'autres violations des droits de l'homme telles que le recours à la torture, aux arrestations et détentions arbitraires, aux exécutions extrajudiciaires dont certaines auraient pour sous-bassement des soupçons d'appartenance à un camp différent.

Le recours aux engins explosifs a pris de l'ampleur dans le nord-ouest de la RCA. Au total, 32 incidents ont été rapportés. Les civils en sont les premières victimes (respectivement 85% et 79% de personnes décédées et blessées).



Les défis liés à la protection de l'enfance persistent avec le recrutement et l'utilisation des enfants par les groupes armés, leur exposition aux risques y compris aux engins explosifs, au travail forcé, aux séparations familiales ou aux viols. Les enfants, représentent ainsi 21% de survivants de violences sexuelles.



L'insécurité, et dans une moindre mesure les inondations, ont provoqué une augmentation de 11% de PDI au cours des 12 derniers mois, faisant passer le nombre de PDI à plus de 722 000 fin septembre 2021¹⁹⁰ dont 180 000 vivent sur 96 sites. Plusieurs problèmes de protection sont régulièrement rapportés sur les sites de PDI (violations du caractère civil et humanitaire de sites, viols, arrestations arbitraires, détentions illégales etc.). Parallèlement, les risques d'éviction des PDI sur sites se sont accrus, y compris pour des raisons liées à la perception d'assimilation de certaines populations aux groupes armés et des revendications de propriétaires terriens sur les sites abritant les PDI. Parallèlement, les PDI, en particulier celles de longue date, sont souvent dans l'incapacité de retrouver leur logement terre et bien (LTB) à leur retour. La cartographie des zones impactées par les problématiques de LTB, réalisée en juin 2021 par NRC, a recensé 2 500 cas d'occupations abusives ou de ventes illicites de maisons et terrains appartenant à autrui. Les préfectures les plus touchées sont la Nana-Gribizi, la Basse-Kotto, la Lobaye, l'Ombella-M'poko, la Nana-Mambéré et la Mambéré-Kadéï.

Populations affectées

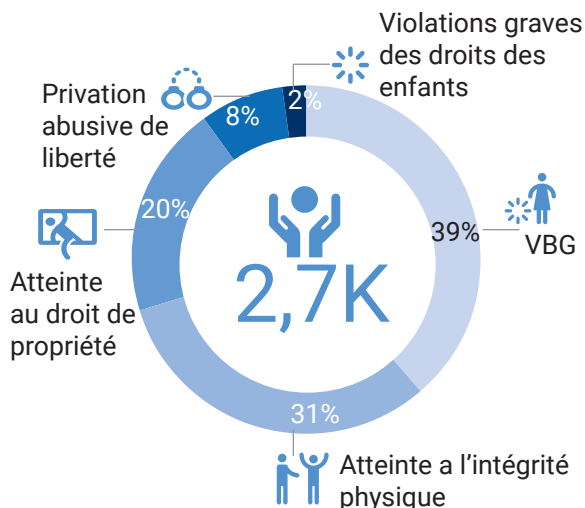
Les personnes dans le besoin en protection sont constituées de 100% des PDI sur site, de 100% des personnes retournées et rapatriées, de 60% des PDI en famille d'accueil et de 40% de la population hôte. Bien qu'une grande partie des PDI sur sites, des retournés et des rapatriés aient été assistés, il est nécessaire de veiller à ce qu'ils aient un accès équitable et non discriminatoire aux services existants, y compris pour les nouveaux mouvements à venir. Sur l'ensemble des personnes dans le besoin, les personnes de sexe féminin représentent 51%. Les préfectures les plus affectées sont l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Gribizi, la Ouaka, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, le Haut-Mbomou, la Nana-Mambéré et la Mambéré-Kadéï. L'analyse des besoins au niveau des préfectures et sous-préfectures donne des résultats relativement différents selon le type d'incident analysé et la zone géographique couverte.

Analyse des besoins sectoriels Protection

Le nombre de personnes dans le besoin en protection est estimé à 2,7 millions de personnes, soit une augmentation de 6% par rapport à 2020. Les personnes dans le besoin aigu sont estimées à 1,6 millions personnes.

Au premier semestre 2021, le monitoring de protection a documenté 2 777 incidents de protection individuels dont 39% de VBG, 31% d'atteintes à l'intégrité physique et au droit à la vie, 20% d'atteintes au droit de propriété, 8% de privations abusives de liberté et 2% de violations graves des droits des enfants.

Incidents de protection individuels



Les personnes affectées étaient constituées de 44% d'hommes, 41% de femmes, 11% de filles et 4% de garçons. Les personnes vivant avec un handicap représentent 3% du total des personnes ayant rapporté des incidents de protection. 33% des incidents de protection ont été documentés dans les préfectures de la Ouaka, la Nana-Gribizi et de la Kémo. Par ailleurs, les réseaux communautaires de protection ont rapporté 312 alertes de protection faisant référence à des incidents de protection impactant un grand nombre de personnes.

En moyenne, 11% de ménages interrogés à travers la MSNA ont rapporté avoir subi des incidents affectant des membres de leur famille au cours des 30 derniers jours en 2020. En 2021, les ménages rapatriés (21%) les PDI sur site (20%) sont légèrement plus affectés que les ménages hôtes et PDI en familles d'accueil (17%). Selon le monitoring de protection de l'UNHCR et ses partenaires, 76% des relais communautaires consultés dans le cadre du monitoring de protection entre avril et juin 2021 ont indiqué qu'un ou plusieurs incidents de protection avait eu lieu dans leurs communautés au cours des 30 derniers jours. Ainsi, il semble que les ménages consultés percevaient une détérioration de la situation de sécurité pour les membres de leurs familles par rapport à 2020. De même, selon les résultats de la MSNA, 58% des ménages de PDI sur sites interrogés ont déclaré que les femmes ou les filles dans leurs ménages ont évité certaines zones par crainte pour leur sécurité. Cette proportion est de 43% pour les PDI en familles d'accueil. Ainsi, il semble que les ménages de

PDI sur sites perçoivent plus fréquemment un sentiment d'insécurité pour leurs femmes et leurs filles que les PDI vivant en familles d'accueil. Cette perception est par ailleurs confirmée par le monitoring de protection qui rapporte que plus d'un incident VBG sur dix survenu entre avril et juin 2021 a eu lieu sur un site de PDI.

Dans un contexte où près de 722 000 personnes sont en situation de déplacement, 25% des ménages interviewés dans le cadre de la MSNA affirment avoir subi des restrictions de mouvements pendant les 30 derniers jours, notamment par crainte pour leur sécurité, des barrières érigées par les éléments des groupes armés et dans une certaine mesure des restrictions liées à la COVID-19. Les PDI en familles d'accueil ainsi que les personnes retournées et rapatriées perçoivent plus de restrictions de mouvements par crainte pour leur sûreté et/ou leur sécurité (70%). Interrogés sur les raisons de ces restrictions, respectivement 33% et 31% indiquent un lien avec les barrières et/ou la fermeture des routes par les porteurs d'armes. 22% des victimes de violations du droit à la liberté de mouvement documentées par le monitoring de protection sont des personnes retournées ou rapatriées. Parmi les restrictions, quelques ménages ont évoqué la stigmatisation et les risques. Les évaluations participatives réalisées en février 2021 dans 10 localités réparties sur 8 préfectures par UNHCR et ses partenaires de mise en œuvre, d'autres partenaires opérationnels et les autorités locales ont révélé une nette dégradation de la situation sécuritaire et de protection de 625 personnes participant aux groupes de discussion. La plupart des groupes ont également partagé leurs inquiétudes relatives à l'absence ou à la perte de leurs documents d'identité qui a également impacté leur liberté de mouvements.

L'éviction forcée à deux reprises des 8 000 PDI du site Elevage à Bambari et du site de la Mosquée centrale où ils avaient trouvé refuge présage d'un risque élevé dans d'autres régions aussi. En effet, les acteurs de protection reçoivent de plus en plus d'alertes indiquant des menaces d'éviction de PDI dans certaines régions, notamment dans l'Ouham et la Nana-Gribizi. Ces menaces proviennent notamment des propriétaires de terre sur lesquelles les sites sont établis et de quelques autorités locales.

Selon les résultats de la MSNA, 50% des ménages en RCA ont soit certains ou aucun membre ne possédant pas d'acte de naissance et/ou de carte d'identité.


% de ménage indiquant qu'un membre ou plus n'a pas de pièce d'identité

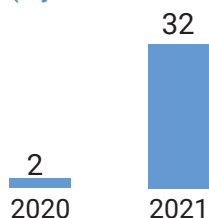


L'impact du manque de documentation civile s'est amplifié en raison des contrôles d'identité menés dans le contexte des opérations militaires contre les groupes armés.

Les sous-préfectures de Obo, Mingala et Batangafo sont les plus affectées, avec respectivement 77%, 70% et 63% des ménages interviewés qui ont déclaré n'avoir aucun membre possédant une pièce d'identité ou un acte de naissance. Selon les résultats du MICS 2019, 45% des enfants de moins de 5 ans ne sont pas enregistrés à l'état civil. Par ailleurs, 49% de la population ne dispose pas d'information suffisante sur les démarches à entreprendre pour obtenir un acte de naissance.

UNMAS a rapporté 32 incidents impliquant des engins explosifs entre janvier et septembre 2021, notamment dans les préfectures de la Mambéré-Kadéï, l'Ouham, l'Ouham-Pendé, l'Ombella-M'Poko, la Ouaka et la Nana-Gribizi. Les rapports indiquent une très forte hausse par rapport à 2020 où seulement 2 incidents impliquant des engins explosifs avaient été rapportés.

 **Augmentation des incidents liés aux EE (1 jan - 10 oct 2021)**



Ces incidents ont blessé 27 civils et 7 éléments armés et ont tués 22 civils et 4 éléments armés. Les civils constituent ainsi 85% de personnes décédées et 79% de personnes blessées. Il convient également de noter qu'à diverses occasions, les membres des communautés ont exprimé le besoin de dépolluer les écoles qui avaient été occupées par les porteurs d'armes. D'après le cluster Education, 46 écoles ont été occupées par des porteurs d'armes entre janvier et août 2021.

Les résultats de la MSNA ont mis en avant l'ampleur du travail forcé qui, en certaines circonstances, peut être considéré comme constitutif de la traite des personnes. Les proportions de ménages interviewés qui ont déclaré qu'au moins un de leurs membres avait été soumis à une forme de travail forcé varie selon le profil de la zone : plus ou moins 6% pour les zones dans lesquelles il y a des mouvements de la population (déplacements et retours), plus ou moins 10% dans certaines zones se trouvant le long de la route principale d'approvisionnement (Boali, Bimbo et Damara) et 1% ou moins à Bangui, Yaloke et des zones reculées telles que Alindao, Kabo, Zemio, etc. L'agriculture, l'exploitation forestière et le travail domestique sont les trois domaines d'exploitation les plus répandus, et qui figurent parmi les 3 types

principaux d'exploitation et de travail forcé dans toutes les préfectures. La Mambéré-Kadéï, la Nana-Mambéré, l'Ombella M'Poko et la Sangha-Mbaéré sont les préfectures les plus concernées par l'exploitation dans les carrés miniers. La pauvreté des ménages, surtout en temps de crise, figure parmi les causes profondes de la traite des personnes. Les effets sur les victimes de traite sont variés en fonction de la nature et de l'ampleur des violences infligées aux survivant(e)s.

Selon des sources concordantes, la saison de transhumance à venir risque d'impliquer un flux important de bétail en provenance des pays voisins, en plus de la transhumance interne. Au-delà des conflits entre agriculteurs et pasteurs, la présence concomitante de plusieurs acteurs de sécurité et des services de l'Etat, en quête de revenus, couplée aux dispositions prises par les transhumants afin de sécuriser leur bétail risque d'être à l'origine d'une hausse de la violence armée sur les couloirs de transhumances.

Analyse des besoins sectoriels

Protection de l'enfant

Le domaine de responsabilité de la Protection de l'Enfant estime à 944 000 le nombre d'enfants en besoin de protection (dont 51% filles et 49% garçons) soit une augmentation de 4% par rapport à 2021.

L'activisme des groupes armés dans certaines localités, les affrontements armés récurrents, les violences liées à la gestion de la transhumance et les pratiques culturelles néfastes impactant les droits des enfants sont des facteurs sous-jacents de la détérioration de l'environnement de protection de l'enfant en RCA.

Les violences sexuelles viennent en première position des risques de protection pour les enfants, particulièrement les filles. Lors de l'évaluation générale de besoins de protection de l'enfant réalisée en juillet et août 2021, 36% de personnes consultées ont noté les violences sexuelles comme étant le problème le plus courant de protection de l'enfance. Cette préoccupation est confirmée par les données de la MSNA, selon lesquelles, 31% des ménages hôtes interrogés indiquent que les violences sexuelles sont le risque de protection auquel leurs filles sont le plus exposées. Ce ratio est beaucoup plus élevé (50%) pour les ménages déplacés sur des sites. En effet, le déplacement contribue à

Besoins humanitaires par genre/âge



aggraver la vulnérabilité des enfants. Ainsi, 20% de ménages PDI interrogés ont déclaré avoir subi des incidents qui ont affecté les membres de leurs ménages en juillet 2021, y compris les enfants. Par ailleurs, 58% de ménages de PDI interviewés ont déclaré que leurs filles évitent certaines zones par crainte pour leur sécurité.

L'évaluation générale des besoins en protection de l'enfant a noté la présence d'EAFGA dans l'ensemble des 27 sous-préfectures couvertes par l'enquête, à l'exception de Bangui. Par ordre d'importance, les modes de recrutement les plus répandus sont : i) le recrutement forcé (chez les filles comme chez les garçons) ii) le recrutement « volontaire » (chez les garçons) et iii) le mariage forcé (chez les filles). Au sujet du rôle que jouent les filles et garçons au sein des groupes armés, les ménages consultés ont mentionné que les enfants sont souvent recrutés ou enrôlés pour tenir des rôles de combattants (55%), cuisiniers (52%), épouses des combattants (51%), espions (49%) et porteurs de messages (49%).

Utilisation des filles et garçons au sein des groupes armés



Si de janvier à juillet 2021, 1 694 EAFGA ont été sortis des groupes armés et ont bénéficié de programmes de réintégration aux côtés d'autres enfants vulnérables, la lenteur du processus de vérification et de réintégration demeure un défi qui risque d'impacter la confiance des communautés envers les acteurs humanitaires. A cela s'ajoutent l'insécurité et la fragmentation des groupes armés qui ont rendu le contact difficile avec ces derniers, et impactent le processus de sortie « formelle » des enfants. Ainsi, l'évaluation générale révèle que la sortie informelle semble être le mode de séparation le plus utilisé par les enfants.

Par ailleurs, les crises prolongées ont également favorisé le travail des enfants. A cet égard, 36% des ménages PDI vivant sur sites interrogés dans le cadre de la MSNA ont déclaré que leurs enfants âgés entre 5 et 17 ans travaillent pendant plus de 4 heures par jour. Cette proportion est de 32% pour les ménages des communautés hôtes, de 31% pour les ménages de PDI

vivant en familles d'accueil et de 25% pour les ménages retournés ou rapatriés.

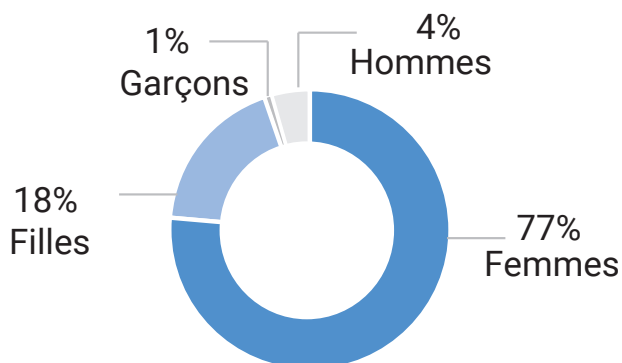
Les crises ont en outre donné lieu à des séparations familiales et déstructuré le tissu social existant notamment en termes de mécanisme de protection communautaires. Ainsi, l'évaluation générale de protection de l'enfant montre que seules 12% des communautés consultées offrent des solutions alternatives adaptées aux enfants non accompagnés et séparés, selon leur âge et genre.

Certains facteurs multisectoriels sont ressortis comme aggravant la vulnérabilité des enfants. Il s'agit notamment du faible accès à l'école, des difficultés d'accès à l'eau potable et du faible accès aux soins de santé pour certains groupes discriminés. Les enfants qui se trouvent en dehors du circuit scolaire sont ainsi plus à risque de faire face à des violences que les autres, y compris des violences sexuelles. Il semblerait qu'ils soient aussi plus fréquemment visés par les recruteurs d'enfants au sein des groupes armés et plus souvent victimes des pires formes de travail. Les enfants étant plus impliqués dans la collecte de l'eau, la distance entre le point d'eau et la maison expose ces derniers aux abus.

En rapport avec la détresse psychosociale, selon la MSNA, 11% de ménages déplacés sur les sites et rapatriés/retournés et 7% de ménages de communautés hôtes ont déclaré avoir au moins un enfant âgé de 5 ans ou plus faisant l'insomnie ou ayant des troubles de sommeil, comme symptôme de la détresse psychosociale. Quant aux enfants vivant avec un handicap, selon le rapport de l'évaluation générale de protection de l'enfant, 10% des enquêtés ont estimé que ces enfants (filles et garçons) sont discriminés.

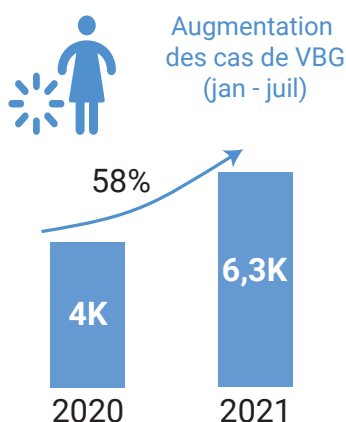
Analyse des besoins sectoriels Violences basées sur le genre

Besoins humanitaires
par genre/âge



Les VBG sont endémiques en RCA et la crise contribue à les exacerber. Cette situation est renforcée par des normes socioculturelles défavorables aux femmes et aux filles, et ce malgré l'existence de politiques et de textes normatifs en la matière¹⁹¹.

Selon GBVIMS, de janvier à juillet 2021, 6 336 cas de VBG ont été rapportés contre 4 002 pour la même période en 2020, soit une augmentation de 58% du nombre de cas déclarés aux fournisseurs des services spécialisés.



Ceci résulterait notamment de l'amélioration des connaissances de l'existence des services à travers les campagnes de

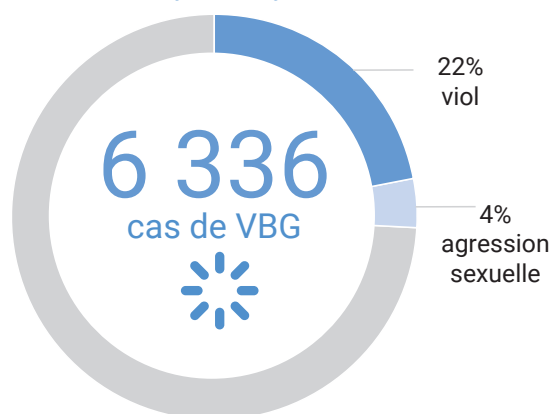
sensibilisation menées par les acteurs de protection, de la stratégie de déploiement des services mobiles sur les axes qui étaient inaccessibles pendant longtemps, de la mise en place de services fournis à distance, et du renforcement de la coordination VBG au niveau sous-national.

Malgré les efforts de la réponse en cours, la disponibilité des services spécialisés en matière de VBG de qualité demeure encore insuffisante dans la majorité des préfectures. De même, l'intégration des mesures d'atténuation des risques des VBG par les clusters non spécialisés reste encore un défi majeur. Il en est de même de la gestion des cas spécifiques d'exploitation et d'abus sexuels, notamment au niveau du renforcement des services appropriés qui répondent aux besoins

des survivants et qui intègrent systématiquement les aspects de sécurité.

Sur l'ensemble des cas rapportés via le GBVIMS, les viols représentent 22%, les agressions sexuelles 4%, les agressions physiques 27%, les dénis de ressources/opportunités/services 24%, les violences psychologiques 21% et les mariages forcés 2%. Les femmes et les filles sont les plus touchées avec 95% de survivant(e)s contre 5% pour les hommes et les garçons. Les survivant(e)s mineurs de 0-17 ans (filles et garçons) représentent 21%. Les hommes et les garçons sont davantage vulnérables que ne reflètent ces chiffres du fait de la crainte de la stigmatisation et par le manque de services adaptés à leur spécificité.

Cas de VBG signalés par la GBVIMS
de janvier à juillet 2021



En plus de la stigmatisation, les personnes vivant avec un handicap (2% du total des personnes assistées en 2021 selon GBVIMS) souffrent de dépendance d'autrui du fait de leur mobilité réduite et/ou de leur incapacité mentale ou physique. Elles sont affectées par un accès inégal aux ressources et aux opportunités et le manque de services adaptés.

Par ailleurs, 19% des incidents rapportés via GBVIMS concernent des personnes en mouvement (pré-déplacement, en cours de fuite ou en période de refuge) et 3% sont des PDI. Ces proportions élevées s'expliquent notamment par l'insécurité sur les pistes, les conséquences du non-respect du caractère civil et humanitaire des sites de PDI, le manque de documentation civile, la promiscuité et les conditions précaires de vie. L'absence de documentation civile est un facteur qui contribue à la survenue des VBG lors des déplacements de la population. A cet égard, il faut noter que selon les résultats de la MSNA, 50% des ménages en RCA n'ont aucun membre ou certains ne possédant pas d'acte de naissance et/ou de carte d'identité.

Un nombre significatif de survivant(e)s a subi des conséquences désastreuses à la suite de l'incident subi, notamment le traumatisme, l'infection par le VIH, la grossesse non désirée ou encore la stigmatisation.

L'enquête MSNA montre en outre que respectivement 31% et 35% des ménages enquêtés mentionnent que les violences sexuelles sont un risque pour les femmes et les filles. Ce sentiment augmente lorsqu'il s'agit de PDI sur site (53% des femmes et 56% des filles). Enfin, 10% des ménages ont indiqué qu'un de leurs enfants a subi un mariage précoce (13% pour les PDI vivant sur site).

Relativement aux lieux des incidents, les données du GBVIMS relèvent ce qui suit : i) domicile de la survivantes (47%), ii) domicile de l'auteur (24%), iii) forêt/brousse (9%), iv) champs (6%) et v) site de PDI (4%). Cette typologie est cohérente avec la MSNA selon laquelle les lieux perçus comme les plus dangereux pour les femmes et les filles sont : chemin pour collecter le bois (51%), zones communautaires (24%) et points d'eau (19%)¹⁹². L'utilisation des espaces moins sûrs expose à la survenue de cas de VBG. Selon la MSNA, seuls 2% des rapatriés ; 3% des PDI sur site et familles hôtes et 0% des PDI en famille d'accueil utilisent des latrines qui se ferment à clé alors que seuls 10% des rapatriés ; 5% des PDI en famille d'accueil, 6% des familles hôtes et 41% des PDI sur site utilisent des espaces séparés pour les hommes et les femmes.

Selon le GBVIMS, les 5 préfectures où le plus grand nombre de cas ont été rapportés sont le Haut-Mbomou (1 219) ; l'Ouham-Pendé (1 053), la Ouaka (735), la Nana-Gribizi (611) et l'Ouham (451). Ces préfectures sont affectées soit par la violence liée à la transhumance, soit par les conflits armés, soit par l'afflux des PDI ou par tous ces éléments combinés.

D'après la cartographie des risques élaborée sur la base des résultats de la MSNA, les sous-préfectures les plus à risque sont Markounda et Kabo (90-100%), Paoua, Obo et Bria (80-89%), Kaga-Bandoro, Kouango, Bocaranga, Rafai, Ouango et Bossembélé (60-69%). Cette cartographie est quasiment conforme à celle résultant du GBVIMS. Elle fait également écho aux zones où la perception de protection s'est détériorée ces 12 derniers mois (2P Tool).

La cartographie des services du domaine de responsabilité VBG du 3^{ème} trimestre montre que les préfectures qui ont les plus grandes lacunes en services sont la Sangha-Mbaéré (2), la Vakaga (2), la Bamingui-Bangoran (3), la Haute-Kotto (6) et la Kémo (13).

Les récentes inondations ont renforcé la précarité de plusieurs ménages restés sans abris. Le rapport DTM

d'avril à juin 2021 mentionne que 42% des PDI vivent dans des abris d'urgence. Il est à craindre que ces différents éléments augmentent les risques de mariages précoces et forcés pour des raisons économiques, de recours au sexe forcé pour la survie, d'exploitations et des abus sexuels (EAS), de trafic, des violences entre partenaires intimes, des violences physiques, de viol et violences sexuelles.

Les données du GBVIMS montrent des lacunes importantes des services : sécurité 96% ; abris sûrs 79% ; juridique 77% ; médicaux 75% (dont seulement 37% ont été pris en charge dans les 72 heures) et réinsertion socio-économique 73%. La majorité des partenaires VBG travaillent surtout sur l'appui de premiers secours psychosocial et la prévention des VBG.

L'insuffisance notoire des espaces sûrs pour les femmes et les filles, la faiblesse de la formation à la prise en charge clinique des prestataires de santé, l'équipement vétuste et l'irrégularité de l'approvisionnement en médicaments ainsi que l'absence ou l'insuffisance des services d'aide juridique et judiciaire accentuent les besoins des services.

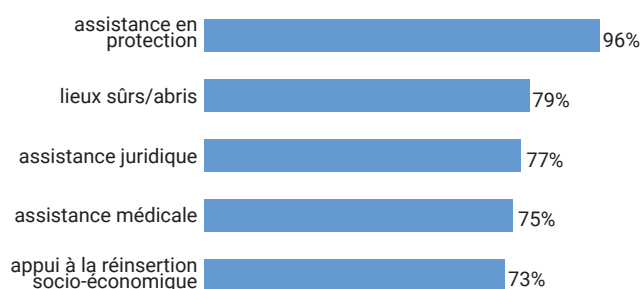
Le contexte de la COVID-19 a accentué la vulnérabilité des femmes et des filles par la perte de revenus résultant des emplois informels que les femmes et les filles occupent en majorité (petits commerces, cueillette et activités domestiques non ou peu rémunérés, déscolarisation des enfants pendant de longs mois etc.).

Par ailleurs, la RCA manque de centres multisectoriels (One Stop center) pour permettre aux survivant(e)s de VBG d'accéder à tous les types de services en un seul point.

La collecte des données assurée par le GBVIMS reste limitée car seulement huit organisations rapportent les incidents et uniquement dans 29 sous-préfectures sur un total de 73.

Enfin, l'insécurité limitant le déploiement des services, l'éloignement des services, la mobilité des personnels, l'impunité des auteurs, l'absence ou l'inaccessibilité des juridictions, l'insuffisance de financement du secteur VBG ou de tous ces facteurs combinés contribuent à la forte prévalence des VBG en RCA.

Lacunes en services de prise en charge aux survivants des VBG



Analyse des besoins sectoriels Logement, terre et biens

Les problèmes d'accès et de jouissance des droits de Logement, Terres et Biens (LTB) sont d'une grande variété et répandus sur tout le territoire centrafricain. Il s'agit entre autres i) du manque généralisé de l'information sur les droits et responsabilités LTB qui empêche la prise de décision informée ii) du manque de documentation LTB dû à l'habitude de ne pas formaliser la plupart des transactions et des cessions foncières en RCA, résultant en l'insécurité d'occupation iii) de la destruction des bureaux et registres du cadastre iv) des occupations secondaires des LTB abandonnés par les PDI et les réfugiés v) du refus de restitution ou de restitution conditionnée au paiement d'une compensation en espèces vi) des transactions irrégulières (foncières ou de propriété) vii) des transferts forcés de propriétés et de parcelles appartenant aux PDI ou aux réfugiés viii) de la destruction et de la confiscation de maisons et parcelles de terres ix) de la problématique d'accès de la femme aux droits LTB, y compris des cas d'évictions forcées de femmes veuves ou en raison des fortes contraintes socio-culturelles pour accéder à l'héritage x) des défis d'accès à la terre en raison de l'insécurité ou de manque d'autorisations nécessaires par les autorités locales ; xi) de l'inexistence d'un mécanisme national de réparation des violations des droits LTB xii) de la prédominance du recours aux mécanismes communautaires de résolution des différends et restitution de LTB xiii) de l'inexistence d'un cadre légal de reconnaissance et de protection des droits LTB des PDI.

Ces divers aspects constituent des barrières majeures pour l'exercice et l'accès aux droits LTB, en particulier ceux qui font l'objet des conflits fonciers ou de propriété. Il en est de même pour la sécurité de l'occupation, y compris dans le cadre des solutions durables aux personnes affectées par le déplacement forcé ainsi que les communautés hôtes.

Pour 82% des ménages retournés/rapatriés enquêtés dans le cadre de la MSNA, la destruction des abris à la suite du conflit est la raison principale qui fait qu'ils n'ont pas encore pu rejoindre leurs abris d'origine. Malgré le fait que 74% de ménages consultés ont déclaré être en possession de leur logement, seuls 29% possèdent les titres de propriété de leurs maisons et/ou terre. En outre, 7% de ménages interviewés rapportent qu'ils occupent leur logement actuel avec ou sans consentement du propriétaire. La cartographie des zones impactées par les problèmes de LTB réalisée en juin 2021 par NRC a permis de recenser 2 500 cas d'occupations abusives ou

de ventes illicites des maisons et terrains appartenant à autrui. Les préfectures les plus touchées sont la Nana-Gribizi, la Basse-Kotto, la Lobaye, l'Ombella-M'poko, la Nana-Mambéré et la Mambéré-Kadéï.

Projection des besoins

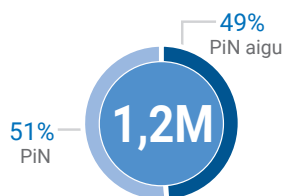
Plusieurs menaces et risques majeurs de protection, ayant des impacts directs sur la protection, y compris pour les femmes et les enfants en RCA, persisteront en 2022, avec des conséquences sur l'ampleur des besoins en protection. Basée sur l'analyse de la situation actuelle et de possibles détériorations localisées de la situation en raison notamment de la violence consécutive à la quête de revenus dans le cadre du flux important de bétails pendant la saison de transhumance, de la poursuite d'utilisation des engins explosifs comme stratégie défensive par des groupes armés sous pression, le cluster estime que certaines menaces et risques de protection actuels n'auront pas été complètement absorbées d'ici juin 2022. Globalement, la tendance des retours de PDI et de réfugiés centrafricains dans les régions relativement stables du pays pourrait se poursuivre. Par contre, certains groupes armés, en quête de positionnements politiques ou de contrôle des ressources, continueront à entretenir des tensions et à mener des attaques qui auront des impacts de protection sévère.

Suivi des besoins

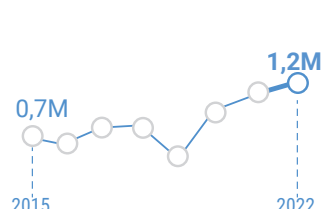
Le cluster et les domaines de responsabilité vont assurer le suivi des besoins dans les zones affectées à travers leurs partenaires ou à travers des missions, dans les zones accessibles. Dans les zones sans partenaires, la coordination explorera la possibilité de mettre à profit des missions inter agences ou des missions des acteurs d'autres secteurs pour collecter des données minimales. Dans le cadre du groupe de coordination inter cluster, le cluster et les domaines de responsabilité plaideront pour que l'évaluation MSNA soit reconduite afin de permettre une bonne comparabilité des données en vue d'une meilleure analyse des tendances et de l'assistance humanitaire.

CCCM, Abris & NFI

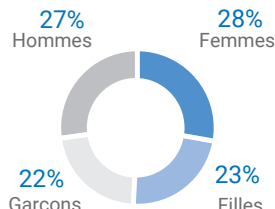
Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire



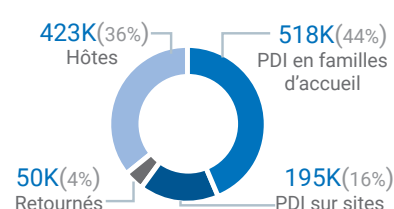
Evolution des besoins humanitaires (2015-2022)



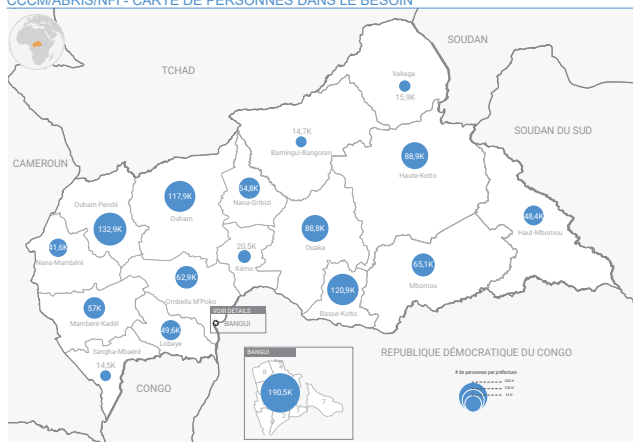
Besoins humanitaires par genre/âge



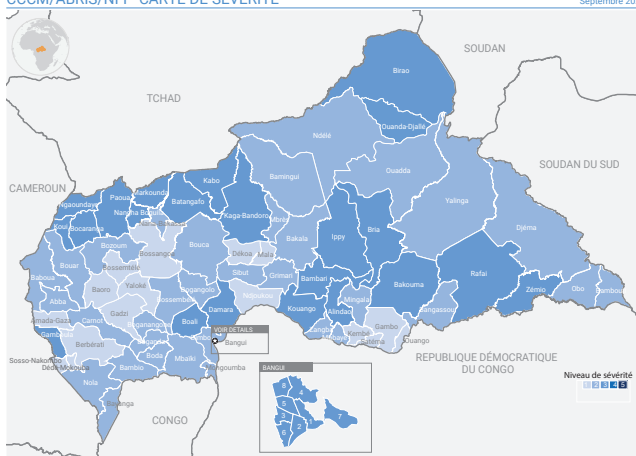
Besoins humanitaires par groupe de populations



CCCM/ABRIS/NFI - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



CCCM/ABRIS/NFI - CARTE DE SÉVÉRITÉ



Aperçu

Pour la troisième année consécutive, le PIN du cluster CCCM, Abris & NFI est en augmentation atteignant 1,2 million de personnes dans le besoin. La situation sécuritaire s'est dégradée en début d'année 2021 pendant la période électorale occasionnant ainsi de nouveaux déplacements, faisant passer le nombre total de PDI à 742 000 fin février 2021, dont 236 000 vivant dans 123 sites informels. Cela représente le plus grand nombre de PDI enregistrées depuis 2014 et une augmentation de 19% depuis octobre 2020. De nouveaux lieux de regroupement temporaires sont apparus dans des préfectures normalement connues comme calmes telles que la Nana-Mambéré et la Mambéré- Kadeï.

Au 30 septembre 2021, selon les données de la CMP, près de 722 000 individus étaient déplacés internes en RCA, soit une augmentation de 13% comparativement à la même période en 2020.

Toutefois, un grand nombre de lieux de regroupements formés lors du premier trimestre ont depuis fermé, notamment dans les préfectures du Mbomou, du Haut-Mbomou, de la Nana-Mambéré, de la Basse-Kotto, de l'Ombella M'Poko, ainsi qu'à Bangui après que les forces

gouvernementales aient repris le contrôle des villes et artères principales de ces préfectures.

A ce jour, les 96 sites actifs se situent principalement dans les préfectures de la Bamingui-Bangoran, du Mbomou, du Haut-Mbomou, de la Ouaka, de la Vakaga, de l'Ouham-Pendé, de l'Ombella M'Poko et à Bangui. Parmi eux, 62 hébergent moins de 1 000 individus et 30 abritent entre 1 000 et 10 000. Seuls quatre sites ont une population de plus de 10 000 dont le site PK3 de Bria qui à lui seul compte 39 000 PDI. 75% des PDI vivent en familles d'accueil, soit 542 000 individus (fin septembre). Elles sont principalement localisées dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Gribizi, la Ouaka, la Haute-Kotto, la Basse-Kotto, le Mbomou et le Haut-Mbomou. Bangui, qui accueille 79 000 PDI, enregistre de façon régulière de nouveaux arrivants.

La fuite des populations ayant souvent occasionnée la perte de leurs biens essentiels, les biens non alimentaires sont considérés comme besoins prioritaires dans plusieurs préfectures affectées par les déplacements récents, y compris la Basse-Kotto, le

Mbomou et la Nana-Gribizi.

Les conditions de vie des personnes déplacées sur les sites mais aussi en familles d'accueil restent précaires et se sont globalement dégradées par rapport à l'année dernière. Alors que les besoins augmentaient, l'assistance a tardé sur certaines zones telles que la Vakaga, le Haut-Mbomou, la Haute-Kotto ou encore la Ouaka.

À l'instar de Alindao dans la Basse-Kotto, la concentration urbaine sur les sites informels de déplacés et la promiscuité des habitats associée à la fragilité des matériaux locaux utilisés rendent les conditions de vie difficiles et restent de façon générale au-dessous des standards SPHERE. Plus de la moitié des PDI sur sites (54%) vivent dans des abris inadéquats (abris d'urgence, tentes, abris collectifs ou sans abris), sept fois plus que la moyenne nationale.

Les incendies accidentels comme à Bria en avril 2021 ou volontaires (site Elevage en juin 2021) anéantissent des blocs d'habitation entiers, aggravant la vulnérabilité de centaines de ménages. Aussi, la saison des pluies, générant des inondations importantes associées à des vents violents, ont détruit une centaine d'habitats depuis le début de l'année au sein des communautés déplacées et des familles d'accueil, notamment dans les préfectures de la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, la Vakaga, la Nana-Gribizi, l'Ouham-Pendé et la Bamingui-Bangoran. En moyenne, 62% de la population signale des problèmes d'étanchéité de leurs abris liés aux fortes pluies, une proportion qui atteint jusqu'à 78% pour les PDI sur sites.

Populations affectées

En prenant en compte la population hôte (423 000 personnes) et les retournés (49 000 personnes), le nombre total de personnes ayant des besoins en articles ménagers essentiels, abris d'urgence et assistance en CCCM est d'environ 1,2 million.

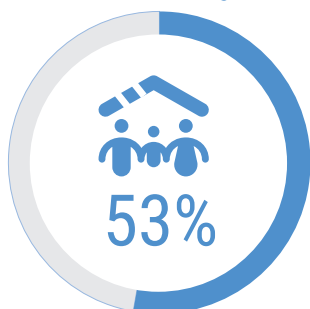
Cette population est répartie comme suit : 16% (soit 192 711 personnes) de PDI sur site, 44% (soit 518 234 personnes) de PDI en famille d'accueil, 4% (soit 49 637 personnes) de PDI retournées, et 36% (soit 423 128 personnes) de populations hôtes. Parmi cette population, la population handicapée dans le besoin est estimée à 9 600 personnes.

Analyse des besoins sectoriels

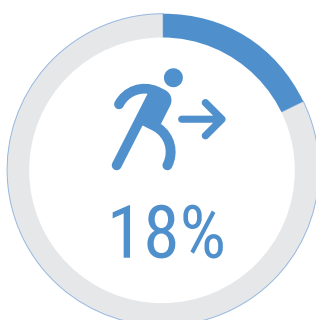
Au regard du nombre croissant de personnes déplacées en 2021 et des difficultés d'approvisionnement et d'accès, à la mi-année, seulement 42% des personnes ciblées (176 000 personnes) ont reçu une assistance en NFI et abris d'urgence et 89% (131 000 personnes) ont pu bénéficier d'un soutien en CCCM sur les sites. L'assistance apportée en NFI et abris d'urgence ne couvre pas les besoins récurrents lorsqu'il s'agit de remplacer annuellement certains articles tels que les bâches, couvertures, nattes, seaux et jerrycans, et également d'apporter une assistance d'urgence en réponse à la détresse des plus vulnérables lors de nouveaux déplacements. Faute d'assistance humanitaire, certaines zones comme celle de Kabo ont vu leur score de vulnérabilité s'aggraver rapidement en quelques mois. Par ailleurs, les informations qualitatives collectées lors d'évaluation font mention du manque d'harmonisation dans la composition des kits. 55% de personnes interrogées déclarent aussi avoir revendu quelques articles notamment les bâches et les couvertures pour couvrir principalement des frais de santé (6%) et de nourriture (94%).

Même avec l'approche mobile en CCCM et trois acteurs clés financés au sein du cluster, 39 sites informels, dans lesquels vivent 35 000 personnes, restent sans gestionnaires (Ndélé, Mbomou, Haut-Mbomou, Ouaka, Vakaga, Ouham-Pendé, l'Ombella M'Poko, Bangui). L'analyse sectorielle souligne la dégradation des toitures des abris sur la majorité des sites et lieux de regroupement.

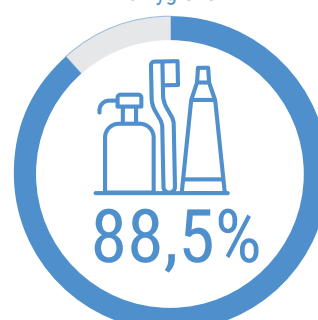
% de PDI sur site et en famille d'accueil
habitant dans un abri dont le toit
est endommagé



% PDI vivant dans 39 sites sans
gestionnaires



% de ménages menés par des femmes
PDI en famille en besoin de kits
d'hygiène



37% des PDI sur sites habitent dans des abris d'urgence couverts partiellement de bâches. 51% des PDI sur sites et en familles d'accueil ont déclaré avoir leurs toits construits de façon traditionnelle endommagés, notamment après de fortes intempéries. Seulement 7% de ménages déplacés habitent dans une structure permanente (maison en dur). Faute de moyens suffisants, la qualité et l'amélioration des habitats ne progressent pas. Avec la nourriture et le moyen de subsistance et stabilisation des communautés (MSSC), l'abri figure parmi les trois besoins prioritaires des PDI sur sites, notamment dans certaines préfectures fortement affectées par les déplacements récents et les inondations comme la Vakaga ou la Nana-Mambéré.

Les fortes densités urbaines, associées à une faible présence des autorités, le non-respect du caractère civil et humanitaire des sites, le manque d'infrastructures sanitaires de qualité et en quantité suffisante, continuent de générer un taux d'insécurité significatif et d'importants risques de protection, en particulier pour les femmes et les filles. 59% d'entre elles vivant dans des sites affirment devoir éviter des zones par crainte des violences.

Le rapport d'évaluation EHA sur les sites de PDI à Kaga-Bandoro courant mars 2021 mentionne sur l'ensemble des sites de nombreuses lacunes telles que : a) l'insuffisance des latrines et l'inexistence des douches sur les sites, b) le manque d'entretien des latrines, c) la quasi-absence de séparation du genre pour les douches et les latrines, d) l'inexistence de latrines adaptées pour les enfants et les personnes vivant avec un handicap, e) le non-respect des distances entre les huttes et les latrines (6 à 9 m selon le standard). Dans une moindre mesure, cette description est identique à tous les sites de la RCA. Souvent les comités d'hygiène peinent à maintenir les infrastructures et à gérer convenablement les ordures. L'accès aux produits sanitaires et hygiéniques est toujours un obstacle majeur pour les femmes ce qui accroît leur vulnérabilité. La limitation des mouvements hors sites et hors zone semi-urbaine restreint considérablement les activités de moyen de subsistance des PDI qui restent tributaires de l'assistance humanitaire, poussant certains à des stratégies de survie négatives. Cela se reflète sur les revenus des PDI dont 31% sur sites et 21% en familles d'accueil gagnent moins de 10 000 XAF (18 \$ US) alors que 41% sur sites et 42% en familles d'accueil gagnent entre 10 000 et 30 000 XAF (18 et 53 \$ US).

Projection des besoins

La présence d'hommes en armes et le recours aux engins explosifs dans les préfectures de la Nana-Mambéré,

l'Ouham-Pendé et l'Ouham freinent considérablement l'aide humanitaire. De nombreux ménages risquent de voir leurs conditions de vie se détériorer dans ces zones et de tomber dans une précarité accrue, les poussant à se réfugier sur de nouveaux lieux de regroupement. Les conflits répétés associés à la transhumance risquent également de s'amplifier lorsque les sécheresses répétées et de plus en plus rudes poussent les éleveurs à emprunter de nouveaux couloirs de transhumance pour atteindre de nouvelles zones dans le centre du pays. L'instabilité des pays voisins comme le Tchad ou le Soudan qui connaîtra en fin d'année une période électorale pourrait générer de nouveaux conflits et pousser à l'exode des milliers de personnes.

Le risque de nouveaux incidents fragilisant et maintenant la population dans le besoin chronique dans un contexte sanitaire toujours fragilisé rendrait l'assistance humanitaire très complexe. L'accès humanitaire risquerait d'être réduit sur une majorité du territoire et certaines installations des acteurs humanitaires pourraient encore être la cible d'actes de vandalisme. Aussi, les catastrophes naturelles restent un facteur de risque important qui affecte des milliers de Centrafricains tous les ans. Les besoins en capacités mobiles de gestion et de coordination, en abris et en NFI seront significativement élevés et ce notamment dans les préfectures déjà mal desservies telles que l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Bamingui-Bangoran ou encore la Vakaga.

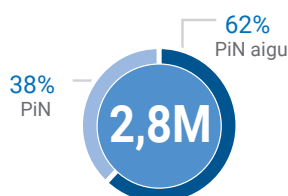
Suivi des besoins

Grâce à divers outils développés pour suivre la situation sur les sites de PDI, y compris Kobo, le cluster CCCM, Abris & NFI surveillera régulièrement les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des activités CCCM. Le suivi des activités et l'analyse des besoins sur les sites sera réalisé de manière trimestrielle à travers une matrice multisectorielle transmise par les gestionnaires de sites. Les alertes du RRM seront également prises en compte dans le plan de réponse du cluster.

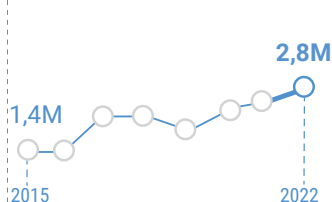
Le secteur utilisera différents supports (rapport trimestriel, dashboard) sur différentes thématiques telles que : a) les stocks et services, b) le suivi post-distribution, c) le 4Ws, et d) les rapports flash. Un plan de travail sera élaboré avec les SAG CCCM et SAG Abris/NFI pour guider la mise en œuvre de la réponse. Les équipes de la gestion de l'information (IM) du cluster et de OCHA fourniront un soutien technique et mettront régulièrement à jour les bases de données.

Eau, hygiène et assainissement

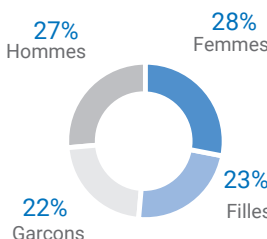
Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire



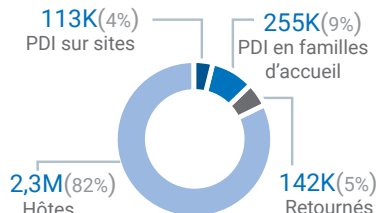
Evolution des besoins humanitaires (2015-2022)



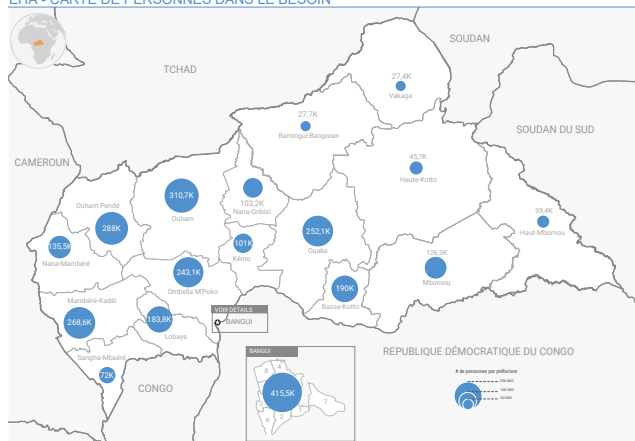
Besoins humanitaires par genre/âge



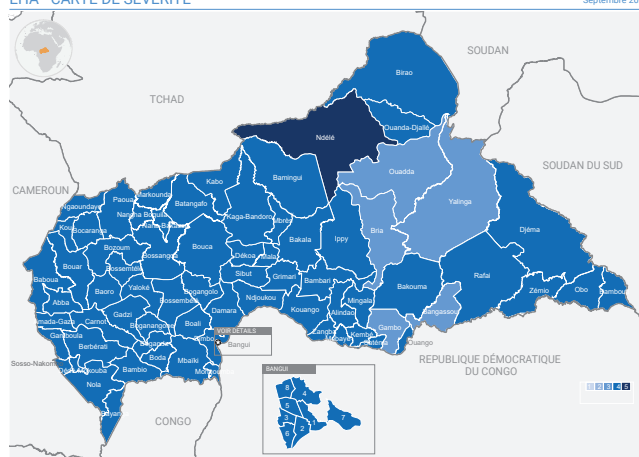
Besoins humanitaires par groupe de populations



EHA - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



EHA - CARTE DE SÉVÉRITÉ



Aperçu

Malgré les efforts fournis par les partenaires en 2021 dans le domaine de l'EHA, la situation nationale du secteur reste préoccupante. En 2022, 2 830 774 personnes auront des besoins, soit une augmentation de 13% par rapport à 2021. Cette hausse est due à la dégradation des conditions de vie dans les zones ayant connu l'insécurité et des mouvements de population. Le niveau de sévérité des besoins s'est également détérioré puisque que 62% de personnes auront des besoins aigus, une progression de 10% par rapport à 2021. Dans la sous-préfecture de Ndélé, le niveau de sévérité est passé de 4 à 5 tandis qu'à Bakouma, le seuil de sévérité est passé de 3 à 4. Cette détérioration est à attribuer à l'abandon des structures et points d'eau qui ne sont plus entretenus lorsque les populations fuient l'insécurité, et à la contamination des puits par les restes humains. A cela s'ajoutent la perte des récipients pour la collecte et stockage de l'eau lors des déplacements

et au vandalisme commis par les hommes en armes quand ils envahissent les villages.

Une certaine amélioration est toutefois constatée dans certaines sous-préfectures qui sont passées d'un niveau de sévérité 5 à 4 (Nangha-Boguila, Kémbé et Satéma) et de 4 à 3 (Bangassou, Bria et Gambo), principalement en raison de la réponse qui y a été apportée par les acteurs humanitaires.

Populations affectées

2 830 774 personnes connaissant des besoins critiques qui sont réparties comme suit :

- Personnes hôtes : 2 321 235
- Personnes déplacées vivant sur sites : 113 231
- Personnes déplacées vivant en familles d'accueil : 254 770

- Personnes retournées : 141 539
- Personnes en situation de handicap : 424 616 soit 15% de la population totale dans le besoin.

Comparativement à 2021, le nombre de personnes dans le besoin critique est passé de 2,5 millions à 2,8 millions soit une augmentation de 13%.

Analyse des besoins sectoriels

L'analyse des résultats des différentes évaluations met en avant des besoins importants dans tous les secteurs. Concernant le secteur de l'eau, l'hygiène et de l'assainissement, la situation nationale reste préoccupante avec 2 830 774 personnes connaissant des besoins en EHA. Les déplacements de population, le manque d'ouvrages d'eau potable dans certaines localités, les pannes récurrentes des ouvrages hydrauliques dues au manque d'entretien et au vandalisme des infrastructures dans les zones en conflit et la contamination des puits par les restes humains dans certaines zones de conflits ont contribué à la détérioration des conditions de vie des populations et augmenté la vulnérabilité des personnes aux maladies les plus fréquentes (paludisme et diarrhée).

Selon les résultats de la MSNA, 33% de la population ont un accès insuffisant à l'eau potable à usage domestique, y compris pour la boisson. 66% de la population ont un accès insuffisant à l'assainissement, 19% pratiquent la défécation à l'air libre et 39% n'ont pas accès au savon pour la pratique d'hygiène à domicile. Ces insuffisances en EHA impactent négativement la santé de la population et seraient l'un des facteurs déterminants de certaines maladies diarrhéiques, comme dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Les lacunes en EHA sont également des facteurs déterminants de l'augmentation des taux de malnutrition constatés dans les sous-préfectures de la Mobaye, Zangba et Mingala. Cette insuffisance de

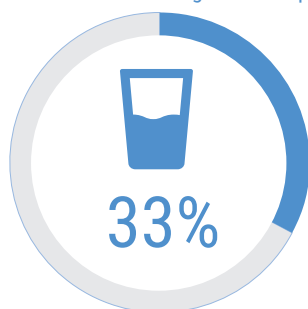
l'accès à l'EHA couplée à la promiscuité et au manque d'assainissement, notamment la mauvaise gestion des déchets solides produits dans les sites, l'insuffisance des latrines (70% des PDI sur sites partagent des latrines avec plus de 20 personnes) constituent un danger de propagation de microorganismes nuisibles à la santé humaine.

Par ailleurs, l'accès aux installations EHA dans les zones où celles-ci existent est problématique, en particulier pour les femmes et filles sur sites. Ainsi, 59%¹⁹³ d'entre elles disent craindre pour leur sécurité lors du trajet entre le domicile et les infrastructures. Cette problématique de protection est aussi perceptible dans les communautés.

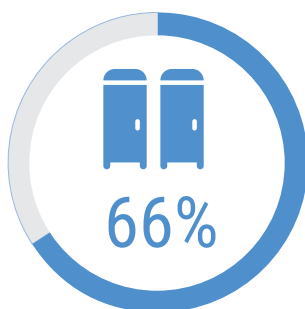
La lutte contre la COVID-19 a rendu l'accès au savon difficile pour l'usage domestique et augmente la vulnérabilité des populations. En effet, 88% de la population de Obo, 74% de Kabo et 62% de Mbrès ne disposent pas de savon. En moyenne, 50% des PDI sur sites n'ont pas accès au savon¹⁹⁴.

La situation au niveau des formations sanitaires est alarmante. Selon le Rapport enquête (HeRAMS) de 2019, 79% des formations sanitaires ne bénéficient pas de paquet minimum EHA pour faire face à la pandémie de COVID-19 et autres épidémies. Cette pénurie complique la prise en charge des enfants MAS dans les FOSA et constitue un facteur d'aggravation de la situation des enfants pris en charge en raison de mauvaises pratiques d'hygiène. En ce qui concerne les établissements scolaires, plusieurs inspections académiques ne disposent pas d'infrastructures EHA dans les établissements scolaires, ce qui rend vulnérables les enfants face aux risques de maladies diarrhéiques. En effet, l'annuaire statistique 2018/2019 montre une insuffisance en service EHA : 13% d'écoles disposent de points d'eau et 46% de latrines fonctionnelles.

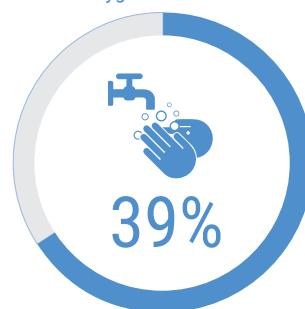
% de ménages avec accès insuffisant à une eau potable pour assurer le besoin d'eau à usage domestique



% de ménages avec accès insuffisant à l'assainissement



% de ménages qui n'ont pas accès au savon pour la pratique d'hygiène à domicile



Projection des besoins

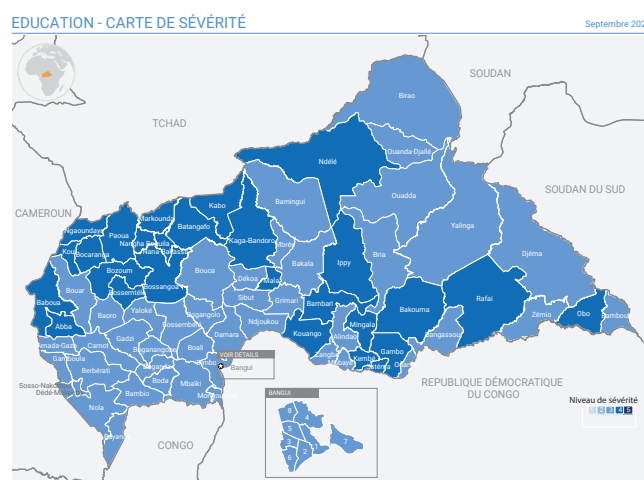
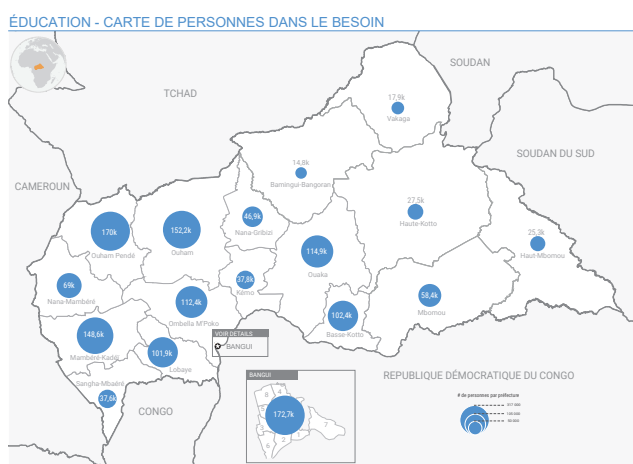
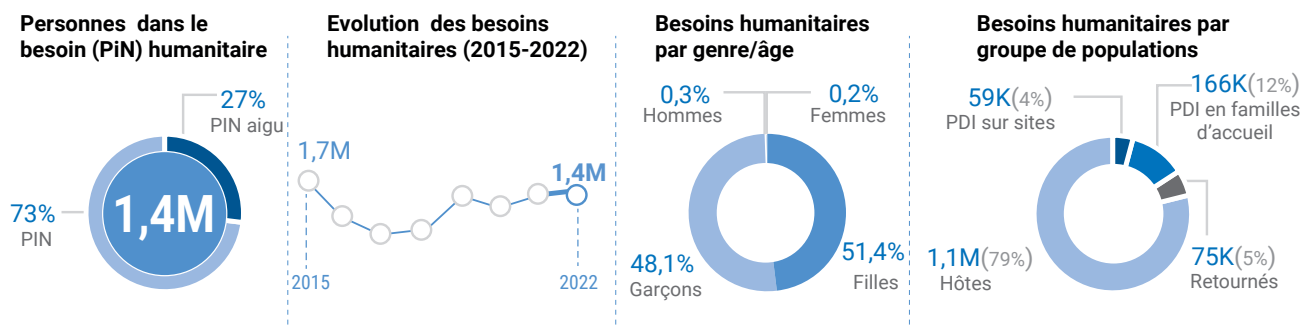
L'analyse du contexte sécuritaire, politique et humanitaire ne permet pas de prévoir d'améliorations en 2022. La poursuite des affrontements armés et de la violence continuera de limiter l'accès des populations aux services EHA. Ainsi, certaines zones comme Kouï, Bria et Bangassou pourraient basculer en seuil de sévérité 4. Dans les zones à risque d'inondation, particulièrement dans le nord et autour de Bangui, la population restera exposée à des risques de propagation de maladies hydriques et diarrhéiques. Les zones d'accès difficiles et les zones relativement stables comme Yalinga et Gambo en sévérité 3 pourraient basculer en phase de sévérité 4. En effet, les besoins en eau potable seront particulièrement importants en raison du faible niveau de réalisation des nouveaux points d'eau et de la détérioration des anciens points d'eau fonctionnels. Concernant le volet assainissement, malgré les efforts qui seront consentis dans la construction de latrines familiales en privilégiant l'approche Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement (PHAST), la couverture demeurera faible. En effet, la réussite de la construction de ces latrines nécessite un suivi qui pourrait être compromis par l'inaccessibilité physique en raison du contexte sécuritaire dans les zones d'implémentation des projets. Le volet hygiène, qui est lié à l'accès à l'eau et l'assainissement, risque également d'être impacté, aggravant ainsi le risque d'épidémie de la COVID-19 et de choléra dans les zones où celles-ci sont endémiques et le long des zones frontalières. Le manque d'accès aux kits d'hygiène pour les ménages et kits de dignité pour les filles et les femmes constitue une autre source d'infection de cette catégorie de population en particulier dans les zones difficiles d'accès.

Suivi des besoins

Grâce à la collaboration entre le RRM et le cluster EHA, les premières actions menées dans le cadre d'une réponse rapide à la suite de choc permettront d'amorcer l'identification d'un acteur pour la reprise des activités en fonction d'un suivi des besoins alerte par alerte.

Les interventions EHA sont guidées par la « Méthode priorisation des zones et du PIN » du cluster EHA et les principaux indicateurs pouvant être suivis avec une fréquence et des cibles bien définies sont repris dans le tableau de suivi des besoins à la page 61.

Éducation



Aperçu

Le nombre d'enfants et d'adolescents de 3 à 17 ans dans le besoin en RCA s'élève à 1 409 317 parmi lesquels 381 554 ont des besoins aigus. Ces chiffres traduisent une hausse par rapport aux analyses des années précédentes (1 345 136 pour le HNO 2021 et 1 030 153 en 2020) qui s'explique notamment par la hausse de l'insécurité dans le nord-ouest et le sud-est du pays. Globalement, 31 sous-préfectures ont atteint un niveau de sévérité plus élevé que l'année dernière.

De plus, 7 010 enseignants (titulaires ou maître-parents) font face à des besoins pour mieux s'acquitter de leur métier. Il s'agit principalement de besoins en formation (appui psychosocial, pédagogie et protection) et en supports pédagogiques (manuels et matériels didactiques). La rémunération des maître-parents, qui repose sur les parents d'élèves et acteurs humanitaires dans le but de pallier le manque d'enseignants titulaires dans les régions, pose également problème car elle est souvent aléatoire.

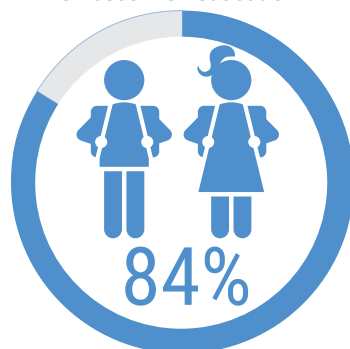
Contrairement à l'année dernière où la non-fonctionnalité des écoles était en grande partie causée par la

COVID-19 et l'insécurité, l'occupation des écoles par les hommes en armes à la suite de la période électorale de décembre 2020 a constitué l'une des principales barrières à l'accès à l'éducation en 2021. Au mois de février 2021, au moins 26 écoles dans le pays étaient occupées par des porteurs d'armes et 999 n'étaient pas opérationnelles en raison des combats, affectant la scolarisation d'un enfant sur deux. En septembre, cinq écoles sur les 46 répertoriées tout au long de l'année étaient encore occupées par les hommes en armes. La crise de décembre 2020 a également entraîné la perte du pouvoir d'achat des ménages consécutive à l'augmentation des prix conduisant à la réduction des dépenses liées à l'éducation.

D'après les données de la MSNA collectées en fin d'année scolaire, 65% des enfants de 3 à 17 ans ne fréquentaient pas l'école sur une base régulière (38% n'étant pas inscrits en début d'année scolaire, 7% ayant abandonné en cours d'année et 20% n'ayant pas participé de manière régulière). La barrière à l'éducation la plus souvent citée par les ménages reste une

contrainte financière (pour 53% des ménages) suivie de problèmes de fonctionnalité des établissements (20% des ménages) en raison d'écoles partiellement ou totalement endommagées, de la fermeture des écoles à cause de la COVID-19, du manque de personnel ou de l'occupation des établissements par les PDI. 11% de ménages centrafricains ont cité des problèmes sécuritaires comme contraintes ou barrières principales d'accès à l'école. Finalement, le nonaccès à l'école a davantage touché les enfants du niveau préscolaire

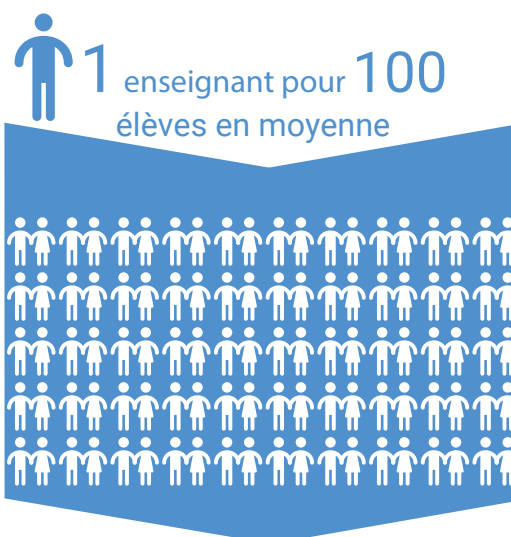
Enfants de 3 à 5 ans
en besoin en éducation



pour deux raisons essentielles : 1) les parents ont préféré garder leurs petits enfants à la maison car ils sont plus exposés aux risques en cas de conflit, 2) très peu d'écoles offrent des cours préscolaires. En effet 84% des enfants entre 3 et 5 ans ne sont pas scolarisés.

Parmi les mineurs en âge d'aller à l'école (3 à 17 ans), les filles sont légèrement plus affectées que les garçons bien que la différence reste non-significative et négligeable, 69% d'entre elles ayant des besoins contre 68% de la totalité des garçons. Toutefois, des disparités sont à noter à travers les différents cycles scolaires. C'est parmi la catégorie des enfants en âge de se rendre en préscolaire (3 à 5 ans) que se trouve le plus haut taux d'enfants faisant face à un besoin d'éducation (84% des enfants), alors que moins des deux tiers des enfants plus âgés sont considérés dans le besoin, 63% des enfants de 6 à 11 ans et 59% des enfants de 12 à 17 ans. Les différences d'accès et de besoin pour les enfants vivant au sein de différents groupes de population sont également importantes à relever. Alors que 67% des enfants des ménages non-déplacés et 71% des enfants de ménages retournés ou rapatriés font face à un besoin de scolarisation de leurs enfants, ce pourcentage s'élève à 75% des enfants de 3 à 17 ans vivant au sein d'un ménage PDI sur site et à 78% des enfants vivant au sein de familles d'accueil.

A un niveau plus structurel, d'importantes lacunes sont encore à combler. Un nombre important d'établissements scolaires sont non-fonctionnels (689 écoles, soit 27% du nombre total d'écoles). De plus, le pourcentage de maître-parents reste extrêmement élevé au niveau national (66%), atteignant même 100% dans certaines sous-préfectures, ce qui génère d'immenses difficultés pour améliorer la qualité de l'enseignement.



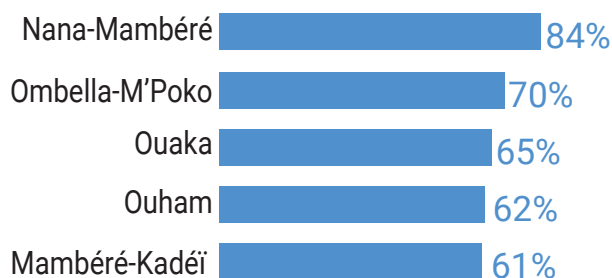
Populations affectées

Parmi les enfants en besoin d'assistance en éducation, on dénombre 51,4% de filles contre 48,1% de garçons. Il est important de noter que parmi ces enfants, près de la moitié sont en âge de suivre des cours d'éducation primaire (45% des enfants dans le besoin ont entre 6 et 11 ans) et près d'un tiers sont en âge d'entrer en préscolaire (32% des enfants dans le besoin). Le pourcentage d'enfants dans le besoin est particulièrement inquiétant dans 14 sous-préfectures dans lesquelles plus de 80% des enfants présentent un besoin en éducation : Kabo (93% des enfants), Boganangone (93%), Nangha-Boguila (93%), Nana-Bakassa (92%), Amada-Gaza (91%), Markounda (90%), Paoua (88%), Obo (85%), Boganda (84%), Baoro (84%), Ippy (81%), Birao (80%), Berbérati (80%) et Sosso-Nakombo (80%).

Au niveau des groupes de population, les pourcentages d'enfants vivant au sein de ménages de PDI sur sites ou lieux de regroupement ayant des besoins en éducation se trouvent dans l'Ombella-M'Poko (97% des enfants sur sites ou lieux de regroupement), dans la Nana-Mambéré (96%), dans le Haut-Mbomou (88%) ou encore dans la Nana-Gribizi (86%). Plus de 85% des enfants vivant au sein de ménages PDI en familles d'accueil sont affectés dans la Nana-Mambéré (90%) et dans la Vakaga (87%). Les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, particulièrement touchées par les événements sécuritaires, présentent des besoins importants en éducation pour les enfants des populations non-déplacées et retournées ou rapatriées avec 84% des enfants non-déplacés et 88% des enfants retournés ou rapatriés dans l'Ouham présentant des besoins et 81% et 86% respectivement dans l'Ouham-Pendé.

Le pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés n'étant pas inscrits ou ayant abandonné le système scolaire est particulièrement élevé au sein des PDI en sites dans la Nana-Mambéré (84%), l'Ombella-M'Poko (70%), la Ouaka (65%), l'Ouham (62%) ou encore la Mambéré-Kadéï (61%).

Top 5 des préfectures avec le plus grand pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés n'étant pas inscrits ou ayant abandonné le système scolaire



Il est important de noter que ce pourcentage est élevé dans la Mambéré-Kadéï indépendamment du groupe de population (60% des enfants non-déplacés, 61% des enfants déplacés en familles d'accueil, et 62% des enfants vivant au sein de ménages retournés ou rapatriés). Les enfants non-déplacés ou vivant au sein de ménages déplacés en familles d'accueil sont également nombreux à être déscolarisés (64% et 71% respectivement). Finalement, les taux les plus élevés d'enfants déscolarisés sont des enfants vivant au sein de ménages PDI en familles d'accueil dans l'Ouham-Pendé (63%), la Nana-Mambéré (62%), l'Ouham (62%) ou encore la Kémo (62%).

Bien que la discrimination des enfants en situation d'handicap ne semble pas être une barrière principale pour un grand nombre de ménages, les données indiquent qu'environ 15% des enfants en âge d'être scolarisés feraient face à un handicap et pourraient connaître des barrières d'accès tels que la distance à parcourir pour se rendre à l'établissement le plus proche ou le manque de transport disponible, cité comme contrainte par 9% des ménages. Finalement, 7% des ménages citent également l'impossibilité d'enregistrer les enfants à l'école par manque de documentation officielle à la suite de changements récents ou continus de leur lieu de résidence ou car nouvellement arrivés dans la localité. Cette barrière affecte particulièrement, sans surprise, les ménages déplacés.

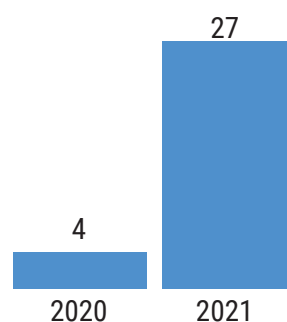
Analyse des besoins sectoriels

Les données de la MSNA font état de 1 409 317 enfants dans le besoin dont 381 554 avec des besoins aigus. 79% d'entre eux sont de la communauté hôte, 12% des

PDI en familles d'accueil, 4% des PDI sur sites et 5% des retournés.

Les besoins dans le secteur de l'éducation sont caractérisés par le nombre important d'enfants centrafricains déscolarisés. En effet, d'après les données de la MSNA, 40% des enfants en âge d'être scolarisés n'étaient inscrits dans aucun établissement scolaire en début d'année scolaire 2020. Ce chiffre s'élève à 53% des enfants vivant au sein de ménages PDI en familles d'accueil. Le second problème auquel font face les populations centrafricaines est le taux important d'élèves qui abandonnent le cursus scolaire en cours d'année. En effet, environ 7% des enfants scolarisés en début d'année ont abandonné l'école au cours de l'année 2020-2021. Ensuite, parmi les enfants inscrits, 20% d'entre eux n'ont pas la possibilité de suivre leur formation scolaire de manière régulière (au moins quatre jours par semaine pendant plus de six mois au cours de l'année), ce qui implique une éducation non complète ayant pour conséquence une formation partielle de la génération future centrafricaine. Enfin, 3% des enfants ayant la possibilité de fréquenter les établissements scolaires citent des problèmes sécuritaires comme le fait que l'accès à l'école ou être dans l'école n'est pas sûr ou des risques d'abus sexuels. Certains d'entre eux évoquent également la localisation de l'établissement dans une zone d'une ethnie culturelle ou religieuse hostile. 1% des enfants fréquentant régulièrement l'école vivent au sein de familles déplacées qui citent la distance comme principale contrainte à l'éducation.

Augmentation du nombre de préfectures avec un niveau de sévérité 4



Ces analyses mettent en lumière une situation intersectorielle préoccupante en termes d'éducation, de la protection de l'enfance et des VBG. A Bocaranga où 32% des populations dans le besoin d'assistance en éducation ont des besoins extrêmes (sévérité 4), 44% de

ménages¹⁹⁵ ont fait travailler des enfants comme stratégie d'adaptation pour répondre à des problèmes de revenus – le taux le plus élevé de toutes les sous-préfectures. Le travail des enfants a forcément un impact sur l'inscription ou tout du moins la fréquentation des enfants à l'école, et peut également entraîner des problématiques de protection.

Par ailleurs, les mêmes problèmes structurels liés à

l'éducation persistent en RCA. La non-fonctionnalité des établissements scolaires, impliquant tant de dommages matériels des établissements, une fermeture complète, un manque de staffs qualifiés pour gérer les cours ou une occupation par des ménages PDI a largement augmenté cette année et atteint un taux de 27% d'établissements non fonctionnels. D'après les données de la MSNA, 20% des ménages citent cette contrainte comme barrière principale à l'éducation. Ils sont plus de 40% à citer cette problématique à Boganangone (59%), Boda (52%), Batangafo (46%), Bossemtélé (46%) et Boganda (43%). De plus, 6% des ménages font part également du fait que les classes sont surpeuplées comme barrière principale à l'éducation, pourcentage qui s'élève à 29% à Damara ou à 19% à Bria. Il est encore intéressant de noter que 26% des ménages de Bria notent l'impossibilité d'enregistrer leurs enfants à l'école pour cause de manque de documentations officielles, de mouvements récents ou continus. Les problèmes sécuritaires sont cités comme contrainte principale à l'éducation par plus de la moitié des ménages à Markounda (58%), Nangha-Boguila (56%) et Nana-Bakassa (52%).

Finalement, la majorité des ménages (56%) ayant placé le secteur de l'éducation au rang de leur priorité (secteur se trouvant dans le top 3 des besoins) ont fait part de leur souhait de recevoir une aide en provision directe de fournitures scolaires (sac, stylos, etc.), de livres scolaires ou d'uniforme scolaire. Un quart de ménages (26%) souhaiteraient une provision de services, c'est-à-dire avoir un accès à des transports jusqu'aux établissements scolaires, avoir un accès à des repas à l'école ou avoir un accès à des enseignants qualifiés. Finalement, 17% de ces ménages désiraient un service monétaire pour pouvoir payer les frais scolaires, les fournitures, les livres, le transport jusqu'à l'établissement ou la nourriture à l'école.

Projection des besoins

Si le contexte actuel perdure, marqué par la propagation de la COVID-19, une insécurité généralisée et la récurrence des catastrophes naturelles en l'occurrence des inondations, une croissance significative des besoins éducatifs en RCA est à envisager. Les effets des inondations provoquées par des pluies incessantes sur la scolarisation des enfants dans la ville et les périphéries de Bangui ne sont pas à négliger. Ces inondations provoquent des dégâts et l'occupation des infrastructures scolaires qui perturbent la scolarité des enfants.

Si une accalmie se manifeste, l'année scolaire 2021-2022 verrait alors une reprise effective des activités scolaires. D'importants mouvements de retour de populations qui avaient fui les combats auraient alors lieu. Ces ménages auront alors besoin d'une aide à la réintégration scolaire de leurs enfants.

De plus, il y a peu de probabilité pour que les enfants scolarisés en début d'année 2020 mais ayant abandonné l'école au cours de l'année 2020-2021 se réinscrivent. Cette situation risque fortement d'augmenter au cours des années à venir, notamment lorsque l'on observe le taux très faible d'inscription des enfants en bas âge (69% des enfants de 3 à 5 ans n'étaient pas inscrits en début d'année scolaire ou ont abandonné leur cursus scolaire).

Suivi des besoins

Le suivi des besoins dans les zones sera effectué par le cluster à travers la participation aux missions d'évaluation des besoins sectoriels et intersectoriels qui seront organisées par l'ICC. Les missions d'évaluation des besoins seront conduites trimestriellement/semestriellement et les résultats seront analysés pour des actions appropriées.

Des missions spécifiques du cluster Education et de la Cellule d'urgence du Ministère de l'Education nationale (MEN) de suivi des activités des acteurs seront organisées pour évaluer si les besoins exprimés par les partenaires dans leurs propositions de financement ont été satisfaits. Cette pratique améliorera la redevabilité des partenaires et fournira plus de visibilité des financements humanitaires. Dans la même veine, les sous-clusters régionaux seront renforcés afin qu'ils coordonnent mieux les évaluations initiales faites par les partenaires dans leurs zones et s'assurent qu'elles sont transmises à la coordination du cluster.

Avec l'appui du cluster global, une Joint Education Needs Assessment (JENA) sera conduite pour fournir plus d'informations aux acteurs sur l'amplitude des besoins en éducation.

Logistique

Aperçu

La logistique est une composante indispensable de la réponse humanitaire en RCA, où les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter. La gestion des approvisionnements, de la chaîne du froid, des équipements, l'entretien et le suivi des véhicules, les problématiques énergétiques et de communication et la qualité des ressources humaines sont autant de domaines logistiques rendus complexes dans ce contexte centrafricain. Dans ces conditions particulières de pandémie mondiale et de changements politiques, il a été constaté un certain nombre de freins pouvant ralentir la chaîne logistique : des ruptures de stocks, des blocages à la frontière camerounaise (avec des centaines de camions immobilisés en janvier 2021, dont une soixantaine de camions humanitaires transportant 1 000 MT d'intrants), des engorgements à la douane, des procédures administratives alourdies et une prolifération des frais et des taxes.

A ces difficultés viennent s'ajouter les défis structurels ordinaires. Tout d'abord, les défis logistiques liés à l'accessibilité physique (routière, aéroportuaire et fluviale) sont chroniques. En effet, sur un total de 25 000 km de routes en Centrafrique, seulement 600 km sont asphaltés, ce qui représente environ 2,5% de la totalité du réseau routier.

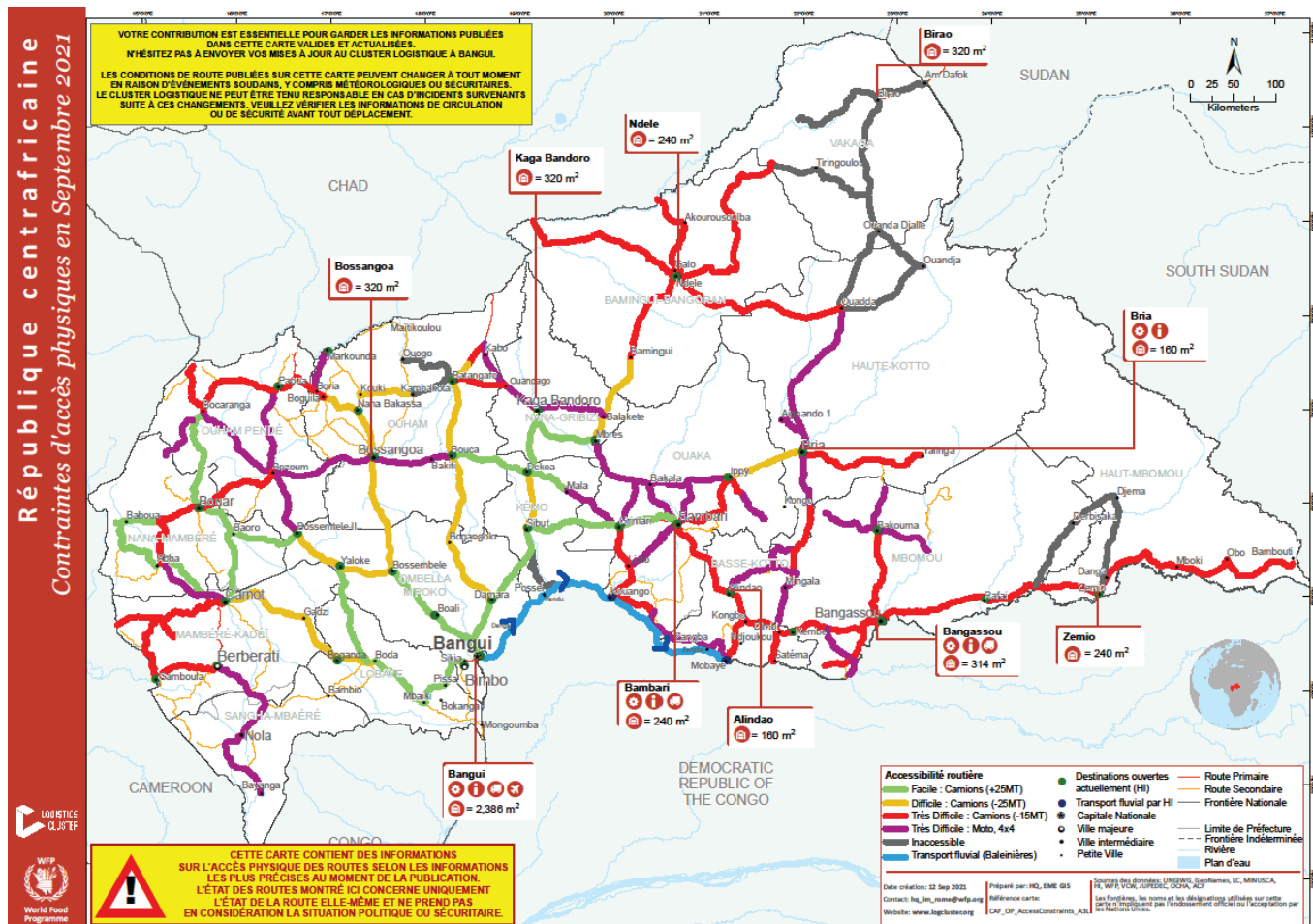
En plus, la majorité des ouvrages n'ont pas été réhabilités depuis la crise de 2013 par manque de moyens financiers, techniques et humains de l'Etat, et ce malgré notamment des financements de la Banque mondiale en 2016 et 2020 pour leur réhabilitation. En l'absence de routes praticables, les fortes pluies continuent d'impacter l'accès à la majeure partie du pays. Le manque de mécanismes de prévention (barrières de pluies, canalisations), l'utilisation de véhicules lourds pour l'acheminement de l'aide et le commerce contribuent à la dégradation rapide du réseau routier et des ouvrages de franchissement (ponts, bacs). Aucune expertise en génie civil n'est présente en RCA, et les réhabilitations provisoires exécutées par les partenaires humanitaires, pourtant nombreuses chaque année (environ 31 en 2021), ne permettent pas d'amélioration durable pour l'ensemble du réseau routier.

Les transporteurs sont présents en nombre insuffisant et équipé de manière archaïque. Par ailleurs, leurs capacités professionnelles (techniques, mécaniques et de gestion) sont limitées, ce qui entraîne parfois des perturbations de la chaîne d'approvisionnement du pays. Par exemple, suite au passage d'un camion surchargé en 2021, un pont à 22 km de Bouca s'est effondré mais celui-ci mesure plus de 30 mètres et sa réhabilitation nécessite des moyens logistiques absents de la RCA.

En outre, la non-électrification du pays en dehors de Bangui, le faible réseau de stations-services en province ainsi que l'impossibilité pour la plupart des marketeurs de transporter le carburant au-delà de la capitale, engendrent un coût élevé du transport de carburant. Ceci s'applique à tout type de moyen de transport, que ce soit par voie routière lorsque cela est possible ou par voie aérienne, afin d'approvisionner les générateurs et moyens roulants des bases des acteurs humanitaires.

Ces contraintes logistiques endémiques en RCA ralentissent drastiquement l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones les plus touchées et enclavées dont le Mbomou, le Haut-Mbomou, la Basse-Kotto, le sud de la Ouaka et la Vakaga. Pour illustrer le statut de l'accessibilité des routes, la carte nationale ci-dessous reflète la sévérité de ces contraintes en saison des pluies. Les axes très dégradés ne permettant l'accès respectivement qu'aux camions de moins de 15 tonnes (largement en dessous du poids d'une distribution moyenne du RRM qui représente environ 35 tonnes) sont de couleur rouge et celles aux véhicules 4x4 en violet. Les axes de couleur noire ne sont pas accessibles par voie routière.

Carte des contraintes d'accès physique du cluster Logistique en saison des pluies (septembre 2021)



Dans le cadre du projet de fret aérien d'urgence du cluster Logistique (débuté en 2017), 11 destinations ont été desservies en 2021, contre sept en 2020, avec de nouvelles comme Paoua, Alindao, Bocaranga et Carnot. Ces destinations ont dû être nouvellement desservies par voie aérienne en raison de l'insécurité, alors qu'elles étaient accessibles par la route un an plus tôt. Par ailleurs, les destinations habituelles comme Bangassou, Ndélé, Zémio, Obo et Birao sont chroniquement inaccessibles par voie routière en saison des pluies. Le mauvais état de certaines pistes et leur longueur insuffisante pour accueillir un avion Antonov contraint également à multiplier les vols et augmentent le coût par kilo des distributions aux bénéficiaires de l'aide humanitaire. Par exemple, un cargo aérien de Bangui à Bria coûte 2,69 dollars/kilo, de Bangui à Birao 5,08 dollars/kilo alors qu'un fret de Bangui à Obo coûte 11,08 dollars/kilo. Par ailleurs, le fret médical, au vu de l'état de dégradation avancée des routes et donc du temps de transit routier, doit souvent être transporté par voie aérienne, même lorsque la route est théoriquement praticable.

Le service aérien est cependant limité par des problématiques d'accès dans les zones reculées du pays. Durant l'année 2021, seulement six pistes d'atterrissage seront réhabilitées. Les 33 pistes utilisées par la communauté humanitaire (presque toutes en latérite, seules 9% sont goudronnées), nécessitent des travaux de réhabilitation chaque année et une veille constante. En cause, les fortes pluies et le passage régulier des avions (cargos et passagers) contribuent à la dégradation rapide de ces infrastructures aéroportuaires. Malgré l'engagement des partenaires et des bailleurs, l'intégralité des pistes d'atterrissage ne bénéficie pas d'un suivi régulier et les infrastructures se dégradent jour après jour.

A cela s'ajoute la volatilité de la situation sécuritaire, un deuxième facteur majeur d'entrave à l'acheminement de l'aide par voie terrestre et fluviale. L'accès aux zones touchées par la crise est fortement limité par l'utilisation récente des engins explosifs dans l'ouest, par les activités des groupes armés et par les actes de banditisme sur l'ensemble du territoire. Par conséquent, la situation sécuritaire contraignante affecte fortement

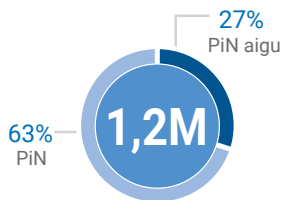
Cette voie traditionnelle de transport, depuis longtemps exploitée par les commerçants, pourrait s'avérer une solution à bas coût qui permet de desservir le sud de la Basse-Kotto, tout en évitant les risques sécuritaires récurrents sur certains axes de cette région.

Une seconde thématique majeure à examiner relève de la vulnérabilité logistique dans l'ensemble du pays. Cette vulnérabilité est une des plus importantes au monde et tous les domaines d'activités logistiques sont concernés. Parmi eux, la gestion des stocks : malgré un déploiement important de plateformes de stockage et d'unités de stockages mobiles mutualisés en province, le manque d'infrastructures étatiques ou privées et leur dégradation/destruction restent une contrainte importante.

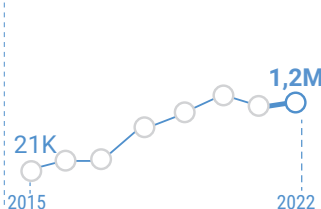
[illegible]

Nutrition

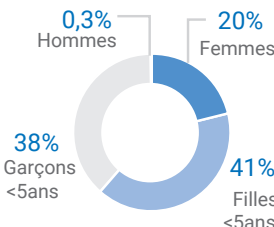
Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire



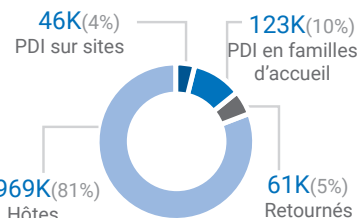
Evolution des besoins humanitaires (2015-2022)



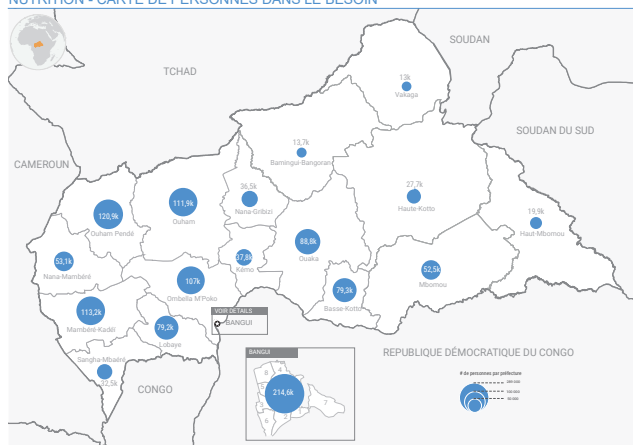
Besoins humanitaires par genre/âge



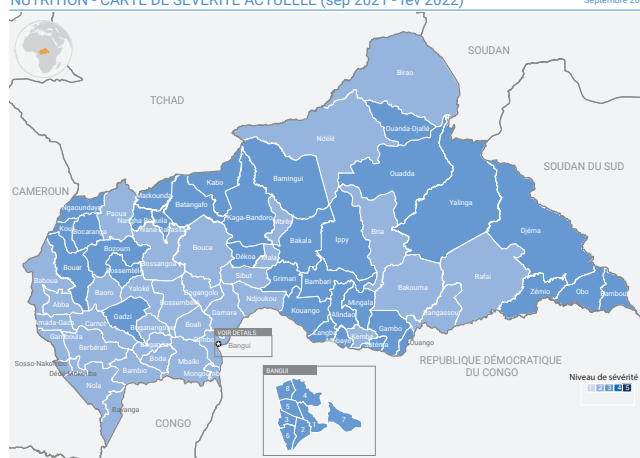
Besoins humanitaires par groupe de populations



NUTRITION - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

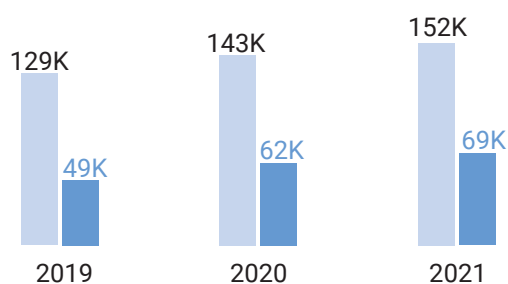


NUTRITION - CARTE DE SÉVÉRITÉ ACTUELLE (sep 2021 - fév 2022)

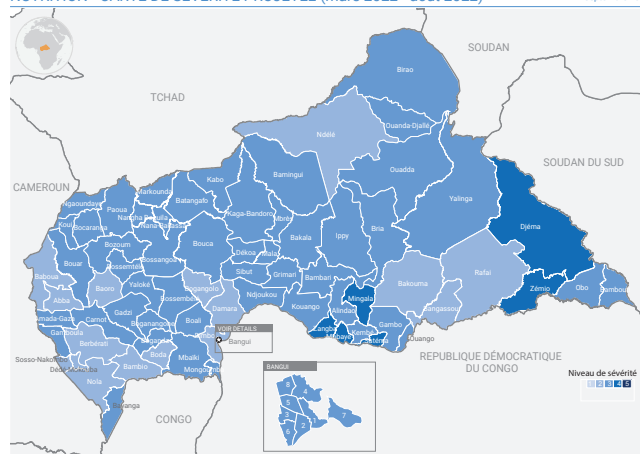


Augmentation continue des cas de MAM et MAS

MAM MAS



NUTRITION - CARTE DE SÉVÉRITÉ PROJÉTÉE (mars 2022 - août 2022)



Aperçu

Le Cluster Nutrition estime que le nombre de personnes dans le besoin d'une assistance nutritionnelle curative et préventive en 2022 sera de 1 201 538 personnes. Ce chiffre traduit une augmentation d'environ 11% par rapport aux 1 083 746 personnes dans le besoin en 2021. Le nombre d'enfants malnutris global et des femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) a lui aussi augmenté de 31% comparativement à 2021. Ainsi,

220 580 enfants de moins de 5 ans (114 702 filles et 105 878 garçons), dont 151 783 pour la MAM et 68 797 pour la MAS, ainsi que 98 412 FEFA sont dans le besoin d'une prise en charge nutritionnelle. De plus, environ 784 356 enfants (dont 407 865 filles et 376 491 garçons) âgés de 6 à 59 mois nécessitent une supplémentation en vitamine A.

Près de 5 151 enfants de 6-23 mois souffrant de MAM ont besoin d'alimentation complémentaire (BFSP - Blackett Supplementary Feeding), dont 2 679 filles et 2 472 garçons. On estime en outre que 242 881 femmes enceintes et allaitantes et gardiens d'enfants ont besoin d'interventions appropriées pour protéger, promouvoir et soutenir de bonnes pratiques en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. 20 639 accompagnants des enfants MAS avec complications médicales seront dans le besoin d'une assistance pour leur subsistance pendant le séjour dans le programme de prise en charge hospitalière des enfants MAS avec complication médicale.

Populations affectées

L'ensemble de la population de la RCA est affecté par la longue crise sécuritaire qui ronge le pays depuis des décennies. Certaines couches risqueront d'être gravement affectées si elles ne bénéficient d'aucune prise en charge. Elles sont constituées à majorité d'enfants de moins de 5 ans, de femmes enceintes et femmes allaitantes, ainsi que de personnes vivant avec le VIH. Les personnes estimées dans le besoin d'une assistance nutritionnelle sont à la fois inégalement réparties sur le territoire national et également au sein de certaines zones géographiques où il existe des poches de malnutrition aiguë. C'est le cas des sous-préfectures classifiées en phase 3 et 4 par l'IPC malnutrition aiguë en fonction du taux de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes.

Analyse des besoins sectoriels

L'analyse des besoins réalisée à travers l'IPC malnutrition aiguë basée sur le taux de MAG selon le poids taille ou le périmètre brachial (PB) a permis de classer 46 sous-préfectures sur 72 (incluant Bangui) en phase 3 (situation sérieuse) durant la période actuelle et projetée. Six (6) sous-préfectures parmi elles basculeront en phase 4 (phase critique) au cours de la période projetée correspondant à la soudure et au pic de paludisme (période entre mars et août 2022). Il s'agit des sous-préfectures de Mobaye, Zangba, Satema, Mingala, Djema et Zemio. De manière générale, il est observé une sensible augmentation du nombre d'enfants et femmes enceintes et allaitantes ayant besoin d'un traitement contre la malnutrition.

Grâce aux données historiques fournies par les enquêtes nutritionnelles SMART de 2018 et 2019 ainsi que les résultats de l'enquête nutritionnelle REACH basée sur l'observation des œdèmes nutritionnels et la prise du PB chez les enfants de 6 à 59 mois, 220 580 enfants et

98 412 femmes enceintes et femmes allaitantes sont dans le besoin de traitement de la malnutrition aiguë soit une augmentation estimée à 31%. Ceci est lié en partie à la réduction de l'accès aux services de santé de base et à la faible (48%) intégration de la prise en charge de la malnutrition dans le paquet minimum fourni par les formations sanitaires qui fonctionnent. La raison en est l'arrêt de plusieurs cliniques mobiles des acteurs humanitaires au cours du premier semestre 2021, mais surtout l'augmentation exponentielle des cas d'attaques contre le système de santé qui ont atteint 78 (OMS 2021) entre janvier et septembre 2021, soit environ quatre fois plus de cas enregistrés au cours des 2 dernières années. A cause de l'insécurité sur plusieurs axes, de nombreuses localités ont été enclavées et des enfants ont été obligés d'abandonner le programme nutritionnel, résultant en de nombreuses rechutes et pertes de vie. Il faut noter également la persistance de l'insécurité alimentaire dans plusieurs sous-préfectures de la RCA et même l'existence de poches de risque d'aggravation de la situation dans les sous-préfectures en phase 4 selon IPC insécurité alimentaire réalisée simultanément avec la malnutrition aiguë au début du mois de septembre 2021.

En outre, les lacunes de la prévention concernant la transmission du VIH de la mère à l'enfant, la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des personnes infectées et malades du SIDA ainsi que le lien entre la malnutrition et le VIH/SIDA continuent d'être des défis majeurs pour les populations déplacées internes, les populations hôtes et les retournés, ainsi que les rapatriés. Selon l'enquête MICS 2018-2019, seules 12,8 % de femmes de 15-49 ans ayant fait un test de dépistage VIH pendant leurs consultations prénatales ont reçu leurs résultats. Cette faible proportion reflète le manque de connaissance du statut sérologique des futures mères qui expose à la contamination de l'enfant et pourrait aggraver la situation nutritionnelle du couple mère et enfant.

D'autre part, les pratiques recommandées de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) demeurent faiblement appliquées dans les ménages au niveau national. Selon l'enquête MICS, la moyenne nationale d'enfants de moins de 6 mois exclusivement allaités au lait maternel est de 36% tandis que la moyenne d'allaitement maternelle est de 34% pour tous les enfants de moins de 24 mois. Ceci démontre le risque pour ces enfants de tomber dans la malnutrition en cas de conjonction avec d'autres facteurs contributifs majeurs tels que l'insécurité alimentaire et les maladies liées aux mauvaises conditions d'eau, hygiène et assainissement.

L'accès au traitement antipaludéen pour les enfants et la disponibilité d'une moustiquaire le jour précédant l'enquête sont respectivement de 29% et 50% (MICS 2018-2019). Ceci démontre clairement la cause de la détérioration de la situation nutritionnelle pendant le pic du paludisme observé à partir du mois d'avril à l'image de la courbe des admissions du cluster nutrition. Cette année, 2 049 cas cliniques de rougeole dont 07 décès ont été déclarés par le Ministère de la santé et 7 districts de santé ont atteint le seuil épidémique. Aussi, selon la MSNA, seuls 33% de ménage ont déclaré disposer d'une carte de vaccination des enfants de moins de 5 ans. Il faut noter par ailleurs que 18% des ménages ont déclaré que leurs enfants de 6 à 59 mois ne sont pas vaccinés contre la rougeole.

La malnutrition chronique globale (MCG) est un problème de santé publique qui demeure invisible, avec des taux ayant passé de 37,7% en 2018 à 40% en 2019 (soit 395 856 enfants âgés de 0 à 59 mois attendus en 2019). En 2019 un fort taux d'augmentation de MCG dans 13 préfectures a été enregistré. Contrairement à la malnutrition aiguë, les enfants les plus âgés (24 à 59 mois) sont significativement plus touchés par la MCG avec un taux de 50,3% que les plus jeunes (0 à 23 mois) pour lesquels le taux est de 30,7%. Les préfectures telles que Basse-Kotto, Kemo, Lobaye, Mambéré-Kadéï, Nana-Gribizi, Nana-Mambéré, Ouaka, Ouham, Ouham-Pendé et Sangha-Mbaéré ont des prévalences de malnutrition chronique supérieures à 40%. La prévalence la plus élevée est observée dans la préfecture de Sangha-Mbaéré avec 57,0%.

Projection des besoins

Le nombre de personnes dans le besoin a connu une augmentation globale de 11% comparativement à 2021 et plus particulièrement pour les enfants à prendre en charge atteignant jusqu'à 31%. Au regard des analyses croisées des différents facteurs fondamentaux et déterminant de la malnutrition qui sont de manière permanente en détérioration continue depuis les trois dernières années, le cluster nutrition estime que la situation nutritionnelle continuera à se dégrader en 2022 dans le pays en l'absence d'engagement solide pour soutenir l'offre de service et le renforcement du système de prise en charge et surtout de prévention de la malnutrition.

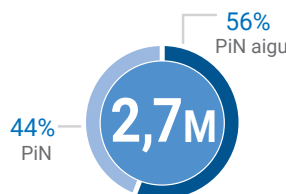
Suivi des besoins

Le suivi de l'évolution des besoins dans le secteur de la nutrition sera réalisé à travers les évaluations suivantes

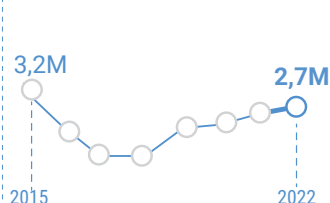
- La MSNA 2022 à travers le MUAC
- Une enquête nutritionnelle SMART 2022 nationale
- Les bulletins trimestriels SNAP

Santé

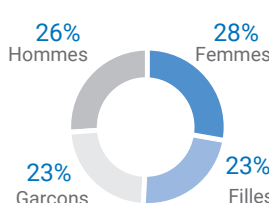
Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire



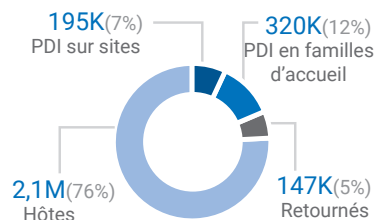
Evolution des besoins humanitaires (2015-2022)



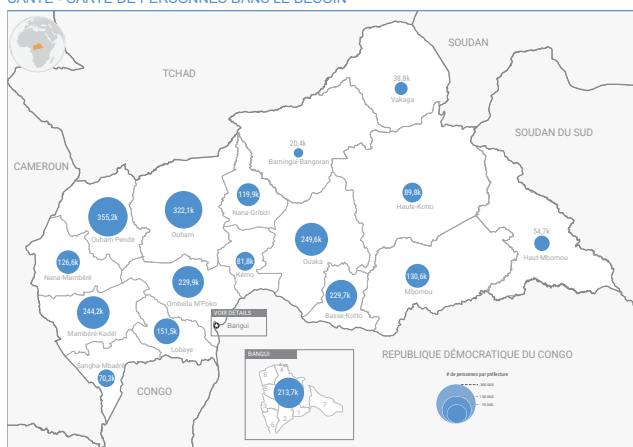
Besoins humanitaires par genre/âge



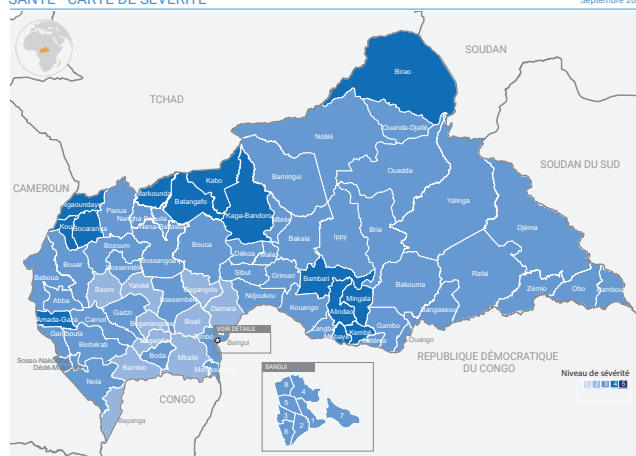
Besoins humanitaires par groupe de populations



SANTÉ - CARTE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



SANTÉ - CARTE DE SÉVÉRITÉ

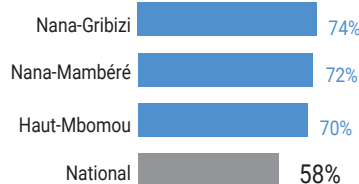


Aperçu

Le nombre de personnes dans le besoin d'assistance en santé en RCA connaîtra un accroissement de 6% passant de 2,6 à 2,7 millions en 2022. Les mouvements pendulaires des populations dans les zones encore sous influence des groupes armés et dans celles où les FACA et leurs alliés mènent des actions de pacification pourraient expliquer cette augmentation. En effet, la surveillance des attaques sur le système de santé de l'OMS (2021) a relevé une augmentation en nombre. Elles ont particulièrement ciblé les infrastructures sanitaires, les équipements, les médicaments, les moyens de transport et le personnel de santé, atteignant jusqu'à 78 attaques pour les trois premiers trimestres de l'année 2021 contre 24 et 17 respectivement au cours de la même période en 2020 et 2019. Aux besoins liés aux conflits, il faut ajouter, ceux liés aux inondations qui ont touché Bangui, Birao, Bimbo, Sam-Ouandja, Bongosso etc. En plus des nouveaux besoins, une proportion considérable de population n'a pas été couverte en 2021. En effet, l'Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA 2021) a montré que 58 % des répondants n'avaient pas accès aux services de santé au cours des

trois mois précédant l'enquête. Cette proportion est très préoccupante dans les préfectures de Nana -Gribizi (74%), Nana- Mambéré (72%) et Haut- Mbomou (70%).

% personnes qui n'ont pas eu accès aux services de santé au cours des 3 derniers mois



Cette même enquête révèle qu'en moyenne 39% des femmes ont accouché à domicile sans assistance médicale. Cet indicateur est particulièrement

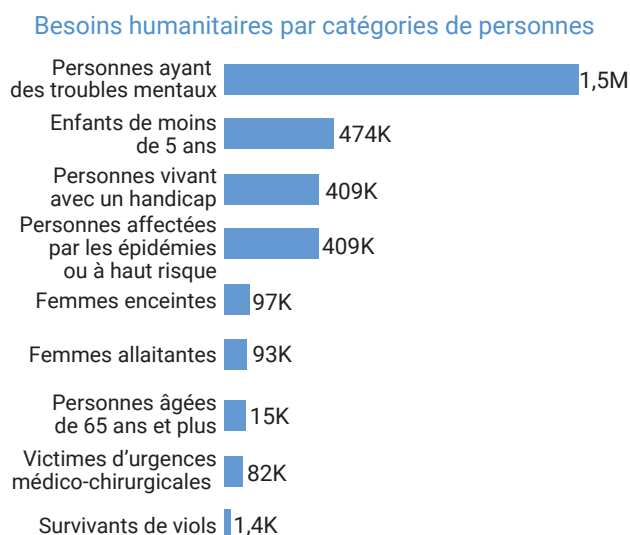
élevé dans les sous-préfectures de Paoua (55%), Mbrès (53%) et Bamingui (52%). Ces données corroborent celles du rapport du Système National d'Information Sanitaire (SNIS 2020) selon lequel la moyenne nationale des accouchements non assistés est de 41%, avec des proportions plus élevées dans les districts de Paoua (85%), Carnot (82%) et Bouca (72%). Il en est de même de l'utilisation des services curatifs. La moyenne nationale est de 0,59 consultation/personne/an alors

que la norme acceptée par le cluster Santé est de 1,5 consultations/personne/an. Selon le rapport SNIS 2020, le Penta 3 et le VAR ont atteint 80% - un peu moins que la cible de 90% attendue. Cette faible couverture vaccinale pourrait expliquer la récurrence des flambées de maladies évitables par la vaccination (rougeole, coqueluche, méningite, etc.).

Populations affectées

Le cluster Santé considère les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les personnes âgées de plus de 65 ans, celles vivant avec un handicap, les victimes d'urgences sanitaires, les personnes souffrant de troubles mentaux et les survivants de viols comme les catégories les plus vulnérables. Néanmoins toutes les sous-préfectures du pays ont été affectées, certes à un niveau d'intensité différente, par les crises à répétition. Les populations localisées dans les zones traversées par les couloirs de transhumance situés au nord du pays sont les plus exposées aux conflits entre les éleveurs et agriculteurs et susceptibles de déplacements fréquents.

L'histogramme ci-dessous résume les effectifs de personnes dans le besoin de soins de santé d'urgence selon les groupes vulnérables pour un PiN de 2 728 915.



Ces catégories de personnes constituent les principaux demandeurs des services de santé identifiés dans la majorité des sous-préfectures du pays selon le score de sévérité allant de 1 à 5 (soit du bon au catastrophique). Leur choix tient compte de leurs vulnérabilités.

Selon la MSNA 2021, 95% de ménages ont eu au moins un enfant de moins de 5 ans qui avait besoin de soins de santé dans les 3 mois qui ont précédé les évaluations ; certaines sous-préfectures ont même atteint les 100%.

Toujours selon la MSNA, 39% des femmes ont accouché à la maison sans assistance.

Les personnes âgées de plus de 65 ans ont autant besoin de soins de santé que les enfants de moins de 5 ans. La demande s'accroît en situation de déplacement.

La santé mentale des personnes dans le besoin est préoccupante. Selon la MSNA, 56% des personnes enquêtées ont présenté des symptômes liés au trouble mental allant de la fatigue inexplicable (18%) au trouble du sommeil (18%) en passant par des maux de tête (16%). Si des manifestations de tristesse et la perte d'intérêt atteignent respectivement une moyenne de 10% et de 3% des ménages enquêtés, ces proportions passent à 82% à Obo (tristesse), à 62% dans le Haut-Mbomou (tristesse) et 22% à Kabo (perte d'intérêt).

Analyse des besoins sectoriels

En 2022, le nombre de personnes dans le besoin d'assistance sanitaire d'urgence (PiN santé) passera à 2 728 915, dont 1 533 186 personnes soit 56% ayant des besoins aigus d'assistance sanitaire. Ce PiN se répartit comme suit : (i) 76% soit 2 067 008 personnes de la population hôte, (ii) 12% soit 320 078 personnes déplacées en familles d'accueil, (iii) 7% soit 194 711 personnes déplacées en sites et enfin (iv) 5% soit 147 117 personnes retournées.

Les besoins en santé ont atteint un score de sévérité 4 dans quatorze sous-préfectures, et de sévérité 3 dans cinquante-quatre sous-préfectures et arrondissements, soit 87% de toutes les sous-préfectures du pays. La sévérité des besoins de ces entités est exacerbée par le déficit en infrastructures EHA, l'insécurité alimentaire, le manque de NFI, d'abris et de bonnes pratiques nutritionnelles.

L'accès aux services sociaux de base dont la santé, l'éducation, le marché et les points d'eau a un impact sanitaire considérable. A cet égard, une étude menée au Bangladesh a démontré que l'éloignement d'un ménage d'un point d'eau au-delà de 200 mètres¹⁹⁶ augmentait sa vulnérabilité face aux maladies d'origine hydrique.

La MSNA a également mis en exergue la vulnérabilité des ménages face aux maladies et les facteurs de risques y étant à l'origine. En effet, 55% des ménages enquêtés ont eu au moins une personne malade dans les 3 mois avant l'étude.

47% de ménages n'ont pas accès à l'eau suffisante pour boire et cuisiner, 69%

% ménages ayant eu au moins une personne malade au cours des 3 derniers mois



ont des problèmes liés à la qualité des toilettes, 43% ont des abris inappropriés les exposants aux intempéries, dont les inondations.

Ces inondations qui ont affecté Bimbo, Birao, Sam-Ouandja etc. continuent de faire le lit des épidémies déjà déclarées (polio, méningite, rubéole, fièvre jaune, coqueluche, variole du singe) et des endémies locales (paludisme, typhoïde, diarrhée aqueuse).

Projection des besoins

Une aggravation des besoins en santé est fortement probable au cours du premier semestre de 2022 si les affrontements armés gagnent en intensité, les inondations prennent davantage d'ampleur, les épidémies, comme la COVID-19 continuent de se propager et de nouvelles apparaissent.

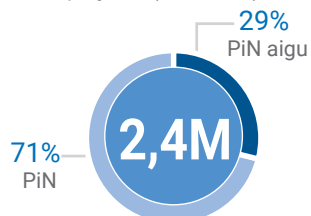
Suivi des besoins

Comme dans le HNO 2021, le cluster continuera à suivre la situation dans les zones affectées à travers ses instruments habituels tels que le système d'alerte précoce, le RRM, les rapports de situation, les évaluations sectorielles et multisectorielles. La MSNA 2022 nous permettra aussi de réaliser le suivi des besoins dans les zones/localités affectées, tout au long de l'année.

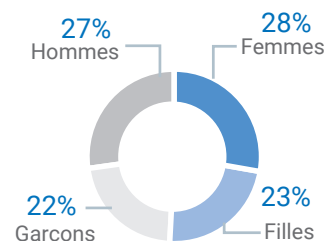
Sécurité alimentaire

Personnes dans le besoin (PiN) humanitaire

Période projetée (avril 2022)



Besoins humanitaires par genre/âge

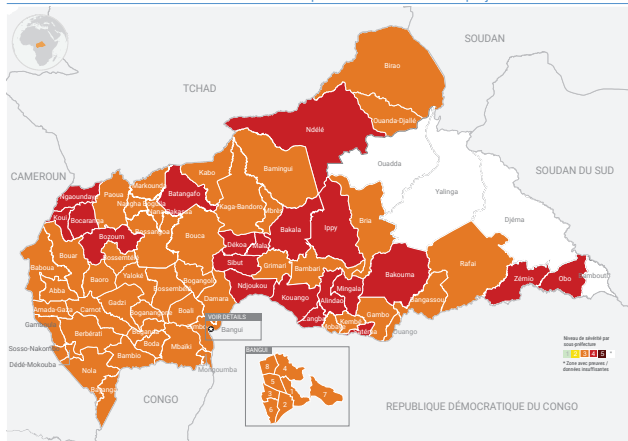


Aperçu

La situation de la sécurité alimentaire en RCA demeure inquiétante, à la suite de la détérioration de la sécurité et la recrudescence des violences armées dans plusieurs régions du pays, et les difficultés d'accès qui ont conduit à une énorme détérioration des moyens d'existence, la perte du pouvoir d'achat, la paupérisation croissante de la population et l'adoption de mécanismes négatifs de survie. Ainsi, plus de 48% de la population ne sera pas en mesure d'assurer la sécurité alimentaire de leurs ménages en 2022.

Les derniers résultats du 18^{ème} cycle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (analyse IPC, Septembre 2021), estiment qu'environ 2,4 millions de personnes feront face à un niveau d'insécurité alimentaire aiguë et ne pourront pas faire face à leurs besoins alimentaires et non-alimentaires minimum, c'est-à-dire en phase de crise (phase 3) et en phase d'urgence (phase 4). Ce chiffre représente 48% de la population des sous-préfectures analysées (68 sous-préfectures sur les 71 actuelles).

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - Résultats IPC de septembre 2021 - situation projetée avril 2022



Populations affectées

Les résultats de l'enquête EFSA, (Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence) conduite par l'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASES) et le Programme alimentaire mondial (PAM) en août 2021 démontrent clairement que les personnes déplacées internes et les personnes retournées sont les groupes les plus affectés par l'insécurité alimentaire aiguë (sévere et modérée de 6,8% et 68,5% respectivement), ainsi que les populations qui vivent dans les zones d'accès difficile.

L'enquête pré-récolte réalisée par la FAO en août 2021 indique une chute de près de 40% de la récolte 2021 comparée à 2020 principalement à cause de l'insécurité, du déplacement de la population à la suite de la recrudescence des conflits armés, de l'abandon des champs et la réduction des surfaces cultivables, des difficultés d'accès aux intrants, des maladies et attaques des ravageurs des cultures et du non-usage de pratiques optimales suivant le calendrier culturel. La faible production agricole laisse présager un épuisement rapide des stocks alimentaires par les ménages avant la prochaine récolte.

Les violences armées prolongées ont engendré des effets perturbateurs sur la fonctionnalité des marchés ayant un impact sur les prix et les chaînes d'approvisionnement. Celles-ci, associées à la COVID-19, sont les principaux facteurs de la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Les attaques saisonnières de ravageurs tels que les chenilles légionnaires et les criquets limitent également l'accès aux champs. La période de décembre à avril, lorsque les routes deviennent praticables, correspond également à la période de conflit armé plus intense et plus étendu, et on peut prévoir en 2022 davantage de déplacements additionnels avec un impact sur la sécurité alimentaire.

Considérant le contexte humanitaire et de sécurité alimentaire très dynamique en RCA, le PAM et le gouvernement mettent actuellement en œuvre une évaluation rapide de la sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) dans 16 sous-préfectures (dont 15 à 19 % de leur population sont déjà en IPC 4) qui sont sur le point de tomber dans l'IPC 4. En novembre 2021 le PAM et la FAO lanceront l'ENSA et CFSAM, et avec les autres membres du cluster sécurité alimentaire vont continuer à suivre la situation pour la mise à jour des données des de la sécurité alimentaire dans le pays pour la prise des décisions opérationnelles appropriées.

Analyse des besoins sectoriels

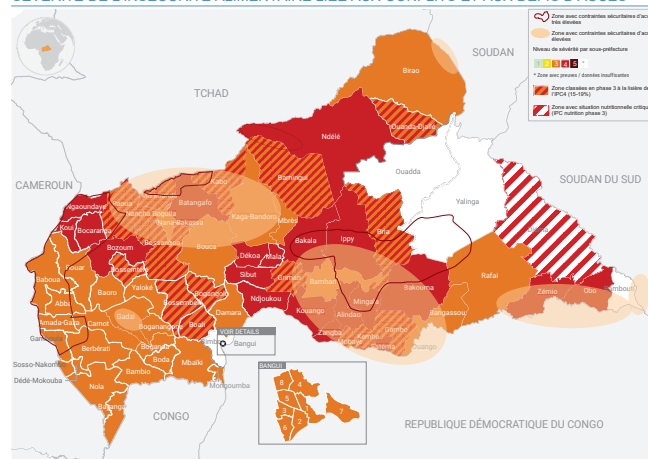
Les conflits armés constituent le premier facteur contribuant à l'insécurité alimentaire en RCA. Les zones sévèrement touchées par l'insécurité et les contraintes logistiques sont également celles où l'insécurité alimentaire est la plus préoccupante (IPC 4 et 3).

Vingt sous-préfectures sont en urgence (phase 4) : Ngaoundaye, Kouï, Bocaranga, Bozoum, Batangafo, Dékoa, Mala, Sibut, Ndjoukou, Bakala, Ippy, Bakouma, Mingala, Alindao, Zangba, Kouango, Satema, Ndelé, Zémio et Obo. De plus, 17 sous-préfectures dont Kabo, Kaga-Bandoro, Bamingui, Markounda, Paoua, Bambari, Bogangolo, Bossembélé, Kembe, et Birao sont en phase de crise (Phase 3), avec des conditions de vie extrêmement difficiles les mettant à la lisière de la phase d'urgence (phase 4) ; sachant qu'entre 15 et 19% de leur population sont déjà classées en phase 4. Le risque que toute ces sous-préfectures basculent en phase 4 est très élevé.

Quatre sous-préfectures notamment, Ouadda, Yalinga, Djema et Bambouti n'ont pas été analysées et classifiées par l'analyse IPC par manque de données. Les données de la santé ont permis l'analyse IPC nutrition de la sous-préfecture de Djema qui prévoit une situation nutritionnelle extrêmement critique (IPC Nutrition phase 5). Cela fait de Djema une des sous-préfectures à suivre de très près.

La carte 2 ci-dessous illustre la corrélation spatiale entre les conflits, le manque d'accès et l'insécurité alimentaire. Les zones classées en phase 3 mais avec 15 à 19% de la population en phase 4 sont rayées en rouge en plus de Djema.

SÉVÉRITÉ DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE LIÉE AUX CONFLITS ET AUX DÉFIS D'ACCÈS



Zones de la Basse-Kotto, du Haut-Mbomou, de la Ouaka, de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé affectées par des mouvements de population liés à des conflits armés entre les forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés contre la coalition des groupes armés CPC.

- Zones de transhumance qui pourraient être des sources de conflits entre les éleveurs transhumants et les forces alliées tout le long des couloirs de transhumance (les aires de pâturage sont signalées comme un enjeu majeur dans le Bamingui-Bangoran, la Nana-Gribizi, l'Ouham, l'Ouham-Pendé). Les sous-préfectures où ce risque pourrait avoir un impact majeur seront : Dekoa, Mala, Soso-Nakombo, Bakouma, Rafai, Bossangoa, Kouï, Ngaoundaye, Markounda, Nana-Bakassa, Nangha- Boguila, Birao et Ouanda-Djallé) ;
- Zones (Mingala, Zangba, Satéma, Djéma et Zémio) avec des taux de malnutrition aigüe globale qui dépassent le seuil d'urgence (selon les résultats de l'IPC Nutrition, septembre 2020) auront une incidence sur la vulnérabilité des populations y vivant. Ce seuil dépasse la moyenne nationale de 63%, ce qui se traduit par un accès réduit aux services de base.
- Les zones de Bouar, Nola, Bossangoa, Paoua, Kaga-Bandoro, Bambari, Alindao, Obo, Bangassou, Bamingui, Mingala, Zangba, Satema, Zémio, Ngaoundaye, Kouï, Amadagaza, Bakouma, Kouanga, Markounda, Boguila, Mbrès, Kabo, Sido, Baboua, Abba, Ouango, Gambo, Ndjoukou, Mala et Mboki où des baisses de la production agricole sont attendues du fait de l'insécurité répétée qui empêche les ménages de pleinement utiliser les

disponibilités des terres fertiles et promouvoir des pratiques agricoles appropriées.

Aux conflits s'ajoutent d'autres facteurs qui limitent la production agricole tel le mouvement des transhumants, la recrudescence des maladies des bétails (PPC, Pasteurellose bovine, PPR, etc.), les maladies des plantes, l'expansion de leurs ravageurs (à l'exemple de la chenille légionnaire d'automne), l'accès limité aux sols et les catastrophes naturelles (inondations, retards et/ou déficits pluviométriques). Ceci affecte les rendements des cultures et la disponibilité alimentaire dans plusieurs sous-préfectures du pays.

Il en est de même pour le mauvais état des routes de desserte agricole en période de pluies, de la précarité des infrastructures routières, des contraintes d'accès aux marchés disponibles, de l'instabilité des prix des denrées alimentaires de première nécessité, du faible pouvoir d'achat des ménages. Ces facteurs affectent de facto la disponibilité alimentaire et risquent de créer une période de soudure précoce pour plusieurs localités analysées. Les vols, les pillages des récoltes et du bétail conduisent à une faible disponibilité des denrées alimentaires de base et limitent des échanges commerciaux entre les différentes sous-préfectures.

Pour ce qui est des marchés centrafricains, depuis le début de l'année 2021, ils ont connu des chocs récurrents avec le début de la crise électorale à la fin 2020. L'insécurité a provoqué des tensions sur la disponibilité et les prix des produits alimentaires et non alimentaires, tel que dans le nord-ouest au mois de mai 2021 après des conflits survenus le long de la frontière avec le Tchad. Au courant de l'année 2021, les champs et des villages ont été occupés par les groupes armés, empêchant certains ménages d'accéder aux récoltes. Des conséquences sur les moyens de subsistance, les revenus et les prix des denrées alimentaires ont été constatées lors des enquêtes conduites entre juin et août 2021. Selon l'enquête EFSA conduite par le PAM en août 2021, 75% des enquêtés identifient l'insécurité comme la principale cause de l'insécurité alimentaire.

Vu la tendance des prix et celle des récoltes en 2021, une augmentation rapide des prix due à la rareté des denrées alimentaires est anticipée dès le début de l'année 2022 coïncidant avec la rupture des stocks ménagers.

Projection des besoins

Au total, 2.4 millions de personnes (dont 51 pour cent de femmes) seront affectées par l'insécurité alimentaire aiguë, dont près de 1 671 056 en phase de crise (phase 3) et 688 883 en phase d'urgence (phase 4). De même, 1 528 284 seront en situation de phase de stress (phase 2). Parmi ces personnes, 60,5% ont moins de 18 ans, 35% ont entre 18-59 ans, 4,5% ont plus de 59 ans et 15% souffrent d'une situation de handicap.

Les personnes affectées par l'insécurité alimentaire notamment ceux qui sont en phase 3 et plus ont besoin d'accéder à une nourriture saine, nutritive et suffisante (assistance alimentaire d'urgence). De même, pour renforcer leur résilience, des appuis à la relance agricole/pastorale sont nécessaires aux ménages en situation d'urgence dans les zones géographiques ciblées.

Au niveau de l'emploi et des activités économiques, les femmes interviennent principalement dans les emplois à faible sécurité, à des postes subalternes et dans le secteur informel. Dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire, les femmes réalisent la majeure partie des activités, mais à cause du manque d'outils modernes, du faible accès aux intrants et au crédit, le rendement demeure faible et les revenus insuffisants. L'accès foncier des femmes est limité, à cause principalement des pratiques coutumières inégalitaires de genre. Des cas de violences sexuelles contre les femmes et les filles lors de l'accès aux champs ainsi que le recrutement forcé n'ont pas épargné les centrafricaines. Ceci a créé des besoins imminents auprès des femmes/filles victimes de VBG car leur capacité de production et les moyens de survie ont été sévèrement touchés.

Suivi des besoins

Le Cluster Sécurité Alimentaire de concert avec tous les partenaires est déterminé à améliorer la collecte de données et fournir une solide analyse sectorielle de la situation humanitaire. Pour cela, un système de remontées des informations de façon périodique sera mis en place avec les membres du Cluster Sécurité Alimentaire. Des indicateurs seront établis pour mesurer le progrès, éclairer la prise de décision et assurer des ajustements aux opérations humanitaires. La collecte et l'analyse des données intègrent le genre, le handicap, l'âge et la protection.

Le Cluster Sécurité Alimentaire mettra trimestriellement à disposition une Matrice 5W, qui permet de comprendre

la présence et la capacité des partenaires, ainsi que la réponse opérationnelle apportée ; et qui contribue à la planification des programmes en évitant les duplications au profit d'une complémentarité. Également le Cluster Sécurité Alimentaire produira un rapport de suivi périodique/une analyse des écarts, un tableau de bord interactif et des bulletins d'examen si des progrès sont accomplis dans l'atteinte des objectifs stratégiques et sectoriels basés sur les réalisations des partenaires sectoriels.

En 2022, le cluster Sécurité alimentaire effectuera un suivi trimestriel de la proportion des dépenses alimentaires, des stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance et du score de consommation alimentaire et/ou du déficit énergétique alimentaire. Ces derniers indicateurs représentent deux dimensions essentielles de l'insécurité alimentaire, à savoir le « statut actuel » basé sur le score de consommation alimentaire, le déficit énergétique alimentaire et le « statut de survie » qui utilise les indicateurs mesurant la vulnérabilité économique et l'épuisement des actifs des ménages.

Concernant l'ensemble des efforts de renforcement des capacités des acteurs, le suivi du marché et des prix, le cluster et les partenaires mettront à disposition des rapports informant et permettant de surveiller les marchés ainsi que les prix des denrées de première nécessité.

“1” Télécommunication d’urgence

Aperçu

Du fait de la faible couverture en télécommunications, le réseau téléphonique mobile est limité aux principaux centres urbains des sous-préfectures. En dépit des efforts entrepris par les opérateurs de téléphonie en vue d'étendre leur réseau, l'accès à la téléphonie et au 3G est quasi-inexistant dans la plupart des zones d'opération humanitaire. A l'échelle nationale, seuls 3% des ménages auraient accès à l'internet à la maison, quel que soit l'appareil¹⁹⁷. Le manque crucial d'accès aux outils de communication par téléphone et internet rend difficile les échanges d'information entre acteurs humanitaires et autres détenteurs d'informations clés. Considérant la volatilité de la situation sécuritaire et la faible couverture des réseaux nationaux, la communauté humanitaire compte sur les services de radio mis à disposition afin de relayer les informations opérationnelles et sécuritaires. Le réseau de radio et canaux en place sont toutefois limités et le besoin d'améliorer la couverture du réseau de communication radio perdure, notamment VHF (Very High Frequency) et HF (High Frequency) afin d'augmenter les services de communication sécuritaire pour les humanitaires.

Les récentes tensions créées par les conflits pré/post-électorales à travers le pays ont encore accru le besoin de communications fiables et résilientes pour les partenaires humanitaires, notamment dans les zones où les opérateurs de téléphonie ne sont pas ou sont peu présents. Dans ce contexte d'insécurité, il est nécessaire d'améliorer les infrastructures de télécommunication (radio) permettant d'assurer la sécurité des acteurs humanitaires sur le terrain et de fournir un accès Internet dans les lieux communs opérationnels.

Pour les besoins des populations affectées par la crise, le cluster ETC et le groupe de travail AAP ont intégré des questions sur les besoins d'information des populations affectées dans l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) 2021. Les résultats corroborent ceux de l'évaluation du cluster réalisée en 2018 sur les sites de personnes déplacées.

- Le téléphone portable est le principal moyen de contact des familles déplacées. En moyenne 1 personne déplacée sur 5 possède un téléphone portable selon l'évaluation du cluster, tandis que 4 personnes déplacées sur 10 payent pour passer des appels. La MSNA 2021 a confirmé que la non-possession de téléphone portable est une barrière à l'information critique pour les personnes déplacées, mentionnée par 19% des PDI en sites et 22% de ceux vivant en familles d'accueil.¹⁹⁸ Moins de 2% de la population déplacée utilisant les téléphones communique par SMS ;

- La radio est le moyen d'accès à l'information le plus utilisé et le plus favorisé. 66% de la population préfère recevoir des informations par radio et plus encore dans des préfectures avec une couverture radiophonique élevée comme Bangui (75%) ou la Nana-Mambéré (76%)¹⁹⁹. Dans la majorité des cas, il n'existe qu'une seule chaîne de radio diffusion qui a des programmes en langue nationale. Malheureusement, les ménages ne possèdent souvent pas le matériel pour recevoir cette information. En effet, le manque de poste récepteur radio est considéré comme la principale barrière à l'information pour toutes les catégories de population, en particulier pour les PDI vivant sur les sites (41%) et en familles d'accueil (47%) ;

- Les délégués communautaires sont les principaux points focaux vers lesquels les communautés s'appuient pour échanger les informations liées à l'assistance humanitaire ;

- L'accès à l'électricité est éparpillé. Presque 80% des populations déplacées qui possèdent un téléphone portable éprouve un réel problème. Pour les recharger, ils payent dans des cabines privées de recharge au mini système solaire quelques heures voire minutes selon le nombre de terminaux à recharger. A contrario, l'étude dans les sites de Bangassou a démontré que 65% des déplacés ont accès à des systèmes individuels ou partagés de charge utilisant des panneaux solaires²⁰⁰.

En général les populations affectées par la crise, quelque

soit le mode de transmission et les mécanismes d'acheminement de l'information ont besoin en priorité de recevoir : des nouvelles sur ce qu'il se passe dans leurs zones actuelles ou d'origine ; des informations sur l'accès aux programmes d'assistance humanitaire et des informations pour trouver un travail, des activités génératrices de revenus et moyens de subsistance²⁰¹.

Avec l'arrivée de l'épidémie de la COVID-19 dans le pays en mars 2020, la population a également besoin d'accéder aux informations essentielles comme les gestes barrières à respecter, qui contacter en cas de symptômes, comment les reconnaître et où aller pour se faire soigner, tester ou vacciner. Une étude publiée en mars 2021 a confirmé que 44% de la population centrafricaine exprime un besoin d'informations générales sur la pandémie, tandis que 45% faisait état d'un besoin d'informations sur ses conséquences scolaires et pour les enfants²⁰².

- Grâce à la mise en place d'un centre d'appel à Bangui pour répondre aux demandes liés à la COVID-19, le cluster de télécommunications d'urgence (ETC) soutient l'accès à l'information pour la population. Cela est aussi le cas à Bria grâce à la mise en place d'un centre téléphonique mis à disposition des populations

déplacées ainsi que le centre de feedback situé au même endroit qui permet un dialogue entre les humanitaires et les communautés recevant de l'aide.

En tant que secteur de soutien, l'ETC doit continuer à soutenir la communauté humanitaire, composée des agences des Nations Unies et des ONG locales et internationales opérant en Centrafrique, en leur donnant accès aux services Internet et aux services associés à la sécurité du personnel, en utilisant des réseaux de télécommunications radio mis en place par le cluster en collaboration avec le département de sécurité des Nations Unies (UNDSS). Les services fournis par l'ETC favorisent une mise en place et un déploiement efficace des activités humanitaires, ainsi qu'une meilleure sécurité des acteurs humanitaires opérant dans les zones à risque. L'ETC doit également continuer à soutenir les personnes affectées grâce à des systèmes mis en place pour soutenir l'accès à l'information à travers des émissions radio diffusées, les centre de feedback et centre d'appel, ainsi que des équipements en place pour téléphoner.

Section 4

Annexes



[Site Lazare, Kaga-Bandoro, Préfecture de la Nana-Gribizi](#)

Brice, enfant déplacé interne, et ses amis, nous dit : « Nous mangeons qu'une fois par jour dans le site. Souvent, on est trop fatigué pour jouer »

©NRC/C. Igara

Partie 4.1

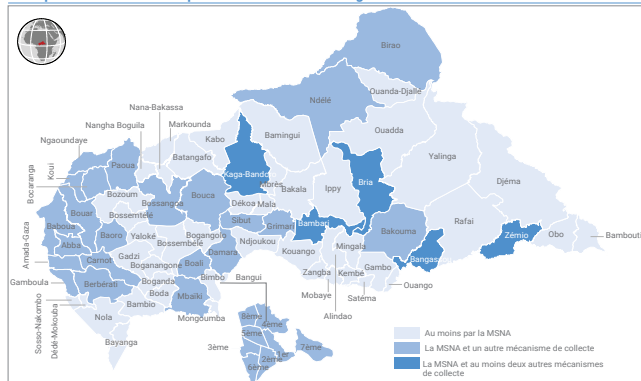
Source des données et lacunes d'informations

L'analyse du HNO se fonde sur des données fraîchement collectées à travers des mécanismes d'évaluation conjoints de l'Inter-cluster avec l'appui du groupe de travail sur les évaluations (Assessment Working Group). C'est ainsi que plus de 17 250 ménages ont été interrogés lors des processus de collectes effectués par REACH, Ground Truth Solutions, le groupe redevabilité envers les personnes affectées (AAP) et le domaine de responsabilité (AoR) protection de l'enfance. L'évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) a permis de collecter les informations relatives aux besoins complexes et pluriels des populations tandis que les enquêtes de perceptions ont permis de s'attarder sur le ressenti et la volonté des bénéficiaires de l'assistance humanitaire eux-mêmes.

Les consultations conduites en 2021 ont été inclusives et ont permis d'entendre tous les différents groupes de populations sans distinction de statut de déplacement (personnes déplacées interne, retournées/rapatriées, non déplacées, réfugiés), de sexe (femme, homme), d'âge (enfant, adulte) ou du statut de handicap. Par ailleurs, les acteurs humanitaires ont persévéré leurs efforts pour obtenir des informations fiables dans les zones non accessibles pour des raisons sécuritaires et logistiques. D'une part, plus de 600 informateurs clés furent interrogés pour comprendre les conditions humanitaires prévalant dans les dix sous-préfectures où les enquêteurs n'ont pas pu se rendre. D'autre part, une quinzaine de missions héliportées furent organisées par les partenaires humanitaires pour se rendre dans des localités non accessibles par la route et réaliser des évaluations rapides ; souvent couplées à une première assistance d'urgence.

Grâce à cette méthodologie combinée d'enquêtes ménages et informateurs clés, la MSNA a couvert les 71 sous-préfectures du pays et les huit arrondissements de la capitale, tandis que l'enquête de l'AoR protection de l'enfance a couvert 27 sous-préfectures, soit 34%.

Sous-préfectures couvertes par les évaluations d'envergure en 2021















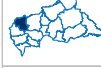




En plus de ces mécanismes de collecte d'envergure des évaluations spécifiques ont été menées par les acteurs humanitaires, entre autres, sur l'évolution des prix des produits de première nécessité, l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, hygiène et assainissement), le monitoring de protection. Entre janvier et septembre 2021, 232 évaluations ont été conduites par les acteurs humanitaires et 35% ont couvert au moins deux secteurs. Parmi elles, 22 évaluations exploratoires (MEX) et 33 évaluations multisectorielles approfondies (MSA) furent réalisées par les partenaires du RRM à la suite de chocs. Aussi, l'analyse IPC adoptée par les secteurs de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition a permis de définir les besoins dans ces deux secteurs et a contribué de façon significative à l'analyse des besoins humanitaires intersectoriels.

En 2022, au delà de préserver ces acquis, les partenaires humanitaires tâcheront de combler trois lacunes d'information principales :

- Obtenir des données robustes pour estimer la mortalité, surtout sur les axes;
- Accroître la fréquence de collecte, la qualité et l'usage des données collectées dans les zones difficiles d'accès ;
- Renforcer la couverture du système GBVIMS ainsi que la surveillance épidémiologique;

Régistre des évaluations conduites en 2021

Préfecture	CCM/ABRIS /BNA	Education	EHA	Multi-Secteur	Nutrition/Santé	Protection	Sécurité alimentaire	Total par préfecture
 BAMANGUI-BANGORAN				2	1	1	2	6
 BANGUI	2				1	4	2	9
 BASSE-KOTTO	1		3	3	2	2	2	13
 HAUTE-KOTTO	1			3		3	1	8
 HAUT-MBOMOU			2	3	1	2	1	9
 KÉMO				10	2	4	2	18
 LOBAYE	1			2	1	3	2	9
 MAMBÉRÉ-KADÉÏ				1	1	1	2	5
 MBOMOU	4	1	1	11	1	1	3	22
 NANA-GRIBIZI	2	1	1	7	1	4	2	18
 NANA-MAMBÉRÉ		1	3	6	1	3	2	16
 OMBELLA M'POKO	1	1	5	8	1	3	2	21
 OUAKA	4	1		5	1	7	2	20
 OUHAM	4	1	1	14	1	9	2	32
 OUHAM-PENDÉ	1			7	1	6	2	17
 SANGHA-MBAÉRE					1	1	2	4
 VAKAGA			1		1	1	2	5
TOTAL	21	6	17	82	18	55	33	232

1-2 3-7 8-25 26-49 50>=



Partie 4.2

Méthodologie de calcul du PiN intersectoriel et de la sévérité des besoins

Fort de la couverture nationale de la MSNA, le scénario A de la méthodologie basée sur le Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint /Joint Intersectoriel Analysis Framework (JIAF²⁰³), déjà utilisée lors du précédent processus du HNO 2021, a été retenu pour l'estimation des besoins liés au bien-être physique et mental ainsi qu'aux conditions de vie des ménages²⁰⁴. Les résultats issus de cette analyse ont été renforcés par les données primaires et secondaires issues des autres mécanismes de collecte de données cités ci-dessus.

Groupes de population

Pour le calcul du PIN intersectoriel, les quatre groupes de population ont été considérés :

- PDI sur site : personnes déplacées internes vivant sur les sites formels ou non formels ;
- PDI en familles d'accueil : personnes déplacées internes vivant dans les communautés hôtes ;
- Retournées/Rapatriées : personnes déplacées internes retournées dans leurs communautés où elles comptent s'installer définitivement et personnes réfugiées à l'étranger spontanément retournées dans leurs communautés d'origine ;
- Hôtes : les personnes non déplacées.

Echelle géographique de l'analyse

L'échelle géographique retenue pour l'analyse de la sévérité des besoins et l'estimation du PiN est la sous-préfecture. Toutefois, le calcul du PiN des groupes de population a été effectué au niveau de la préfecture étant donné que l'échantillon utilisé dans la MSNA n'est pas représentatif des groupes de population à l'échelle de la sous-préfecture.

Le jugement d'expert pour tenir compte de réalités non reflétées dans les résultats

L'application de la méthodologie de calcul du JIAF a permis d'avoir une première tendance du PiN et de la sévérité dans les sous-préfectures. Sur la base de ces résultats, le comité d'analyse a interrogé et confirmé/ajusté certains résultats en tenant compte des preuves

étayées par les rapports d'évaluation, l'analyse des perceptions de protection (2P tool) ainsi que l'impact de la réponse humanitaire. Toutefois, ce jugement d'expert a surtout été mis en application dans les 10 sous-préfectures couvertes par les informateurs clés.

Sélection des indicateurs

En accord avec le comité d'analyse intersectoriel, les indicateurs utilisés pour le calcul de la sévérité et du PiN intersectoriels ont porté sur :

Bien-être physique et mental

1. Pourcentage de ménages ayant accès à une source d'eau améliorée pour boire en fonction du temps moyen pour collecter l'eau, la disponibilité des kits.
2. Pourcentage de ménages dont au moins un membre est décédé durant les 30 derniers jours.
3. Pourcentage de ménages ayant accès à des infrastructures d'assainissement améliorées fonctionnelles en fonction du type de latrines (partagées, non partagées ou communautaire).
4. Pourcentage de ménages dont au moins un membre a souffert d'un symptôme de troubles mentaux.
5. Pourcentage de ménages qui se préoccupent de la sécurité des membres de son ménage.
6. Pourcentage de personnes en insécurité alimentaire aiguë (IPC).

Conditions de vie

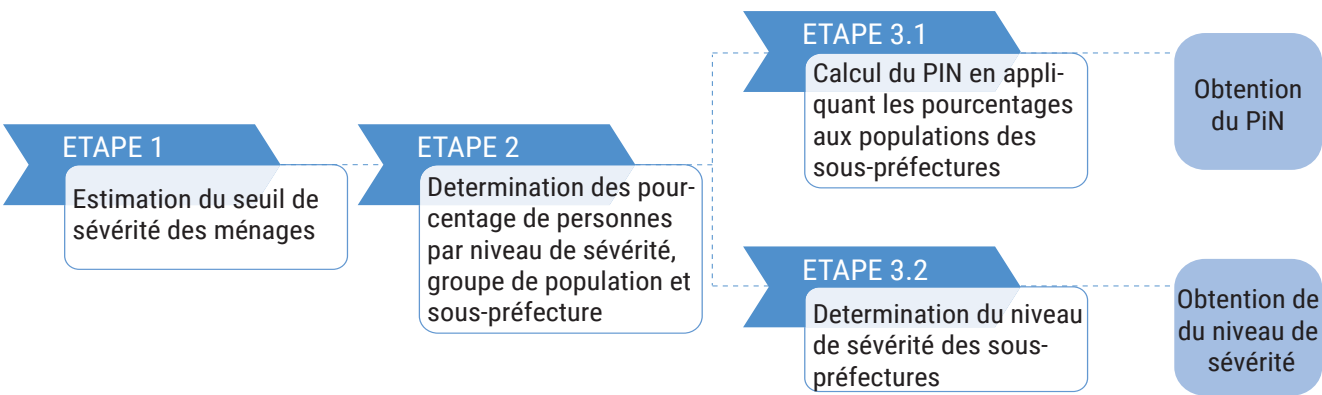
En plus des indicateurs de bien-être physique et mental, les indicateurs ci-dessous ont été considérés pour le calcul et la sévérité des besoins intersectoriels.

- 1. Pourcentage de ménages faisant face à des difficultés d'accès à l'eau, par type de difficultés protection.
- 2. Pourcentage de ménages faisant face à des difficultés d'accès à l'eau, par type de difficultés WASH.
- 3. Pourcentage de ménages faisant face à des difficultés d'accès aux services de santé.
- 4. Nombre de lits d'hôpital pour 10 000 habitants.

Processus d'estimation du PiN intersectoriel par pilier humanitaire

Le PiN intersectoriel a été estimé à partir des indicateurs qui supportent les piliers des conditions humanitaires (conditions de vie et bien-être physique et mental). Un PiN "bien-être" a été défini en utilisant certains indicateurs critiques de ce PiN intersectoriel global afin de capturer la portion de personne dans le besoin ayant des besoins sévères.

Pour chaque pilier humanitaire, les étapes pour le calcul du PiN ont été les suivantes :



Etape 1: Estimation du seuil de sévérité des 17 352 ménages pour chaque indicateur puis calcul du score de sévérité du ménage pour le pilier.

			Niveau ménage (MSNA)			Niveau communautaire (autres sources)		
Ménage no	Sous-préfecture	Groupe de population	% de ménages ayant un accès équitable et non-discriminatoire aux différents services essentiels de base (accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la justice) ...	% de ménages comprenant au moins un membre en détresse psychosociale, par âge et genre	Etc.,	Prévalence (%) de la malnutrition chronique globale chez les enfants de 0 à 59 mois	Etc.;	Score pour la condition humanitaire
HH1	Alindao	PDI_Site	3	4	-	1	-	3
HH2	Alindao	PDI_Site	3	2	-	1	-	2
HH3	Birao	Hôte	2	4	-	5	-	4
Etc.,								

Etape 2 : Estimation par sous-préfecture et groupes de population des pourcentages de personnes par échelle de sévérité.

Sous-Préfecture	Groupe de population	Total population	1	2	3	4	5
Alindao	Hôte	57,254	0,00%	28,47%	56,83%	9,76%	4,94%
Alindao	IDP_FA	4,818	4,50%	27,93%	35,46%	24,17%	7,95%
Alindao	IDP_site	22,903	1,72%	10,10%	36,62%	37,96%	13,61%
Alindao	retourné	0	0,00%	29,40%	11,06%	47,68%	11,86%
Birao	hôte	27,435	0,00%	41,82%	41,85%	15,32%	1,01%
Birao	IDP_FA	1,292	0,00%	19,79%	63,84%	15,76%	0,60%
Birao	IDP_site	10,965	0,00%	0,00%	71,76%	24,70%	3,54%
Etc.,							

Etape 3 : Estimation par sous-préfecture et groupe de population du nombre de personnes par échelle de sévérité et en multipliant les pourcentages précédemment obtenus par la population de la sous-préfecture. Le PiN correspond ainsi au nombre de total de personnes qui se trouvent en sévérité 3, 4 et 5 comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Sous-Préfecture	Groupe de population	Total population	1	2	3	4	5	PiN
Alindao	Hôte	57,254	-	16,301	32,536	5,589	2,828	40,953
Alindao	IDP_FA	4,818	217	1,346	1,708	1,164	383	3,255
Alindao	IDP_site	22,903	393	2,314	8,386	8,694	3,116	20,196
Alindao	retourné		-	-	-	-	-	-
Birao	hôte	27,435	-	11,472	11,481	4,204	278	15,963
Birao	IDP_FA	1,292	-	256	825	204	8	1,037
Birao	IDP_site	10,965	-	-	7,868	2,708	389	10,965
TOTAL		124,667	610	31,689	62,804	22,563	7,002	92,369

Processus pour l'estimation de la sévérité

La sévérité a été déterminée au niveau des sous-préfectures en utilisant les mêmes indicateurs qui ont servi pour le calcul du PiN. La carte de sévérité globale correspond donc à celle du pilier « Conditions de vie ».

Le seuil par sous-préfecture a été déterminé en suivant la règle des 25%²⁰⁵ comme illustré sur le tableau ci-dessous.

Sous-Préfecture	1	2	3	4	5	SÉVÉRITÉ
Alindao	0,00%	28,47%	56,83%	9,76%	4,94%	3
Alindao	4,50%	27,93%	35,46%	24,17%	7,95%	4
Alindao	1,72%	10,10%	36,62%	37,96%	13,61%	4
Alindao	0,00%	29,40%	11,06%	47,68%	11,86%	4
Birao	0,00%	41,82%	41,85%	15,32%	1,01%	3
Birao	0,00%	19,79%	63,84%	15,76%	0,60%	3
Birao	0,00%	0,00%	71,76%	24,70%	3,54%	4

Au-delà des sévérités par pilier humanitaire, la sévérité par groupe de population a été déterminée à l'échelle des préfectures puis extrapolée aux sous-préfectures tout en tenant compte de la présence ou non des groupes de population. Par exemple, pour les PDI sur sites, toutes les sous-préfectures appartenant à la même préfecture ont la même sévérité. Cependant, les sous-préfectures où il n'y a pas de présence de PDI sur sites n'ont pas de score.

Préfecture	Groupe de population	1	2	3	4	5	SEVERITE
Basse-Kotto	Hôte	0,00%	28,47%	56,83%	9,76%	4,94%	3
Basse-Kotto	IDP_FA	4,50%	27,93%	35,46%	24,17%	7,95%	4
Basse-Kotto	IDP_site	1,72%	10,10%	36,62%	37,96%	13,61%	4
Basse-Kotto	retourné	0,00%	29,40%	11,06%	47,68%	11,86%	4
Vakaga	hôte	0,00%	41,82%	41,85%	15,32%	1,01%	3
Vakaga	IDP_FA	0,00%	19,79%	63,84%	15,76%	0,60%	3
Vakaga	IDP_site	0,00%	0,00%	71,76%	24,70%	3,54%	4

Insuffisances et limitations

La MSNA a permis de couvrir quasiment tout le territoire et de collecter des données au niveau ménage aussi bien sectorielles qu'intersectorielles. Elle a aussi permis de mettre en exergue les besoins spécifiques des différents groupes de populations à l'échelle des préfectures.

Toutefois, compte tenu des difficultés d'accès liées aux contraintes sécuritaires et/ou logistiques, dix des sous-préfectures ont été couvertes par les enquêtes à travers des informateurs clés. Les données collectées auprès des informateurs a permis d'avoir de bonnes indications sur les besoins des populations vivant dans ces zones. Ainsi, l'analyse contextuelle a donc été prise en compte aussi bien par les clusters que l'inter-cluster pour faire ressortir les spécificités dans ces sous-préfectures.

Par ailleurs, étant donné la non représentativité de l'échantillon de la MSNA au niveau de la sous-préfecture pour les groupes de population, le calcul du PiN à cette échelle géographique a été effectué sans distinction de groupes. En revanche, le PiN pour les groupes de population a été calculé sans difficulté à l'échelle des préfectures et ensuite été agrégé pour avoir le PiN au niveau national.

Aussi, il a été noté un écart significatif entre le pourcentage de personnes vivant avec un handicap obtenu à travers la MSNA et celui recommandé par le niveau global. Partant de l'hypothèse que les concepts de handicap formulés lors de l'enquête pourraient contenir des imprécisions (malgré l'utilisation des questions standards du Washington Group), il a été convenu de considérer le taux de 15%, correspondant aux préconisations du niveau global.

Méthode de calcul des PiN sectoriels

Le calcul des PiN sectoriels est conforme aux lignes directrices du Comité Permanent Interorganisations (IASC) et à celles des Clusters Globaux telles qu'annexées au cadre JIAF; à l'exception des clusters Nutrition, Sécurité alimentaire et Education.. Les clusters Sécurité alimentaire et Nutrition ont utilisé la méthodologie de l'IPC tandis que celui de l'Education s'est servi de la méthodologie suivante :

Méthode de calcul du PiN du cluster Education

L'analyse sectorielle est basée sur les concepts clés proposés par le Global Education Cluster (GEC) dans la manière de mener les calculs, ainsi que ceux de l'analyse intersectorielle pour une meilleure cohérence et intégration des résultats. Afin d'obtenir des résultats plus précis et d'éviter le double comptage au moment des calculs du PIN, ceux-ci sont basés sur des données collectées au niveau des individus (via la MSNA) complétées par des données collectées au niveau des sous-préfectures au besoin.

Approche utilisée

Le processus de calcul de la sévérité et du PiN se présente comme suit :

1. Sélection d'indicateurs (individuels et au niveau des sous-préfectures)
2. Etablissement des seuils de sévérité
3. Calcul du niveau de sévérité pour chaque enfant en âge d'aller à l'école dans les ménages interrogés au cours de la MSNA²⁰⁶
4. Calcul de la proportion d'enfants en âge d'aller à l'école se situant dans chaque niveau de sévérité, pour chaque sous-préfecture et groupe de population concernés
5. Calcul du PiN (ensemble d'enfants en âge d'aller à l'école dans les niveaux de sévérité 3-5)
6. Attribution d'un niveau de sévérité pour chaque sous-préfecture

Insuffisances et limitations

Les limites à la méthodologie présentée dans ce document peuvent être résumées comme suit :

- Les index de sévérité et le PiN sont calculés en utilisant des données collectées via des évaluations qui présentent elles-mêmes des limites qu'il s'agit de prendre en compte (niveau de représentativité statistique, biais dans les réponses, couverture géographique, etc.).
- Par définition, un modèle qui vise à simplifier la complexité de la réalité de la situation humanitaire dans un contexte spécifique ne fournira pas des résultats qui représentent exactement la réalité telle qu'elle.

Les seuils correspondant aux différents niveaux de sévérité sont basés soit sur des standards globaux / nationaux ; soit sur le jugement d'experts, ce qui implique un possible biais selon l'expérience personnelle des personnes impliquées dans la décision des seuils de sévérité par indicateur / sous-pilier.

Sources de données

Base de données	Source de données	Niveau / méthodologie	Date
# de personnes pour chacun des groupes de populations ciblées (non-déplacés ; déplacés en familles d'accueil ; déplacés sur sites ; retournés ou rapatriés)	OCHA/DTM/CMP	Par sous-préfecture	Août 2021
MSNA	Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA / REACH)	Données collectées auprès des ménages, représentatives avec un niveau de confiance de 92% et une marge d'erreur de 10% par sous-préfecture et par groupe de population par préfecture.	Juillet – août 2021

Indicateurs et seuils de sévérité

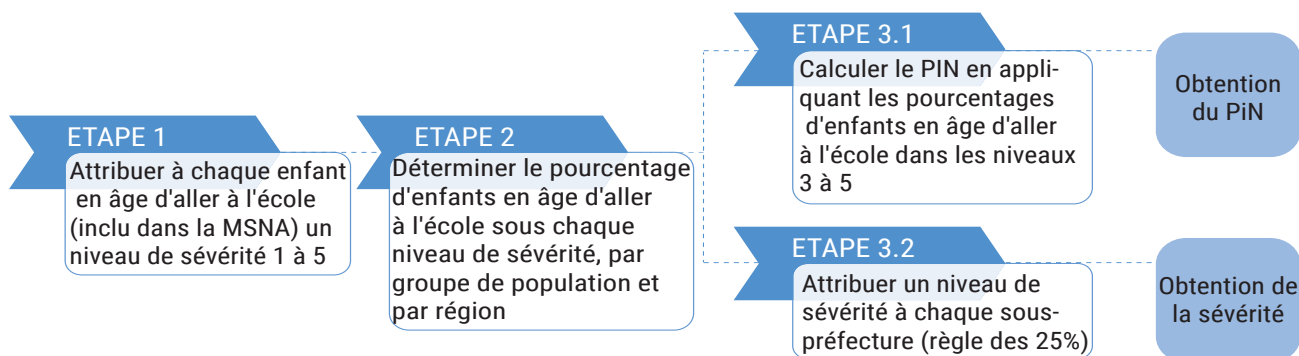
Indicateur	Sous-indicateur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
% d'enfants en âge d'aller à l'école (3-17 ans) déscolarisés ou /en risque de rupture scolaire, suite à l'insécurité : (désagrégué par niveau scolaire et par genre)	<p>1) Enfants n'ayant pas fréquenté l'école régulièrement (au moins 4 jours par semaine) pendant moins de 6 mois, désagrégué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Filles de 3 à 5 ans • Garçons de 3 à 5 ans • Filles de 6 à 12 ans • Garçons de 6 à 12 ans • Filles de 13 à 17 ans • Garçons de 13 à 17 ans <p>2) Enfants étant dans un ménage ayant cité des raisons liées à l'insécurité ou la protection comme barrière à l'éducation</p> <p>3) Enfants étant dans un ménage ayant cité des raisons liées à la distance comme barrière à l'éducation</p> <p>4) Enfants vivant au sein d'un ménage déplacé en famille d'accueil, sur site ou retourné / rapatrié</p>	<p>L'enfant est scolarisé et fréquente l'école régulièrement</p> <p>Et vit au sein d'un ménage non-déplacé</p> <p>Et la distance à l'école ou l'accès sécuritaire n'est pas considéré comme une barrière à l'éducation</p>	<p>L'enfant est scolarisé et fréquente l'école régulièrement</p> <p>Et vit au sein d'un ménage déplacé, retourné ou rapatrié</p> <p>Ou</p> <p>L'enfant est scolarisé et fréquente l'école régulièrement</p> <p>Et vit au sein d'un ménage non-déplacé</p> <p>Et la distance à l'école est considéré comme une barrière à l'éducation</p>	<p>L'enfant est scolarisé mais n'a pas fréquenté l'école régulièrement</p> <p>Et l'enfant est dans un ménage n'ayant cité ni une raison liée à l'insécurité / protection</p> <p>Ou</p> <p>L'enfant est scolarisé et fréquente l'école régulièrement</p> <p>Et vit au sein d'un ménage déplacé, retourné ou rapatrié</p> <p>Et la distance à l'école est considérés comme une barrière à l'éducation</p> <p>Ou</p> <p>L'enfant est déscolarisé</p> <p>Et vit dans un ménage non-déplacé</p>	<p>L'enfant est déscolarisé</p> <p>Et vit dans un ménage déplacé</p> <p>Ou</p> <p>L'enfant est scolarisé mais n'a pas fréquenté l'école régulièrement</p> <p>Et l'enfant est dans un ménage ayant cité une raison liée à l'insécurité / protection</p>	N/A

Processus pour le calcul de la sévérité et du PiN

Le processus méthodologique permet de lier le PiN et la sévérité, tout en permettant une flexibilité dans le choix d'indicateurs et de seuils de sévérité. Il permet également de combiner des données collectées au niveau des ménages concernant les individus ainsi que des données collectées au niveau des sous-préfectures.

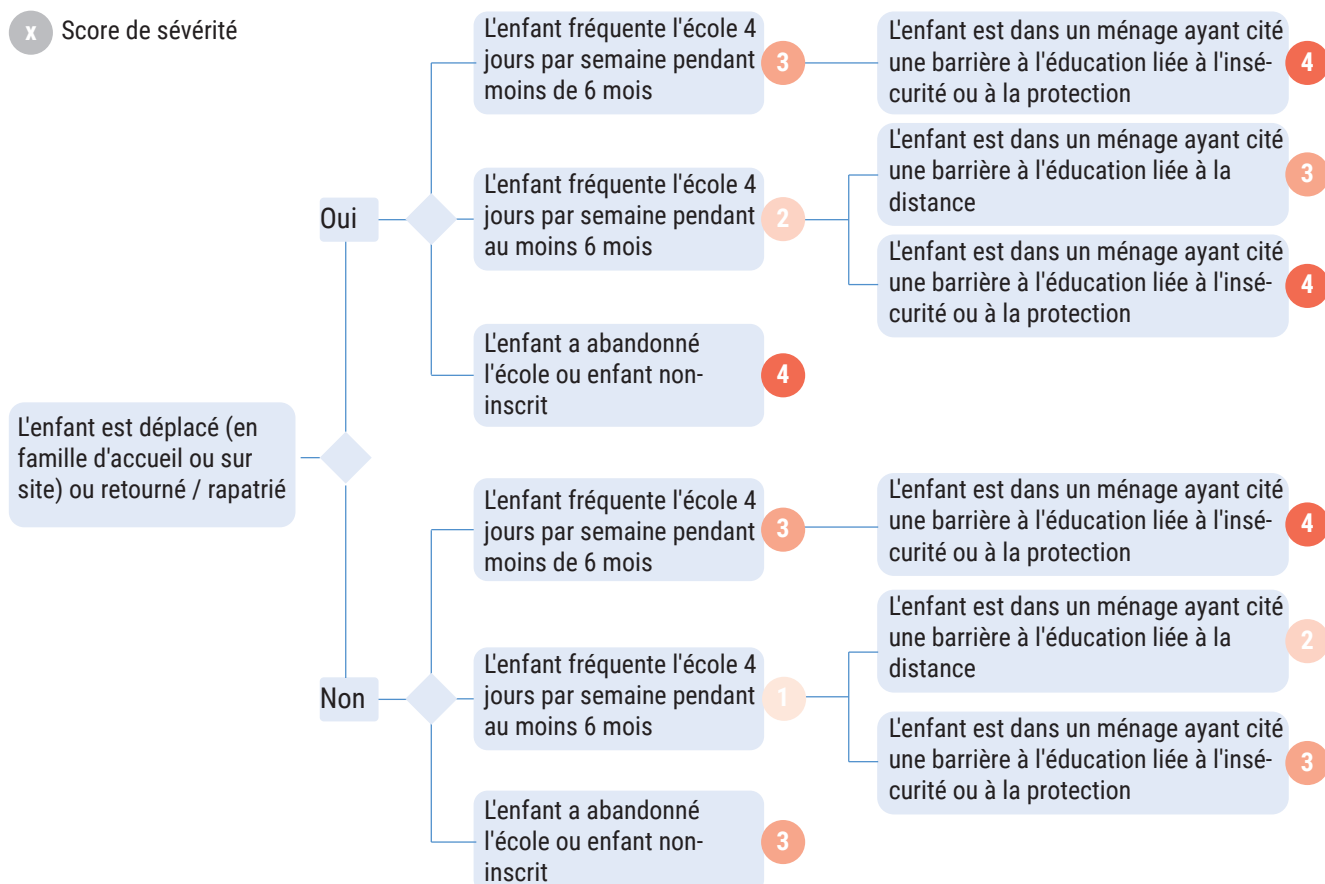
Tel qu'appliqué au niveau de l'analyse intersectorielle, le PIN prendra en compte l'ensemble des personnes qui se situent dans les niveaux de sévérité 3 à 5.

Etapas du calcul du PiN et de la sévérité



Processus pour le calcul de l'étape 1 (indicateurs et scores donnés à titre indicatif)

Scénario 1 : Accès aux seules données MSNA



Acronymes

2P	Protection Priorities/ Priorités de protection
AAP	Accountability to Affected People/ Redevabilité envers les populations affectées.
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
AoR	Area of responsibility/domaine de responsabilité
APPR	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
AWG	Groupe de travail sur les évaluations
BFSP	Blanket Supplementary Feeding Program
CCCM	Camp Coordination and Camp Management
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CMP	Commission Mouvements de Populations
COVID-19	Maladie à coronavirus
CVJRR	Commission Vérité, Justice, Réparations et Réconciliation
DDH	Division des Droits de l'Homme
DIH	Droit international humanitaire
DNTC	Direction nationale des collectivités territoriales
DTM	Displacement Tracking Matrix/ Matrice de Suivi des Déplacements
EAFGA	Enfants associés aux forces et groupes armés
EE	Engins explosifs
EFSA	Evaluation de sécurité alimentaire en urgence
EHA	Eau, hygiène et assainissement
EHP	Equipe Humanitaire Pays
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCS	Score de consommation alimentaire
FEFA	Femmes enceintes et femmes allaitantes
FOSA	Formation sanitaire
FSI	Forces de sécurité intérieures
GBVIMS/	Gender-Based Violence Information Management System/Système d'information commun des violations
VBGIMS	basées genre
GTS	Ground Truth Solutions
HeRAMS	Système de surveillance de la disponibilité des ressources et des services de santé
HF	High Frequency
HNO	Humanitarian Needs Overview/Aperçu des besoins humanitaires
IASC	Interagency standing committee/ Comité Permanent Inter-organisations
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales.
ICCG	Groupe de Coordination Intercluster
IMWG	Information Management Working Group/Groupe sur la gestion de l'information
IPC	Integrated food security phase classification/ Cadre intégré de classification de sécurité alimentaire
JIAF	Cadre d'analyse intersectorielle conjoint
LTB	Logement, terre et biens
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MAG	Malnutrition aiguë globale
MCG	Malnutrition chronique globale
MEX	Mission exploratoire
MGF	Mutilations génitales féminines
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA

MSNA	<i>Evaluation multisectorielle des besoins</i>
MSPP	<i>Ministère de la Santé Publique et de la Population</i>
MSR1	<i>Main Supply Route</i>
MSSC	<i>Moyen de subsistance et stabilisation des communautés</i>
MT	<i>Tonne métrique</i>
MUAC	<i>Mid-Upper Arm Circumference/ Utilisation du périmètre brachial</i>
mVAM	<i>mobility Vulnerability Analysis Mapping</i>
NFI	<i>Non Food Items / Articles non alimentaires</i>
NRC	<i>Norwegian Refugee Council/ Conseil Norvégien pour les réfugiés</i>
OCHA	<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs/Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires</i>
OIM	<i>Organisation Internationale pour les Migrations</i>
OMS	<i>Organisation mondiale de la santé</i>
ONG	<i>Organisation non-gouvernementale</i>
PAM	<i>Programme Alimentaire Mondial</i>
PB	<i>Périmètre brachial</i>
PCR	<i>Polymerase chain reaction</i>
PDI	<i>Personne déplacée Interne</i>
PHAST	<i>Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement</i>
PIB	<i>Produit Intérieur Brut</i>
PIN	<i>People in need/Personnes dans le besoin</i>
PMAS	<i>Coût médian du Panier Minimum des Articles de Survie</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i>
RCA	<i>République centrafricaine</i>
RDC	<i>République démocratique du Congo</i>
UNICEF-RRM	<i>UNICEF-Mécanisme de Réponse Rapide</i>
SAG	<i>Groupe Consultatif stratégique</i>
SIDA	<i>Syndrome d'Immunodéficience acquise</i>
SMART	<i>Standardized monitoring and assessment on relief and transitions</i>
SNAP	<i>Surveillance Nutritionnelle et Alerte Précoce</i>
SNIS	<i>Le Système National d'Information Sanitaire</i>
TBW	<i>Translators Without Borders</i>
UNDSS	<i>United Nations Department of Safety and Security/Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies</i>
UNFPA	<i>Fonds des Nations Unies pour la Population</i>
UNHCR	<i>United Nations High Commissioner for Refugees/Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés</i>
UNICEF	<i>United Nations Children's Funds/ Fonds des Nations Unies pour l'Enfance</i>
UNMAS	<i>United Nations Mine Action Service/ Service de l'action antimines des Nations Unies</i>
USD	<i>Dollar Américain</i>
VAR	<i>Vaccin contre la varicelle</i>
VBG	<i>Violences Basées sur le Genre</i>
VHF	<i>Very High Frequency</i>
VIH	<i>Virus de l'immunodéficience humaine</i>
EHA	<i>Eau, hygiène et assainissement</i>
WCS	<i>Wildlife Conservation Society</i>
XAF	<i>Franc CFA d'Afrique centrale</i>

Notes finales

- 1 Ce chiffre est utilisé pour la planification humanitaire. Il est basé sur les projections pour 2022 (5,6 millions de personnes) moins le nombre de réfugiés centrafricains. Données initiales : ICASEES/UNFPA/OCHA
- 2 REACH Initiative, MSNA 2021, « Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA) nationale », juin-août 2021
- 3 Projection 2022 ICASEES/UNFPA/OCHA, précédemment citée.
- 4 Banque mondiale, banque de données en ligne, <https://bit.ly/3vf02X9>
- 5 Banque mondiale, banque de données en ligne, <https://bit.ly/2YX18gq>
- 6 ICASEES et UNICEF, « Enquête par grappes à indicateur multiples n.6 (MICS), 2018-2019, République centrafricaine », Rapport final des résultats de l'enquête, janvier 2021, p.32
- 7 UNFPA, banque de données en ligne, <https://www.unfpa.org/data/CM>
- 8 PNUD, « Rapport de développement humain », 2021 Update,
- 9 ONU Femmes et PNUD, « Profil genre de la RCA » 2021, p.11
- 10 Ibid.
- 11 MICS6-RCA, janvier 2021, p. 69-71
- 12 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 13 Estimation de l'OMS
- 14 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 15 Humanité & Inclusion, « Etudes des barrières à l'accès à l'aide humanitaire », février-août 2020 publié en mars 2021
- 16 PAM « Moyens de subsistance et sécurité alimentaire de groupes autochtones en République centrafricaine », avril 2021
- 17 Nations Unies, « Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine », février 2021 (S/2021/146)
- 18 Ibid
- 19 Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique, avec le soutien de l'Union Européenne, « Rapport final d'observation du Processus Electoral 2020-2021 en République Centrafricaine », 2021
- 20 Ibid
- 21 Nations Unies, op. cit., juin 2021
- 22 MINUSCA, Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires, septembre 2021
- 23 Nations Unies, op. cit., Juin 2021
- 24 Ibid
- 25 Le 17 décembre, plusieurs groupes ou milices armés ont annoncé la formation d'une Coalition des Patriotes pour la Centrafrique (CPC)
- 26 Groupe d'experts sur la République centrafricaine, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine, S/2021/569, juin 2021
- 27 Arrêté interministériel N.007/20/MTAC/MSIP/DIRCAP du 27 avril 2020 portant suspension provisoire du transport de passagers
- 28 PNUD, « Rapport national de l'impact socio-économique de la COVID-19- République centrafricaine », 2020

- 29 Banque Mondiale, « Cahiers économiques de la République centrafricaine - Investir dans le capital humain pour préserver l'avenir », quatrième édition, juillet 2021
- 30 Ground Truth Solutions, « Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République centrafricaine », bulletin n.4, mars 2021
- 31 FAO, "Enquête pré-récolte", Août 2021.
- 32 PNUD, « Note de synthèse sur la pauvreté en République centrafricaine », Processus d'élaboration du CCA 2021, août 2021
- 33 Secrétariat général des Nations Unies, « Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine », S/2021/571, juin 2021
- 34 Banque Mondiale, op. cit, juillet 2021
- 35 REACH Initiative, MSNA 2021, Initiative conjointe de suivi des marchés, « Rapport des tendances sur 6 mois – janvier à juin 2021 », juillet 2021
- 36 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit
- 37 Banque Mondiale, op. cit , juillet 2011
- 38 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit
- 39 ONU Femmes « Enquête rapide sur les effets de la COVID-19 - Une perspective genre – République centrafricaine », mai 2021, Initiative conjointe ONU Femmes, UNICEF et Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
- 40 International Rescue Committee (IRC), « Perspectives of families in Central African Republic on adolescents' involvement in armed groups», Research Brief, février 2021
- 41 Banque Mondiale, « Perspectives économiques en République centrafricaine : Investir dans le capital humain pour préserver l'avenir », Communiqué de presse, 4 août 2021
- 42 Banque Mondiale, op. cit, juillet 2011
- 43 REACH Initiative, « Analyse qualitative des marchés », aperçu de la situation, février 2021
- 44 mVAM, « Bulletin hebdomadaire de suivi des marchés », bulletin n.18, janvier 2021
- 45 Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES) et Banque Mondiale, « Suivi mensuel des prix – crise sécuritaire », bulletin n.002 de juin 2021
- 46 REACH Initiative, Initiative conjointe de suivi des marchés, op. cit., juillet 2021
- 47 Ibid.
- 48 Commission Mouvement de Populations, comparaison des données mensuelles de mars et mai 2021
- 49 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 50 REACH Initiative et GT CASH, Initiative conjointe de suivi des marchés, août 2021
- 51 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 52 Banque Mondiale, 2019
- 53 Ibid.
- 54 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 55 MICS-6 RCA, op. cit.
- 56 Ibid.
- 57 Autoévaluation des besoins en Renforcement des Capacités de Gestion de l'Environnement National et Mondial, Projet : 0047608 / AT : PIMS 2682-CAR NSCA sur financement du PNUD et d'autres partenaires
- 58 Extrait du discours du Président de la République centrafricaine lors de la Journée Nationale de l'Arbre 2021 célébrée le 23 août 2021 au village Liton, Commune de Bégoua
- 59 Rapport du Programme de définition des cibles nationales de la neutralité de dégradation des terres (PDC/NDT), Partenariat

entre le Ministère de l'environnement et du développement durable de la RCA et le Mécanisme global des Nations Unies pour lutter contre la désertification

- 60 Mécanisme de Réponse Rapide (UNICEF-RRM), Base de données des alertes du 1^{er} août 2020 au 9 septembre 2021
- 61 REACH Initiative, « Susceptibilité et risques d'inondations en République centrafricaine », Méthodologie d'analyse, juin 2020
- 62 Estimation à partir des évaluations « Flash infos » de la DTM (Displacement Tracking Matrix) et de celles de l'initiative conjointe d'évaluation post-catastrophe de la CRCA, DGPC, OCHA et REACH
- 63 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 64 Cluster Santé, Présentation de la situation épidémiologiques en RCA SE36, 16 septembre 2021
- 65 Basé sur la comparaison des données épidémiologiques de rougeole de 2020 et 2021
- 66 Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Portail de données, accédé le 3 septembre 2021
- 67 Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA et Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), « Rapport public sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République centrafricaine durant la période électorale, juillet 2020-juin 2021 », juillet 2021
- 68 Secrétariat général des Nations Unies, « Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine », S/2021/146, février 2021
- 69 Human Rights Division (HRD) MINUSCA, "Human Rights Situation Central African Republic (CAR), 2020 – 2021" rapport juillet 2021
- 70 Rapport SG S/2021/569, juin 2021
- 71 Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA et Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), juillet 2021, op. cit.
- 72 HCR, « Monitoring de protection, analyse trimestrielle (avril-juin) », août 2021
- 73 Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA et Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), juillet 2021, op. cit.
- 74 Rapport SG S/2021/569, juin 2021, op. cit.
- 75 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 76 HCR, août 2021, op. cit.
- 77 Humanité & Inclusion, mars 2021, op. cit.
- 78 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 79 Ibid.
- 80 Ibid.
- 81 HCR, août 2021, op. cit.
- 82 MARA Working Group, MINUSCA, « Statistique des violences sexuelles liées au conflit (CRSV) », août 2021
- 83 Commission Mouvement de Populations, chiffres de septembre 2020 et septembre 2021
- 84 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Portail de données sur la réponse aux réfugiés centrafricains, consulté en septembre 2021
- 85 Ibid.
- 86 Intercluster Coordination Group (ICCG), Matrice de suivi des déplacements, mars 2021
- 87 Cumul des personnes affectées par les six alertes du Mécanisme de réaction rapide (UNICEF-RRM) enregistrées entre le 1^{er} janvier et le 9 septembre 2021
- 88 Présentation de Wildlife Conservation Society (WCS) dans le cadre de la réunion du Groupe technique élevage & transhumance, 30 juin 2021

- 89 OCHA, mise à jour de la situation de Tiri et Ndélé, Préfecture de la Bamingui-Bangoran, 15 juin 2021
- 90 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 91 Données de base du présent Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2022, cité
- 92 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 93 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), « Monitoring de protection, analyse trimestrielle (avril-juin) », août 2021
- 94 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 95 Norwegian Refugee Council (NRC), « Rapport d'évaluation des besoins liés au Logement, à la Terre et aux Biens (LTB) des retournés à Sibut » 25 au 28 août 2021,
- 96 AoR Protection de l'enfance, « Evaluation approfondie de protection de l'enfance », résultats préliminaires, septembre 2021
- 97 Ibid.
- 98 Ibid
- 99 REACH initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 100 Ibid.
- 101 OMS, Surveillance system for attacks on health care (SSA), au 17 septembre 2021.
- 102 OMS, Surveillance system for attacks on health care (SSA), op. cit.
- 103 REACH Initiative, MSNA 2021, enquêtes par informateurs clés dans les sous-préfectures difficiles d'accès
- 104 Humanité & Inclusion, 2021, op. cit.
- 105 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 106 Ministère de la Santé et de la Population, «Politique de santé mentale 2019-2022 », version provisoire partagée au premier trimestre 2021.
- 107 SARA/HeRAMS, op. cit., 2019.
- 108 Déclaration commune de la Coordinatrice humanitaire des Nations Unies, Mme Denise Brown, et du Représentant de l'UNICEF, M. Fran Equiza, 23 février 2021
- 109 Cluster Education, septembre 2021
- 110 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 111 Ibid.
- 112 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 113 Ibid.
- 114 Objectif 4 de développement durable des Nations Unies
- 115 Banque mondiale, op. cit., juillet 2021
- 116 Rapport de développement humain 2021, PNUD
- 117 Banque mondiale, op. cit., juillet 2021
- 118 ibid.
- 119 ibid.
- 120 ibid.
- 121 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 122 Ibid.
- 123 PNUD, op. cit., 2020

- 124 Ibid.
- 125 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 126 PNUD, op. cit., 2020
- 127 Projet de réhabilitation et développement de la décharge de Kolongo, financé en 2012 par la Banque Mondiale et repris en 2017 par UNOPS/MINUSCA en partenariat avec la mairie de Bangui
- 128 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 129 PAM et ICASEES, enquête EFSA, août 2021, citée par le cluster sécurité alimentaire
- 130 UNICEF-RRM, veille humanitaire, alertes liées aux violences enregistrées entre le 1^{er} janvier et le 9 septembre 2021
- 131 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 132 REACH Initiative, MSNA 2021, enquêtes par informateurs clés dans les sous-préfectures difficiles d'accès
- 133 MICS-6 RCA, op. cit.
- 134 REACH Initiative, MSNA 2021, enquêtes par informateurs clés dans les sous-préfectures difficiles d'accès
- 135 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 136 Ibid.
- 137 Le pourcentage de personnes dont l'accès à l'eau ne permet pas de couvrir leurs besoins essentiels dans l'Ouham-Pendé est passé de 18% à 51% entre les MSNA 2020 et 2021
- 138 IPC septembre 2021 (phase projetée avril 2022)
- 139 Analyse IPC de la malnutrition aiguë, septembre 2021
- 140 Quatre des six sous-préfectures ont été évaluées par enquêtes ménages lors de la MSNA 2021 ; Zangba et Djéma par informateurs clés
- 141 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit
- 142 International Medical Corps (IMC), « Evaluation des besoins en santé mentale parmi les personnes déplacées internes vivant à la mosquée centrale de Bambari », juin 2021
- 143 HCR, op.cit., août 2021
- 144 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 145 Humanité & Inclusion, 2021, op. cit.
- 146 Solidarités international, « Rapport d'évaluation multisectorielle, sous-préfecture de Markounda » septembre 2021
- 147 Ibid.
- 148 PNUD, 2020, op. cit.
- 149 HeRAMS, 2019, op. cit.
- 150 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 151 Ibid.
- 152 Ibid.
- 153 Evaluation approfondie en protection de l'enfance, résultats préliminaires, 2021
- 154 Comparaison MSNA 2020/2021
- 155 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 156 Ibid.
- 157 PAM et MSF, « Enquête sur la sécurité alimentaire des survivantes de VBG à Bangui », résultats préliminaires, septembre 2021

- 158 Humanité & Inclusion, op. cit., mars 2021
- 159 PAM, Analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des personnes vivant avec un handicap, résultats préliminaires tirés de l'ENSA et présentés le 21 septembre 2021
- 160 Nupur Kukrety et Paul Quarles Van Ufford, « Rapport de mission sur la mise en place d'un système de protection sociale en RCA », juin 2021
- 161 MICS-6 RCA, janvier 2021, op. cit.
- 162 REACH initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 163 Ibid.
- 164 Ibid.
- 165 Ibid.
- 166 OCHA, Matrice de suivi des sinistres liés aux inondations, septembre 2021
- 167 REACH initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 168 RRM, veille humanitaire du 1^{er} août 2020 au 09 septembre 2021. L'Ouham et l'Ouham-Pendé ont enregistré le même nombre d'alertes liées aux violences.
- 169 REACH initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 170 Ibid.
- 171 Ibid.
- 172 JMMI, GT CASH, janvier-juin 2021
- 173 OCHA, « Tableau de bord du suivi de la réponse en transferts monétaires du groupe de travail CASH en République centrafricaine », janvier-juin
- 174 Ground Truth Solutions, « Renforcement de la redevabilité envers les populations affectées, République centrafricaine », Troisième phrase, septembre 2021
- 175 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 176 Ground Truth Solutions, septembre 2021, op. cit.
- 177 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 178 Ground Truth Solutions, « Résultats préliminaires de la cartographie des mécanismes de feedback existant en RCA », 1^{er} août 2021
- 179 Ibid.
- 180 Ibid.
- 181 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 182 Ground Truth Solutions, septembre 2021, op. cit.
- 183 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 184 Indice ND-Gain, 2021 <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>
- 185 Banque Mondiale, Climate risk country profile
- 186 Direction générale de la météorologie
- 187 Banque Mondiale, Climate risk country profile, op. cit.
- 188 Ibid.
- 189 Ibid.
- 190 Commission de mouvement de la population (CMP), op. cit.

- 191 Plan d'action opérationnel de la stratégie nationale de lutte contre les VBG, 2019 assorti de sa Stratégie nationale de lutte contre les VBG, le mariage d'enfants et les MGF en RCA (2019-2023). Politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité du genre (2^{ème} génération), 2020
- 192 L'environnement social : famille, voisinage, communauté
- 193 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 194 Ibid.
- 195 Ibid.
- 196 A. Kombassere, « L'accès à l'eau potable et les risques diarrhéiques dans les zones irrégulières de Ouagadougou: Les cas de Yamtenga »
- 197 Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC), Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES) et Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ; « Enquête par grappes à indicateur multiples (MICS) 2018-2019 », rapport final des résultats de l'enquête, janvier, 2021
- 198 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 199 Ibid.
- 200 Evaluations des besoins du cluster ETC, 2018
- 201 REACH Initiative, MSNA 2021, op. cit.
- 202 Internews, « La Confiance en berne : L'information sur la COVID-19 au coeur d'une crise multiple en Centrafrique », mars 2021
- 203 La documentation du JIAF est disponible à l'adresse : <http://www.jiaf.info/resources/>
- 204 Le comité d'analyse intersectoriel a décidé de ne pas utiliser le pilier "mécanisme d'adaptation" afin de calculer le PIN intersectoriel. D'une part, la réponse pour atténuer l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs par la population est planifiée dans le cadre de l'UNDAF. D'autre part, les activités humanitaires répondant à l'adoption de stratégies de survie d'urgence qui impactent directement la protection et les capacités de survie des personnes sont prises en compte dans le cadre du pilier "bien-être".
- 205 Pour définir la sévérité dans une sous-préfecture, on procède par élimination en commençant par le seuil le plus élevé (5). En d'autres termes, si le pourcentage de personnes du seuil 5 est supérieur ou égal à 25%, la sous-préfecture est classée dans la sévérité 5. Dans le cas contraire, si la somme des pourcentages des seuils 5 et 4 est supérieure ou égale à 25%, la sous-préfecture est classée dans la sévérité 4. On procède ainsi jusqu'à trouver le seuil pour lequel la somme du pourcentage de personnes et de celui des seuils supérieurs est supérieure ou égale à 25%.
- 206 La MSNA collecte des données auprès d'un échantillon de ménages via des enquêtes. Le nombre d'enquêtes par groupe de population et par sous-préfecture a été déterminé afin de fournir des résultats représentatifs de l'ensemble de la population des sous-préfectures touchées par la crise humanitaire en RCA, représentée par ces échantillons avec un niveau de confiance de 92% et une marge d'erreur de 10%.

